

A. Lang
ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques et de l'Energie

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1961

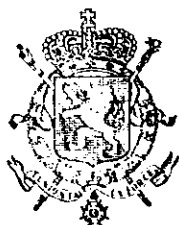
Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1962

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques et de l'Energie

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1961

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK - ANVERS

1962

Statistique Criminelle
de la
Belgique

—
Année 1961
—

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
1. Généralités.
 2. Infractions prises en considération.
 3. Unités statistiques prises en considération.
 4. Méthode d'élaboration.
 5. Organisation des travaux.
- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
1. Economie générale du droit criminel.
 2. Notions de droit pénal.
 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 4. Le droit criminel et la statistique.
- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégagant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique.

en sont exceptés :

- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;
- les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;
- 2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grade. académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	} C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corpo- relles volon- taires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28 C. P. art. 443 à 452.
		29 C. P. art. 453.
Violation de sépulture		30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et au- tres communications		33 C. P. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-com- munications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
Vols et marau- dages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de confian- ance, escroque- rie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
		39 Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890. art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
Recel		40 C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41
		42 C. P. art. 510 à 518.
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43
		44 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
		45

3. — Unités statistiques prises en considé- ration par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 196		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
		Infrac.	Années	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction				
Tribunal					
Infraction	Canton { lieu de naissance domicile lieu des faits				
Peine prononcée	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie				
Suris					
Peine ou mesure accessoire	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires				
Appel police	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.				
					46

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le premier volet est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Le deuxième volet sert à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet II d'une fiche.

Les fiches sont transmises régulièrement à l'Institut national de Statistique qui les classe selon le numéro de casier judiciaire qu'elles portent. Il est ainsi possible de ne tenir compte que de la dernière condamnation encourue par les individus qui ont été condamnés plusieurs fois dans le cours de l'année.

Le volet III de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet II, est mentionnée séparément sur le volet III.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;

3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par « droit criminel » ou pénal, au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule

prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice le paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1 ^o La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2 ^o Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déferés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^o de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de *condamnés* et le nombre d'*infractions individuelles* commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus

grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique "Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions avant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble ..	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1952	Hommes	115 306	184 955	608 890	570 442	641 759	546 578	367 381	271 253	3 306 564
	Femmes	113 396	182 843	591 246	554 957	646 543	595 385	435 378	351 187	3 470 935
	Ensemble ..	228 702	367 798	1 200 136	1 125 399	1 288 302	1 141 963	802 759	622 440	6 777 499
1953	Hommes	115 389	178 320	599 656	576 630	639 274	557 068	368 640	274 876	3 309 853
	Femmes	113 239	175 619	587 084	559 008	643 968	603 467	442 754	359 108	3 484 447
	Ensemble ..	228 628	354 139	1 186 740	1 356 638	1 283 242	1 160 535	811 394	633 984	6 794 300
1954	Hommes	117 567	174 216	588 506	582 111	634 471	567 659	372 437	277 128	3 314 095
	Femmes	115 735	172 691	578 194	563 872	639 968	612 509	450 505	366 474	3 499 948
	Ensemble ..	233 302	346 907	1 166 700	1 145 983	1 274 439	1 180 168	822 942	643 602	6 814 043
1955	Hommes	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble ..	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble ..	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes	99 823	175 749	562 375	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes	97 777	173 721	557 621	626 354	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble ..	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180
1958	Hommes	98 673	169 614	553 947	675 137	547 639	595 517	401 182	285 223	3 326 932
	Femmes	95 827	168 663	550 706	652 780	548 059	631 180	490 219	393 405	3 530 839
	Ensemble ..	194 500	338 277	1 104 653	1 327 917	1 095 698	1 226 697	891 401	678 628	6 857 771
1959	Hommes	110 676	156 657	547 941	682 850	536 019	597 291	409 636	288 682	3 329 755
	Femmes	106 986	155 454	545 852	663 560	535 958	630 868	501 154	402 740	3 542 582
	Ensemble ..	217 672	312 111	1 093 793	1 346 410	1 071 977	1 228 162	910 790	691 422	6 872 337
1960	Hommes	120 561	150 664	537 992	677 035	542 675	597 411	419 681	284 807	3 330 826
	Femmes	117 181	147 653	537 218	601 080	541 365	630 956	512 412	405 139	3 553 004
	Ensemble ..	237 742	298 317	1 075 210	1 338 115	1 084 040	1 228 367	932 093	689 946	6 883 830
1961	Hommes	122 433	157 272	523 825	670 487	551 035	592 330	430 964	287 797	3 336 143
	Femmes	120 099	153 194	523 122	657 301	547 839	625 795	524 270	414 634	3 566 254
	Ensemble ..	242 532	310 466	1 046 947	1 327 788	1 098 874	1 218 125	955 234	702 431	6 902 397

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1961.

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1961	Densité par km2 en 1961
Bruxelles	1 106,07	1 437 756	1 300
Louvain	1 129,28	352 953	313
Nivelles	1 048,21	201 749	192
Anvers	1 000,90	873 052	872
Malines	503,63	271 917	540
Turnhout	1 356,05	299 025	221
Mons	1 182,67	423 578	358
Charleroi	1 469,22	605 018	412
Tournai	1 072,18	231 628	216
Gand	1 354,50	557 881	412
Audenarde	679,44	256 200	377
Termonde	943,80	463 051	491
Bruges	1 227,98	405 399	330
Courtrai	678,26	125 722	628
Furnes	628,02	94 395	150
Ypres	700,74	147 072	210
Liège	882,87	631 666	715
Huy	1 014,92	142 610	140
Verviers	2 042,16	237 198	116
Tongres	1 179,82	278 337	236
Hasselt	1 228,13	300 631	245
Arlon	1 235,92	92 894	75
Marche-en-Famenne	1 402,05	56 171	40
Neufchâteau	1 780,00	70 027	39
Namur	1 124,42	229 329	204
Dinant	2 535,83	143 470	57
Le Royaume	30 507,07	9 228 729	303

(1) Y compris les moins de 16 ans.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1961 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter parce qu'elles se rapportent à un individu qui a été condamné plusieurs fois dans le cours de l'année. Il constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils

ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n° 1 correspond au tableau n° 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	6	5	1	5	5	—	1	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	6	5	1	5	5	—	1	—	1
peines correctionnelles	35	Hommes	5 085	2 502	2 583	4 545	2 316	2 229	540	186	354
		Femmes	1 165	791	374	1 122	772	350	43	19	24
		Ensemble	6 250	3 293	2 957	5 667	3 088	2 579	583	205	378
peines de police	36	Hommes	157	105	52	144	100	44	13	5	8
		Femmes	58	41	17	57	41	16	1	—	1
		Ensemble	215	146	69	201	141	60	14	5	9
Banqueroute	37	Hommes	75	48	27	69	45	24	6	3	3
		Femmes	18	14	4	18	14	4	—	—	—
		Ensemble	93	62	31	87	59	28	6	3	3
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1 466	619	847	1 260	548	712	206	71	135
		Femmes	306	172	134	283	165	118	23	7	16
		Ensemble	1 772	791	981	1 543	713	830	229	78	151
peines de police	39	Hommes	9	2	7	8	2	6	1	—	1
		Femmes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Ensemble	11	3	8	10	3	7	1	—	1
Recel	40	Hommes	323	171	152	295	165	130	28	6	22
		Femmes	154	98	56	151	98	53	3	—	3
		Ensemble	477	269	208	446	263	183	31	6	25
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	1	1	2	1	1	—	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	12	4	8	12	4	8	—	—	—
		Femmes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Ensemble	14	5	9	14	5	9	—	—	—
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	585	329	256	525	312	213	60	17	43
		Femmes	29	16	13	29	16	13	—	—	—
		Ensemble	614	345	269	554	328	226	60	17	43
peines de police	45	Hommes	204	122	82	189	116	73	15	6	9
		Femmes	27	13	14	26	13	13	1	—	1
		Ensemble	231	135	96	215	129	86	16	6	10
Totaux		Hommes	24 474	12 860	11 614	22 446	12 165	10 281	2 028	695	1 333
		Femmes	6 202	4 260	1 981	5 981	4 160	1 821	221	100	121
		Ensemble	30 676	17 120	13 595	28 427	16 325	12 102	2 249	795	1 454

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1952 à 1961 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1952	25 273	7 006	32 279
1953	22 063	6 470	28 533
1954	20 596	5 923	26 519
1955	20 604	6 086	26 690
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305
1958	21 205	5 694	26 899
1959	22 090	6 117	28 207
1960	21 795	5 870	27 665
1961	22 446	5 981	28 427

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1952	78,30	21,70	
1953	77,32	22,68	
1954	77,67	22,33	
1955	77,20	22,80	
1956	77,97	22,03	100
1957	77,98	22,02	
1958	78,83	21,17	
1959	78,31	21,69	
1960	78,78	21,22	
1961	78,96	21,04	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 44 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930, 1940 et 1950 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526
1950	715	206	454

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1952 à 1961.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1952 à 1961

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Taux moyens relevés de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1952	764	202	476	81	79	80
1953	666	186	420	70	73	70
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	64	64
1958	637	161	392	67	63	66
1959	663	173	410	70	68	69
1960	651	165	402	69	64	68
1961	673	168	412	71	66	69

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

On constate cette année une reprise de la hausse lente qui avait été interrompue en 1960. L'accroissement est cependant peu sensible puisque l'indice général se retrouve à 69 comme en 1959.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1952	18 599	13 680	32 279
1953	16 462	12 071	28 533
1954	14 881	11 638	26 519
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337
1957	14 986	11 319	26 305
1958	15 082	11 817	26 899
1959	15 952	12 255	28 207
1960	15 896	11 769	27 665
1961	16 325	12 102	28 427

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1952.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1952 à 1961.

Le pourcentage n'a pratiquement pas changé depuis l'année dernière.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1952	57,62	42,38	100
1953	57,69	42,31	
1954	56,12	43,88	
1955	56,75	43,25	
1956	56,17	43,83	
1957	56,97	43,03	
1958	56,07	43,93	
1959	56,55	43,45	
1960	57,46	42,54	
1961	57,43	42,57	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS			
					SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	— 1 1	— — —	— — —	— — —	3 1 4	1 — 1
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	6 — 6	4 — 4	2 — 2	5 — 5	3 4 7	4 1 5
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	90 28 118	64 4 68	97 28 125	82 11 93	297 95 392	179 46 225
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	10 2 12	3 1 4	5 2 7	4 2 6	9 6 15	6 2 8
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	45 2 47	15 — 15	35 2 37	20 — 20	87 10 97	40 1 41
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	6 — 6	1 — 1	5 — 5	2 — 2	36 1 37	4 — 4
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	488	327	167	226	506	608
		Femmes	31	19	35	23	101	65
Ensemble		519	346	202	249	607	673	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	8	Hommes	71	15	38	27	92	49
		Femmes	5	4	10	5	21	13
Ensemble		76	19	48	32	113	62	
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	54	55	23	31	47	70
		Femmes	1	5	2	3	8	4
Ensemble		55	60	25	34	55	74	
Avortement	10	Hommes	1	—	4	1	9	6
		Femmes	11	2	14	1	34	15
Ensemble		12	2	18	2	43	21	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	2	1	12	9	40	37
		Femmes	12	9	5	—	21	26
Ensemble		14	10	17	9	61	63	
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	1	—	—	—
Ensemble		—	—	1	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	4	1	—	4	3	3
		Femmes	1	—	—	1	10	3
Ensemble		5	1	—	5	13	6	
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	1	—	—	—	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—
Ensemble		1	—	—	—	1	1	
Attentats à la pudeur et viols	15	Hommes	423	129	79	63	214	122
		Femmes	9	—	1	2	9	3
Ensemble		432	129	80	65	223	125	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	22	20	18	22	26	42
		Femmes	33	19	34	31	58	47
Ensemble		55	39	52	53	84	49	

— ANNEE 1961

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS		DIVORCES		ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL						
					SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis				
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	— 1 1	— — —	— — —	— — —	3 1 4	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	3 2 5	1 — 1	4 2 6
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	6 — 6	4 — 4	2 — 2	5 — 5	3 4 7	4 1 5	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	12 4 16	14 1 15	26 5 31
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	90 28 118	64 4 68	97 28 125	82 11 93	297 95 392	179 46 225	2 4 6	3 — 3	6 3 9	— — —	3 2 5	18 1 19	2 5 7	9 3 12	1 1 2	1 — 1	498 166 664	356 65 421	854 231 1 085
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	10 2 12	3 1 4	5 2 7	4 2 6	9 6 15	6 2 8	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	25 10 35	15 5 20	40 15 55
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	45 2 47	15 — 15	35 2 37	20 — 20	87 10 97	40 1 41	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	2 — 2	171 14 185	76 1 77	247 15 262
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	6 — 6	1 — 1	5 — 5	2 — 2	36 1 37	4 — 4	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	47 1 48	7 — 7	54 1 55
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	488	327	167	226	506	608	—	6	4	17	8	32	5	20	3	2	1 181	1 238	2 419
		Femmes	31	19	35	23	101	65	—	—	3	1	3	7	4	6	—	—	178	121	299
Ensemble		519	346	202	249	607	673	1	6	7	18	11	39	9	26	3	2	1 359	1 359	2 718	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	8	Hommes	71	15	38	27	92	49	—	—	1	—	1	1	1	1	2	—	206	93	299
		Femmes	5	4	10	5	21	13	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	40	22	62
Ensemble		76	19	48	32	113	62	3	—	1	—	2	1	1	1	2	—	246	115	361	
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	54	55	23	31	47	70	—	1	2	1	3	5	—	1	—	1	129	165	294
		Femmes	1	5	2	3	8	4	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	11	14	25
Ensemble		55	60	25	34	55	74	—	1	2	1	3	7	—	1	—	1	140	179	319	
Avortement	10	Hommes	1	—	4	1	9	6	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	17	7	24
		Femmes	11	2	14	1	34	15	—	3	1	1	2	3	—	—	—	—	65	23	88
Ensemble		12	2	18	2	43	21	5	5	2	1	2	3	—	—	—	—	82	30	112	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	2	1	12	9	40	37	—	—	4	1	1	—	—	4	—	—	59	52	111
		Femmes	12	9	5	—	21	26	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	38	37	75
Ensemble		14	10	17	9	61	63	—	—	4	1	1	—	—	6	—	—	97	89	186	
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1
		Femmes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Ensemble		—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	4	1	—	4	3	3	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	9	9	18
		Femmes	1	—	—	1	10	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	11	5	16
Ensemble		5	1	—	5	13	6	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	20	14	34	
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
Attentats à la pudeur et viols	15	Hommes	423	129	79	63	214	122	2	8	6	10	3	15	2	9	2	—	731	356	1 087
		Femmes	9	—	1	2	9	3	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	21	6	27
Ensemble		432	129	80	65	223	125	2	8	7	10	3	15	3	10	2	—	752	362	1 114	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	22	20	18	22	26	42	1	—	—	—	—	3	—	2	1	—	68	89	157
		Femmes	33	19	34	31	58	47	—	6	4	5	3	3	7	8	1	1	147	126	273
Ensemble		55	39	52	53	84	49	7	4	5	3	3	16	7	10	2	1	215	215	430	

Relevé n° 2 — 1961 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXÉ des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Vols et maraudages	34	Hommes	2	—	1	—	2	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	—	1	—	2	—	—
peines correc.	35	Hommes	1 358	931	251	395	671	748	—
		Femmes	179	45	138	74	410	183	—
		Ensemble	1 537	976	389	469	1 081	931	—
peines de pol.	36	Hommes	43	13	14	15	39	13	—
		Femmes	5	1	14	8	19	5	—
		Ensemble	48	14	28	23	58	18	—
Banqueroute	37	Hommes	6	2	15	4	24	15	—
		Femmes	4	—	3	2	7	1	—
		Ensemble	10	2	18	6	31	16	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	139	170	85	153	302	302	—
		Femmes	29	19	22	21	97	54	—
		Ensemble	168	189	107	174	399	356	—
peines de pol.	39	Hommes	—	1	—	3	2	2	—
		Femmes	—	—	—	—	1	1	—
		Ensemble	—	1	—	3	3	3	—
Recel	40	Hommes	40	31	34	25	87	58	—
		Femmes	10	7	19	12	66	26	—
		Ensemble	50	38	53	37	153	84	—
Incendie	41	Hommes	—	1	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	1	—	—
peines correc.	42	Hommes	2	2	—	2	2	4	—
		Femmes	1	—	—	—	—	1	—
		Ensemble	3	2	—	2	2	5	—
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes	166	71	39	36	103	88	—
		Femmes	7	1	5	4	4	7	—
		Ensemble	173	72	44	40	107	95	—
peines de pol.	45	Hommes	52	30	24	18	40	24	—
		Femmes	2	3	5	2	5	6	—
		Ensemble	54	33	29	20	45	30	—
Totaux		Hommes	4 949	2 880	2 039	2 253	4 819	4 353	—
		Femmes	599	186	985	419	2 351	989	—
		Ensemble	5 548	3 066	3 024	2 672	7 170	5 342	—

VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
7	21	7	22	7	75	8	32	7	5	2 316	2 229	4 545
11	11	17	14	7	6	8	15	2	2	772	350	1 122
18	32	24	36	14	81	16	47	9	7	3 088	2 579	5 667
1	—	1	—	—	1	—	1	2	1	100	44	144
3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	41	16	57
4	1	1	1	—	1	—	1	2	1	141	60	201
—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	45	24	69
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	14	4	18
—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	59	28	87
4	5	3	7	7	47	4	25	4	3	548	712	1 260
2	4	3	6	5	7	6	7	1	—	165	118	283
6	9	6	13	12	54	10	32	5	3	713	830	1 543
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	10
1	4	1	2	1	6	1	4	—	—	165	130	295
—	1	2	3	1	1	—	3	—	—	98	53	151
1	5	3	5	2	7	1	7	—	—	263	183	446
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	2	—	3	1	8	1	4	—	—	312	213	525
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	16	13	29
2	2	—	4	1	8	1	4	—	1	328	226	554
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	116	73	189
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	13	13	26
—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	129	86	215
57	77	74	107	106	385	87	205	34	21	12 165	10 281	22 446
51	37	56	48	47	60	63	78	8	4	4 160	1 821	5 981
108	114	130	155	153	445	150	283	42	25	16 325	12 102	28 427

APERÇUS RETROSPECTIFS.**1. — Etat civil des condamnés.**

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1952 à 1961 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

TABLEAU A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS D'APRÈS L'ÉTAT CIVIL,

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ÉTAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total
Chiffres moyens relatifs de 1930 à 1939	Hommes	6 854	4 023	10 877	2 212	2 425	4 637	5 813	6 329	12 142	86	168	254
	Femmes	1 017	267	1 314	1 038	528	1 566	3 031	1 660	4 691	49	43	92
	Ensemble	7 901	4 290	12 191	3 250	2 953	6 203	8 844	7 989	16 833	135	211	346
1952	Hommes	5 831	2 864	8 695	2 340	2 548	4 888	5 330	5 038	10 368	84	181	265
	Femmes	832	189	1 021	1 099	563	1 662	2 496	1 253	3 749	68	73	141
	Ensemble	6 663	3 053	9 716	3 439	3 111	6 550	7 826	6 291	14 117	152	254	406
1953	Hommes	4 905	2 611	7 516	2 088	2 227	4 315	4 726	4 328	9 054	80	170	250
	Femmes	751	203	954	1 000	494	1 494	2 414	1 106	3 250	50	52	102
	Ensemble	5 656	2 814	8 470	3 088	2 721	5 809	7 140	5 434	12 574	130	222	352
1954	Hommes	4 387	2 378	6 765	1 905	2 233	4 138	4 288	4 243	8 531	77	144	221
	Femmes	675	173	848	898	417	1 315	2 141	1 076	3 217	59	49	108
	Ensemble	5 062	2 551	7 613	2 803	2 650	5 453	6 429	5 319	11 748	136	193	329
1955	Hommes	4 429	2 472	6 901	1 806	2 017	3 823	4 464	4 271	8 735	82	119	201
	Femmes	666	198	864	898	456	1 354	2 295	1 044	3 339	56	39	95
	Ensemble	5 095	2 670	7 765	2 704	2 473	5 177	6 759	5 315	12 074	138	158	296
1956	Hommes	4 634	2 529	7 163	1 899	2 187	4 086	4 502	4 428	8 930	57	108	165
	Femmes	668	194	862	972	494	1 466	2 143	1 052	3 195	43	57	100
	Ensemble	5 302	2 723	8 025	2 871	2 681	5 552	6 645	5 480	12 125	100	165	265
1957	Hommes	4 512	2 368	6 880	1 911	2 090	4 001	4 432	4 240	8 672	53	103	156
	Femmes	536	187	723	1 001	446	1 447	2 154	1 045	3 199	32	42	74
	Ensemble	5 048	2 555	7 603	2 912	2 536	5 448	6 586	5 285	11 871	85	145	230
1958	Hommes	4 715	2 583	7 298	1 889	2 191	4 080	4 378	4 415	8 793	59	95	154
	Femmes	527	163	690	954	492	1 446	2 129	996	3 125	41	40	81
	Ensemble	5 242	2 746	7 988	2 843	2 683	5 526	6 507	5 411	11 918	100	135	235
1959	Hommes	4 932	2 796	7 728	2 106	2 152	4 258	4 555	4 455	9 010	56	111	167
	Femmes	543	169	712	1 030	505	1 535	2 287	1 131	3 418	49	45	94
	Ensemble	5 475	2 965	8 440	3 136	2 657	5 793	6 842	5 586	12 428	105	156	261
1960	Hommes	5 088	2 735	7 823	1 886	2 134	4 020	4 528	4 384	8 912	60	138	198
	Femmes	590	155	745	981	476	1 457	2 319	931	3 250	28	50	78
	Ensemble	5 678	2 890	8 568	2 867	2 610	5 477	6 847	5 315	12 162	88	188	276
1961	Hommes	4 949	2 880	7 829	2 039	2 253	4 292	4 819	4 353	9 172	57	77	134
	Femmes	599	186	785	985	419	1 404	2 351	989	3 340	51	37	88
	Ensemble	5 548	3 066	8 614	3 024	2 672	5 696	7 170	5 342	12 512	108	114	222

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ÉTAT CIVIL											TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNÉS			
		AVEC ENFANTS			DIVORCÉS						ÉTAT CIVIL INCONNU		Pri-maires	Réci-divistes	Total	
		Pri-maires	Réci-divistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Pri-maires	Réci-divistes				Total
					Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total			Pri-maires	Réci-divistes	Total	
Chiffres moyens relatifs de 1930 à 1939	Hommes	181	300	481	63	230	293	39	136	175	50	6	56	15 298	13 617	28 915
	Femmes	136	121	257	29	48	77	28	59	87	5	1	6	5 363	2 727	8 090
	Ensemble	317	421	738	92	278	370	67	195	262	55	7	62	20 661	16 344	37 005
1952	Hommes	145	205	350	108	335	443	70	184	254	7	3	10	13 915	11 358	25 273
	Femmes	113	96	209	31	61	92	44	85	129	1	2	3	4 684	2 322	7 006
	Ensemble	258	301	559	139	396	535	114	269	383	8	5	13	18 599	13 680	32 279
1953	Hommes	101	182	283	109	302	411	66	166	232	2	—	2	12 077	9 986	22 063
	Femmes	112	88	200	27	64	91	31	78	109	—	—	—	4 385	2 085	6 470
	Ensemble	213	270	483	136	366	502	97	244	341	2	—	2	16 462	12 071	28 533
1954	Hommes	113	162	275	104	334	438	51	177	228	—	—	—	10 925	9 671	20 596
	Femmes	99	84	183	40	78	118	44	90	134	—	—	—	3 956	1 967	5 923
	Ensemble	212	246	458	144	412	556	95	267	362	—	—	—	14 881	11 638	26 519
1955	Hommes	101	133	234	99	351	450	56	201	257	—	3	3	11 037	9 567	20 604
	Femmes	100	98	198	44	53	97	49	89	138	1	—	1	4 109	1 977	6 086
	Ensemble	201	231	432	143	404	547	105	290	395	1	3	4	15 146	11 544	26 690
1956	Hommes	91	142	233	109	337	446	72	216	288	3	—	3	11 367	9 947	21 314
	Femmes	80	73	153	42	73	115	41	91	132	—	—	—	3 989	2 034	6 023
	Ensemble	171	215	386	151	410	561	113	307	420	3	—	3	15 356	11 981	27 337
1957	Hommes	90	119	209	87	274	361	49	182	231	1	1	2	11 135	9 377	20 512
	Femmes	62	73	135	33	64	97	33	84	117	—	1	1	3 851	1 942	5 793
	Ensemble	152	192	344	120	338	458	82	266	348	1	2	3	14 986	11 319	26 305
1958	Hommes	80	115	195	95	329	424	62	195	257	4	—	4	11 282	9 923	21 205
	Femmes	70	63	133	34	71	105	44	69	113	1	—	1	3 800	1 894	5 694
	Ensemble	150	178	328	129	400	529	106	264	370	5	—	5	15 082	11 817	26 899
1959	Hommes	84	114	198	95	359	454	78	195	273	—	2	2	11 906	10 184	22 090
	Femmes	74	72	146	26	60	86	37	89	126	—	—	—	4 046	2 071	6 117
	Ensemble	158	186	344	121	419	540	115	284	399	—	2	2	15 952	12 255	28 207
1960	Hommes	91	129	220	89	272	361	65	158	223	38	—	38	11 845	9 950	21 795
	Femmes	57	61	118	34	76	110	33	70	103	9	—	9	4 051	1 819	5 870
	Ensemble	148	190	338	123	348	471	98	228	326	47	—	47	15 896	11 769	27 665
1961	Hommes	74	107	181	106	385	491	87	205	282	34	21	55	12 165	10 281	22 446
	Femmes	56	48	104	47	60	107	63	78	141	8	4	12	4 160	1 821	5 981
	Ensemble	130	155	285	153	445	598	150	283	433	42	25	67	16 325	12 102	28 427

TABLEAU B. — POURCENTAGES DES CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNEES DE COMETE	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total
Pour moyenn. rel. de 1930 à 1939	Hommes	18,42	10,87	29,29	5,98	6,58	12,56	15,70	17,13	32,83	0,23	0,46	0,69
	Femmes	2,81	0,72	3,53	2,82	1,44	4,26	8,20	4,49	12,69	0,14	0,11	0,25
	Ensemble	21,23	11,59	32,82	8,80	8,02	16,82	23,90	21,62	45,52	0,37	0,57	0,94
1952	Hommes	18,07	8,87	26,94	7,26	7,89	15,15	16,51	15,61	32,12	0,26	0,56	0,82
	Femmes	2,58	0,58	3,16	3,40	1,75	5,15	7,73	3,90	11,63	0,21	0,22	0,43
	Ensemble	20,65	9,45	30,10	10,66	9,64	20,30	24,24	19,51	43,75	0,47	0,78	1,25
1953	Hommes	17,20	9,15	26,35	7,32	7,80	15,12	16,57	15,18	31,75	0,28	0,59	0,87
	Femmes	2,63	0,71	3,34	3,51	1,73	5,24	8,47	3,88	12,35	0,17	0,18	0,35
	Ensemble	19,83	9,86	29,69	10,83	9,53	20,36	25,04	19,06	44,10	0,45	0,77	1,22
1954	Hommes	16,54	8,97	25,51	7,19	8,42	15,61	16,17	16,00	32,17	0,29	0,55	0,84
	Femmes	2,55	0,65	3,20	3,39	1,57	4,96	8,07	4,06	12,13	0,22	0,18	0,40
	Ensemble	19,09	9,62	28,71	10,58	9,99	20,57	24,24	20,06	44,30	0,51	0,73	1,24
1955	Hommes	16,59	9,26	25,85	6,76	7,56	14,32	16,73	16,00	32,73	0,31	0,44	0,75
	Femmes	2,50	0,74	3,24	3,37	1,71	5,08	8,60	3,91	12,51	0,21	0,15	0,36
	Ensemble	19,09	10,00	29,09	10,13	9,27	19,40	25,33	19,91	45,24	0,52	0,59	1,11
1956	Hommes	16,95	9,25	26,20	6,95	8,00	14,95	16,46	16,21	32,67	0,21	0,39	0,60
	Femmes	2,45	0,71	3,16	3,55	1,81	5,36	7,84	3,84	11,68	0,16	0,21	0,37
	Ensemble	19,40	9,96	29,36	10,50	9,81	20,31	24,30	20,05	44,35	0,37	0,60	0,97
1957	Hommes	17,15	9,01	26,16	7,27	7,95	15,22	16,85	16,12	32,97	0,20	0,39	0,59
	Femmes	2,04	0,71	2,75	3,81	1,70	5,51	8,19	3,97	12,16	0,12	0,16	0,28
	Ensemble	19,19	9,72	28,91	11,08	9,65	20,73	25,04	20,09	45,13	0,32	0,55	0,87
1958	Hommes	17,53	9,60	27,13	7,02	8,15	15,17	16,28	16,41	32,69	0,22	0,35	0,57
	Femmes	1,96	0,61	2,57	3,55	1,83	5,38	7,92	3,70	11,62	0,15	0,15	0,30
	Ensemble	19,49	10,21	29,70	10,57	9,98	20,55	24,20	20,11	44,31	0,37	0,50	0,87
1959	Hommes	17,48	9,91	27,39	7,47	7,63	15,10	16,15	15,79	31,94	0,20	0,39	0,59
	Femmes	1,93	0,60	2,53	3,65	1,79	5,44	8,10	4,01	12,11	0,17	0,16	0,33
	Ensemble	19,41	10,51	29,92	11,12	9,42	20,54	24,25	19,80	44,05	0,37	0,55	0,92
1960	Hommes	18,39	9,89	28,28	6,82	7,71	14,53	16,37	15,84	32,21	0,21	0,51	0,72
	Femmes	2,13	0,56	2,69	3,55	1,72	5,27	8,38	3,37	11,75	0,11	0,17	0,28
	Ensemble	20,52	10,45	30,97	10,37	9,43	19,80	24,75	19,21	43,96	0,32	0,68	1,00
1961	Hommes	17,41	10,15	27,54	7,17	7,93	15,10	16,95	15,31	32,26	0,20	0,27	0,47
	Femmes	2,10	0,66	2,76	3,47	1,47	4,94	8,27	3,49	11,76	0,18	0,13	0,31
	Ensemble	19,51	10,79	30,30	10,64	9,40	20,04	25,22	18,80	44,02	0,38	0,40	0,78

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNEES DE COMETE	SEXE	DIVORCES											ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
		AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total		
		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total								
											Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total
Pour moyenn. rel. de 1930 à 1939	Hommes	0,49	0,81	1,30	0,17	0,63	0,80	0,11	0,37	0,48	0,13	0,02	0,15	41,23	36,87	78,10		
	Femmes	0,37	0,33	0,70	0,08	0,13	0,21	0,07	0,17	0,24	0,02	—	0,02	14,51	7,39	21,90		
	Ensemble	0,86	1,14	2,—	0,25	0,76	1,01	0,18	0,54	0,72	0,15	0,02	0,17	55,74	44,26	100,00		
1952	Hommes	0,44	0,64	1,08	0,33	1,04	1,37	0,22	0,57	0,79	0,02	0,01	0,03	43,11	35,19	78,30		
	Femmes	0,35	0,30	0,65	0,10	0,19	0,29	0,13	0,26	0,39	—	—	—	14,50	7,20	21,70		
	Ensemble	0,79	0,94	1,73	0,43	1,23	1,66	0,35	0,83	1,18	0,02	0,01	0,03	57,61	42,39	100,00		
1953	Hommes	0,35	0,64	0,99	0,38	1,06	1,44	0,23	0,58	0,81	—	—	—	42,33	35,00	77,32		
	Femmes	0,39	0,31	0,70	0,09	0,22	0,31	0,11	0,27	0,38	—	—	—	15,37	7,30	22,68		
	Ensemble	0,74	0,95	1,69	0,47	1,28	1,75	0,34	0,85	1,19	—	—	—	57,70	42,30	100,00		
1954	Hommes	0,43	0,61	1,04	0,39	1,26	1,65	0,19	0,66	0,85	—	—	—	41,20	36,47	77,67		
	Femmes	0,37	0,32	0,69	0,15	0,29	0,44	0,17	0,34	0,51	—	—	—	14,92	7,41	22,33		
	Ensemble	0,80	0,93	1,73	0,54	1,55	2,09	0,36	1,00	1,36	—	—	—	56,12	43,88	100,00		
1955	Hommes	0,37	0,50	0,87	0,38	1,31	1,69	0,21	0,76	0,97	—	0,01	0,01	41,35	35,84	77,19		
	Femmes	0,38	0,37	0,75	0,16	0,20	0,36	0,18	0,33	0,51	—	—	—	15,40	7,41	22,81		
	Ensemble	0,75	0,87	1,62	0,54	1,51	2,05	0,39	1,09	1,48	—	0,01	0,01	56,75	43,25	100,00		
1956	Hommes	0,33	0,52	0,85	0,40	1,23	1,63	0,27	0,79	1,06	0,01	—	0,01	41,58	36,39	77,97		
	Femmes	0,29	0,27	0,56	0,15	0,27	0,42	0,15	0,33	0,48	—	—	—	14,59	7,44	22,03		
	Ensemble	0,62	0,79	1,41	0,55	1,50	2,05	0,42	1,12	1,54	0,01	—	0,01	56,17	43,83	100,00		
1957	Hommes	0,34	0,45	0,79	0,33	1,04	1,37	0,19	0,69	0,88	—	—	—	42,33	35,65	77,98		
	Femmes	0,24	0,28	0,52	0,12	0,24	0,36	0,12	0,32	0,44	—	—	—	14,64	7,38	22,02		
	Ensemble	0,58	0,73	1,31	0,45	1,28	1,73	0,31	1,01	1,32	—	—	—	56,97	43,03	100,00		
1958	Hommes	0,30	0,42	0,72	0,35	1,23	1,58	0,23	0,73	0,96	0,01	—	0,01	41,94	36,39	78,33		
	Femmes	0,26	0,23	0,49	0,13	0,26	0,39	0,16	0,26	0,42	—	—	—	14,13	7,04	21,17		
	Ensemble	0,56	0,65	1,21	0,48	1,49	1,97	0,39	0,99	1,38	0,01	—	0,01	56,07	43,93	100,00		
1959	Hommes	0,30	0,40	0,70	0,34	1,28	1,62	0,27	0,69	0,96	—	0,01	0,01	42,21	36,10	78,31		
	Femmes	0,26	0,26	0,52	0,09	0,21	0,30	0,14	0,32	0,46	—	—	—	14,34	7,35	21,69		
	Ensemble	0,56	0,66	1,22	0,43	1,49	1,92	0,41	1,01	1,42	—	0,01	0,01	56,55	43,45	100,00		
1960	Hommes	0,33	0,46	0,79	0,32	0,98	1,30	0,24	0,57	0,81	0,14	—	0,14	42,82	35,96	78,78		
	Femmes	0,20	0,23	0,43	0,12	0,28	0,40	0,12	0,25	0,37	0,03	—	0,03	14,64	6,58	21,22		
	Ensemble	0,53	0,69	1,22	0,44	1,26	1,70	0,36	0,82	1,18	0,17	—	0,17	57,46	42,54	100,00		
1961	Hommes	0,26	0,38	0,64	0,37	1,36	1,73	0,31	0,72	1,03	0,12	0,07	0,19	42,79	36,17	78,96		
	Femmes	0,20	0,16	0,36	0,17	0,20	0,37	0,22	0,27	0,49	0,03	0,02	0,05	14,64	6,40	21,04		
	Ensemble	0,46	0,54	1,00	0,54	1,56	2,10	0,53	0,99	1,52	0,15	0,09	0,24	57,43	42,57	100,00		

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUF ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1952	7 491	15 059	22 550
1953	6 663	13 398	20 061
1954	6 338	12 568	18 906
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699
1958	6 290	12 616	18 906
1959	6 594	13 171	19 765
1960	6 224	12 826	19 050
1961	6 516	13 230	19 746

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1952	17 220	15 059	32 279
1953	15 135	13 398	28 533
1954	13 951	12 568	26 519
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 742	12 563	26 305
1958	14 283	12 616	26 899
1959	15 036	13 171	28 207
1960	14 839	12 826	27 665
1961	15 197	13 230	28 427

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUF ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1952	33,22	66,78	100
1953	33,21	66,79	
1954	33,52	66,48	
1955	31,82	68,18	
1956	33,03	66,97	
1957	32,81	67,19	
1958	30,06	69,94	
1959	33,36	66,64	
1960	32,67	67,33	
1961	33,00	67,00	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1952	53,35	46,65	100
1953	53,04	46,96	
1954	52,61	47,39	
1955	51,66	48,34	
1956	52,70	47,30	
1957	52,24	47,76	
1958	53,10	46,90	
1959	53,31	46,69	
1960	53,64	46,36	
1961	53,46	46,54	

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3 — A — 1961 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	10	—	35	11	9	18	1	—	2	86
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	52	5	117	49	43	76	5	2	10	359
	Aidants	4	1	25	3	7	6	—	1	2	49
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie textile	Patrons	2	—	1	1	—	1	—	—	—	5
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	41	1	112	25	41	98	1	3	16	338
	Aidants	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du vêtement	Patrons	1	—	8	4	4	4	1	—	—	22
	Employés	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	11	—	25	15	10	13	—	—	4	78
	Aidants	1	—	1	—	—	2	—	—	1	5
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie de la construction	Patrons	14	1	44	22	9	26	—	—	1	117
	Employés	1	1	5	2	1	2	—	—	—	12
	Ouvriers	267	26	591	299	166	482	11	12	65	1 919
	Aidants	9	3	38	13	12	35	—	—	4	114
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	5	1	8	5	3	4	—	1	—	27
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	79	3	146	78	69	128	1	1	22	527
	Aidants	1	—	2	—	2	2	1	—	—	8
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	1	—	2	1	2	1	—	—	—	7
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	7	2	23	10	10	18	—	—	4	74
	Aidants	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	2	1	1	3	—	—	—	7
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	1	1	1	—	1	—	—	—	—	4
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	2	—	10	7	5	2	—	—	1	27
	Aidants	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1

Relevé n° 3 — A — 1961 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1	1	3	1	2	—	—	—	1	9
	Employés	1	—	6	1	1	1	—	—	—	10
	Ouvriers	12	—	25	11	10	6	—	—	1	65
	Aidants	2	—	—	—	—	1	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	9	1	26	6	13	12	—	—	1	68
	Employés	6	—	16	13	6	7	—	—	—	48
	Ouvriers	137	16	330	201	100	198	2	2	28	1 014
	Aidants	4	—	17	3	1	5	—	—	2	32
	Indéterm.	—	—	2	—	—	1	—	1	—	4
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	3	1	22	9	6	20	—	—	2	63
	Employés	2	—	7	7	5	8	—	1	1	31
	Ouvriers	331	25	796	408	162	483	9	6	55	2 275
	Aidants	2	—	3	—	1	4	—	—	—	10
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	49	6	161	62	55	92	2	3	8	438
	Employés	15	1	39	26	15	22	—	1	2	121
	Ouvriers	1 279	129	3 079	1 533	903	2 549	48	37	347	9 904
	Aidants	28	5	96	20	28	62	1	1	9	250
	Indéterm.	—	—	5	—	1	2	—	1	—	9
		1 371	141	3 380	1 641	1 002	2 727	51	43	366	10 722

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	226	12	409	178	115	300	7	14	31	1 291
	Employés	64	2	162	102	39	48	—	1	6	424
	Ouvriers	11	—	37	15	20	26	—	1	1	111
	Aidants	8	1	16	4	5	11	—	—	1	46
	Indéterm.	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	35	—	57	31	26	57	—	1	5	212
	Employés	153	5	404	204	101	103	1	8	20	999
	Ouvriers	26	2	75	38	32	51	—	2	3	229
	Aidants	—	—	5	4	—	4	—	—	1	14
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Total	Patrons	261	12	465	209	141	357	7	15	36	1 503
	Employés	217	7	566	306	140	151	1	9	26	1 423
	Ouvriers	37	2	112	53	52	77	—	3	4	340
	Aidants	8	1	21	8	5	15	—	—	2	60
	Indéterm.	—	—	1	1	—	1	—	—	—	3
		523	22	1 165	577	338	601	8	27	68	3 329

Relevé n° 3 — A — 1961 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	13	2	28	20	5	10	—	2	1	51
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	14	—	29	16	15	12	—	—	2	88
Cultes	3	—	1	2	5	1	—	—	—	12
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	1	—	—	1	1	2	—	—	—	5
Professions libérales diverses	14	1	15	10	8	12	—	—	1	61
Total	45	3	73	49	34	37	—	2	4	247

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	18	—	19	17	12	29	—	—	6	101
Institutions d'assistance communales	3	1	5	3	—	1	—	—	1	15
Pouvoir judiciaire	5	1	6	4	3	8	—	1	—	28
Personnel enseignant	12	1	11	8	7	8	—	—	3	50
Armée	15	—	26	41	29	46	—	1	2	160
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	66	5	74	51	23	70	2	3	17	311
Total	119	8	141	124	74	162	2	6	29	665

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	2	1	4	4	—	2	—	—	—	13
Service domestique et des personnes	12	5	40	20	19	9	—	—	—	105
Soins personnels	6	—	15	14	16	13	—	—	2	66
Total	20	6	59	38	35	24	—	—	2	184

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	648	72	1 718	647	521	1 245	25	18	163	5 057
--	-----	----	-------	-----	-----	-------	----	----	-----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	126	23	382	122	168	303	7	10	36	1 177
Total général des hommes condamnés	3 025	294	7 245	3 256	2 258	5 419	103	118	728	22 446

B. — FEMMES — ANNEE 1961

Relevé n° 3 — 1961 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrones	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agriculture, élevage	Patrones	3	—	2	—	—	—	3	1	1	11
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	1	—	5	2	—	—	4	1	—	13
	Aidantes	—	—	4	—	—	—	3	—	—	7
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	4	—	2	—	—	—	3	1	1	12
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	1	—	5	2	—	—	4	1	—	13
	Aidantes	—	—	4	—	—	—	3	—	—	7
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	5	—	11	2	—	—	10	2	1	1	32

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	3

Relevé n° 3 — B — 1961 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
Industrie du livre	Patrones	—	—	2	—	2	—	—	—	—	4
	Employées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	—	—	3	2	—	—	—	—	—	5
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrones	1	—	—	1	—	—	—	—	—	2
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	2	—	4	2	—	4	—	—	—	12
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrones	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2
	Employées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	3	—	7	7	1	3	—	—	—	21
	Aidantes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Total	Patrones	2	1	8	6	6	1	—	—	—	24
	Employées	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvrières	22	4	139	150	31	62	—	3	3	414
	Aidantes	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Total	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
		24	5	151	157	37	63	—	3	3	443

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrones	25	2	89	53	66	57	—	6	6	303
	Employées	8	1	28	59	3	8	—	1	1	109
	Ouvrières	2	—	17	22	4	4	—	—	—	50
	Aidantes	—	—	1	2	—	4	—	—	—	7
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrones	33	1	31	54	47	50	—	2	1	219
	Employées	6	—	52	46	19	10	—	—	—	133
	Ouvrières	21	2	56	72	53	35	—	1	2	242
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	58	3	120	107	113	107	—	8	7	522
	Employées	14	1	80	105	22	18	—	1	1	242
	Ouvrières	23	2	73	94	57	39	—	1	2	292
	Aidantes	—	—	1	2	—	4	—	—	—	7
Total	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		95	6	274	308	192	168	—	10	10	1 063

Relevé n° 3 — B — 1961 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	3	—	9	13	3	7	—	1	1	37
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	1	—	2	2	1	1	—	—	—	7
Cultes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Professions libérales diverses	1	—	2	4	1	—	—	—	—	8
Total	5	—	14	19	5	8	—	1	1	53

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	1	—	—	2	1	—	—	—	—	4
Institutions d'assistance communales	1	—	—	1	—	1	—	—	—	3
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	4	—	9	10	3	4	—	2	—	32
Armée	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	1	—	2	5	—	1	—	—	—	9
Total	7	—	12	18	4	6	—	2	—	49

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	1	—	—	2	—	—	—	—	—	3
Service domestique et des personnes	12	—	83	66	35	25	—	3	3	227
Soins personnels	1	—	7	21	6	5	—	1	—	41
Total	14	—	90	89	41	30	—	4	3	271

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	37	1	217	334	59	118	1	7	5	779
--	----	---	-----	-----	----	-----	---	---	---	-----

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	192	13	1 114	997	213	671	4	50	34	3 288
Total général des femmes condamnées	379	25	1 884	1 925	551	1 075	7	78	57	5 981

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNÉE 1961.

Relevé n° 3 — 1961 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, troupes, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	142	17	266	42	70	283	9	12	51	892
	Femmes	5	—	11	2	—	10	2	1	1	32
	Ensemble	147	17	277	44	70	293	11	13	52	924
II. Pêche	Hommes	31	2	61	16	16	37	1	—	9	173
	Femmes	—	—	1	1	—	1	—	—	—	3
	Ensemble	31	2	62	17	16	38	1	—	9	176
III. Industrie	Hommes	1 371	141	3 380	1 641	1 002	2 727	51	43	366	10 722
	Femmes	24	5	151	157	37	63	—	3	3	443
	Ensemble	1 395	146	3 531	1 798	1 039	2 790	51	46	369	11 165
IV. Commerce	Hommes	523	22	1 165	577	338	601	8	27	68	3 329
	Femmes	95	6	274	308	192	168	—	10	10	1 063
	Ensemble	618	28	1 439	885	530	769	8	37	78	4 392
V. Professions libérales	Hommes	45	3	73	49	34	37	—	2	4	247
	Femmes	5	—	14	19	5	8	—	1	1	53
	Ensemble	50	3	87	68	39	45	—	3	5	300
VI. Fonctions publiques	Hommes	119	8	141	124	74	162	2	6	29	665
	Femmes	7	—	12	18	4	6	—	2	—	49
	Ensemble	126	8	153	142	78	168	2	8	29	714
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	20	6	59	38	35	24	—	—	2	184
	Femmes	14	—	90	89	41	30	—	4	3	271
	Ensemble	34	6	149	127	76	54	—	4	5	455
VIII. Professions non déterminées	Hommes	648	72	1 718	647	521	1 245	25	18	163	5 057
	Femmes	37	1	217	334	59	118	1	7	5	779
	Ensemble	685	73	1 935	981	580	1 363	26	25	168	5 836
IX. Sans profession	Hommes	126	23	382	122	168	303	7	10	36	1 177
	Femmes	192	13	1 114	997	213	671	4	50	34	3 288
	Ensemble	318	36	1 496	1 119	381	974	11	60	70	4 465
Total hommes		3 025	294	7 245	3 256	2 258	5 419	103	118	728	22 446
Total femmes		379	25	1 884	1 925	551	1 075	7	78	57	5 981
Total général		3 404	319	9 129	5 181	2 809	6 494	110	196	785	28 427

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I à IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1953	Hommes	2 759	262	1 810	11 562	260	1 048	4 362	22 063
	Femmes	530	49	247	1 057	21	3 793	773	6 470
	Ensemble	3 289	311	2 057	12 619	281	4 841	5 135	28 533
1954	Hommes	2 614	222	1 719	10 509	266	1 036	4 200	20 596
	Femmes	530	35	232	954	21	3 409	742	5 923
	Ensemble	3 174	257	1 951	11 463	287	4 445	4 942	26 519
1955	Hommes	2 873	219	1 718	9 786	342	1 051	4 615	20 604
	Femmes	589	28	212	832	20	3 588	817	6 086
	Ensemble	3 462	247	1 930	10 618	362	4 639	5 432	26 690
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 368	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305
1958	Hommes	2 496	227	1 788	10 404	457	1 056	4 777	21 205
	Femmes	678	19	288	729	21	3 208	751	5 694
	Ensemble	3 174	246	2 076	11 133	478	4 264	5 528	26 899
1959	Hommes	2 533	252	1 957	10 986	501	1 081	4 780	22 090
	Femmes	603	46	330	852	24	3 526	736	6 117
	Ensemble	3 136	298	2 287	11 838	525	4 607	5 516	28 207
1960	Hommes	2 295	281	2 096	10 470	512	1 235	4 805	21 795
	Femmes	498	52	349	867	28	3 329	747	5 870
	Ensemble	2 793	333	2 445	11 337	640	4 564	5 553	27 665
1961	Hommes	2 310	247	2 293	10 964	385	1 177	5 070	22 446
	Femmes	559	53	337	948	16	3 288	780	5 981
	Ensemble	2 869	300	2 630	11 912	401	4 465	5 850	28 427

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1953	Hommes	9,67	0,92	6,34	40,52	0,91	3,67	15,29	77,32
	Femmes	1,86	0,17	0,87	3,70	0,07	13,30	2,71	22,68
	Ensemble	11,53	1,09	7,21	44,22	0,98	16,97	18,00	100,00
1954	Hommes	9,97	0,84	6,48	39,63	1,00	3,91	15,84	77,67
	Femmes	2,00	0,13	0,88	3,59	0,08	12,85	2,80	22,33
	Ensemble	11,97	0,97	7,36	43,22	1,08	16,76	18,64	100,00
1955	Hommes	10,76	0,82	6,44	36,67	1,28	3,94	17,29	77,20
	Femmes	2,21	0,10	0,79	3,12	0,08	13,44	3,06	22,80
	Ensemble	12,97	0,92	7,23	39,79	1,36	17,38	20,35	100,00
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00
1958	Hommes	9,28	0,84	6,65	38,68	1,70	3,92	17,76	78,83
	Femmes	2,52	0,07	1,07	2,71	0,08	11,93	2,79	21,17
	Ensemble	11,80	0,91	7,72	41,39	1,78	15,85	20,55	100,00
1959	Hommes	8,98	0,89	6,94	38,95	1,78	3,83	16,94	78,31
	Femmes	2,14	0,17	1,17	3,02	0,08	12,50	2,61	21,69
	Ensemble	11,12	1,06	8,11	41,97	1,86	16,33	19,55	100,00
1960	Hommes	8,30	1,01	7,58	37,85	2,21	4,46	17,37	78,78
	Femmes	1,80	0,19	1,26	3,13	0,10	12,04	2,70	21,22
	Ensemble	10,10	1,20	8,84	40,98	2,31	16,50	20,07	100,00
1961	Hommes	8,13	0,87	8,07	38,57	1,35	4,14	17,83	78,96
	Femmes	1,96	0,19	1,18	3,33	0,06	11,57	2,75	21,04
	Ensemble	10,09	1,06	9,25	41,90	1,41	15,71	20,58	100,00

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS.

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS. - ANNEE 1961

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CONDAMNÉS AGES AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	1	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	4	2	6
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	10	1	10	4	3	—	2	—	—	—	—	—	26	5	31
Faux en écritures	3	40	17	209	59	284	80	178	46	110	23	33	6	—	—	854	231	1 085
Faux témoignage ou serment	4	7	—	15	5	8	5	3	3	4	2	3	—	—	—	40	15	55
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	12	2	84	3	91	5	41	3	16	1	3	1	—	—	247	15	262
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	4	—	14	—	18	1	13	—	4	—	1	—	—	—	54	1	55
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	180	12	846	70	706	111	368	66	247	33	72	7	—	—	2 419	299	2 718
peines de police	8	26	4	73	11	93	12	55	19	38	15	14	1	—	—	299	62	361
Infractions contre la séc. publ.	9	29	1	81	8	86	7	36	3	40	3	22	3	—	—	294	25	319
Avortement	10	—	12	6	32	3	14	7	9	3	16	5	5	—	—	24	88	112
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	4	33	43	57	23	13	5	5	—	—	—	—	—	111	75	186
Destruction ou supposition d'état	12	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Enlèvement de mineurs	13	1	1	6	8	7	5	3	2	1	—	—	—	—	—	18	16	34
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
peines correctionnelles	15	273	7	320	6	217	6	115	4	105	2	57	2	—	—	1 087	27	1 114
Corrupt. de la jeunesse et prostit.	16	6	19	48	61	46	89	36	59	14	30	7	15	—	—	157	273	430
Outrages publics aux bonnes mœurs :																		
peines correctionnelles	17	127	100	349	60	258	52	119	19	101	16	57	4	—	—	1 011	251	1 262
peines de police	18	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	2	2	4
Adultère et bigamie	19	43	63	888	691	1 003	666	512	231	248	73	36	9	—	—	2 730	1 733	4 463
Abandon de famille	20	7	—	69	1	170	4	74	—	40	3	10	1	—	—	370	9	379
Meurtre :																		
peines criminelles	21	—	—	3	—	3	—	2	1	1	—	1	—	—	—	10	1	11
peines correctionnelles	22	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Lésions corporel. volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	24	280	30	1 236	115	940	128	491	84	299	56	88	15	1	—	3 335	428	3 763
peines de police	25	145	35	637	137	691	214	305	113	220	95	71	51	—	—	2 069	645	2 714
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	16	1	48	—	24	3	9	1	3	1	3	1	—	—	103	7	110
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	1	4	17	6	19	8	20	11	16	10	13	6	—	—	86	45	131
peines de police	29	—	1	7	6	7	6	6	10	8	6	3	4	—	—	31	33	64
Violation de sépulture	30	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	—	—	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
peines correctionnelles	35	930	143	1 787	288	949	279	447	173	304	172	88	67	—	—	4 515	1 122	5 637
peines de police	36	27	8	29	7	33	12	22	9	21	14	12	7	—	—	144	57	201
Banqueroute	37	4	—	10	3	17	5	16	4	20	4	2	2	—	—	69	18	87
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	31	16	373	76	420	85	236	69	153	31	47	6	—	—	1 260	283	1 543
peines de police	39	1	—	2	1	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	8	2	10
Recel	40	24	13	77	21	92	47	55	40	39	22	8	8	—	—	295	151	446
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	42	2	1	5	—	4	—	4	—	1	1	—	—	—	—	12	2	14
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	90	2	182	9	137	9	63	5	36	4	17	—	—	—	325	29	354
peine de police	45	28	2	59	4	47	7	30	2	19	8	6	3	—	—	189	26	215
Totaux		2 339	499	7 525	1 735	6 489	1 888	3 291	992	2 122	641	679	226	1	—	22 446	5 981	28 427

* H = Hommes; F = Femmes; E = Ensemble.

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe

a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1952.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1952	Hommes	693	1 952	7 686	6 265	5 181	2 425	826	245	—	25 273
	Femmes	137	447	2 079	1 820	1 464	741	254	64	—	7 006
	Ensemble	830	2 399	9 765	8 085	6 645	3 166	1 080	309	—	32 279
1953	Hommes	528	1 420	6 792	5 735	4 472	2 249	590	277	—	22 063
	Femmes	124	418	1 991	1 717	1 256	716	183	65	—	6 470
	Ensemble	652	1 838	8 783	7 452	5 728	2 965	773	342	—	28 533
1954	Hommes	325	1 284	6 612	5 239	4 203	2 168	517	248	—	20 596
	Femmes	90	345	1 790	1 614	1 221	664	141	58	—	5 923
	Ensemble	415	1 629	8 402	6 853	5 424	2 832	658	306	—	26 519
1955	Hommes	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	Ensemble	592	1 596	8 035	7 047	5 491	3 049	519	361	—	26 690
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337
1957	Hommes	778	1 681	6 271	5 434	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes	146	421	1 653	1 607	1 030	654	125	67	—	5 793
	Ensemble	924	2 102	7 924	7 131	4 401	3 028	503	292	—	26 305
1958	Hommes	670	1 660	6 667	5 728	3 382	2 309	537	250	2	21 205
	Femmes	129	359	1 564	1 677	1 035	692	172	65	1	5 694
	Ensemble	799	2 019	8 231	7 405	4 417	3 001	709	315	3	26 899
1959	Hommes	617	1 853	7 153	6 100	3 434	2 211	516	205	1	22 090
	Femmes	95	374	1 817	1 871	1 042	700	162	56	—	6 117
	Ensemble	712	2 227	8 970	7 971	4 476	2 911	678	261	1	28 207
1960	Hommes	653	1 644	7 138	6 155	3 250	2 192	473	288	2	21 795
	Femmes	124	315	1 772	1 796	974	655	161	73	—	5 870
	Ensemble	777	1 959	8 910	7 951	4 224	2 847	634	361	2	27 665
1961	Hommes	743	1 596	7 525	6 489	3 291	2 122	531	148	1	22 446
	Femmes	155	344	1 735	1 888	992	641	190	36	—	5 981
	Ensemble	898	1 940	9 260	8 377	4 283	2 763	721	184	1	28 427

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1952	Hommes	2,15	6,05	23,81	19,41	16,05	7,51	2,56	0,76	—	78,30
	Femmes	0,42	1,38	6,45	5,64	4,54	2,30	0,78	0,19	—	21,70
	Ensemble	2,57	7,43	30,26	25,05	20,59	9,81	3,34	0,95	—	100,00
1953	Hommes	1,85	4,98	23,80	20,10	15,67	7,88	2,07	0,97	—	77,32
	Femmes	0,43	1,46	6,98	6,03	4,40	2,51	0,64	0,23	—	22,68
	Ensemble	2,28	6,44	30,78	26,13	20,07	10,39	2,71	1,20	—	100,00
1954	Hommes	1,23	4,84	24,93	19,75	15,85	8,18	1,95	0,94	—	77,67
	Femmes	0,34	1,30	6,75	6,09	4,60	2,50	0,53	0,22	—	22,33
	Ensemble	1,57	6,14	31,68	25,84	20,45	10,68	2,48	1,16	—	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00
1958	Hommes	2,49	6,17	24,79	21,30	12,57	8,58	2,00	0,93	—	78,83
	Femmes	0,48	1,33	5,82	6,24	3,85	2,57	0,64	0,24	—	21,17
	Ensemble	2,97	7,50	30,61	27,54	16,42	11,15	2,64	1,17	—	100,00
1959	Hommes	2,18	6,57	25,36	21,63	12,17	7,84	1,83	0,73	—	78,31
	Femmes	0,34	1,33	6,44	6,63	3,70	2,48	0,57	0,20	—	21,69
	Ensemble	2,52	7,90	31,80	28,26	15,87	10,32	2,40	0,93	—	100,00
1960	Hommes	2,36	5,94	25,80	22,25	11,75	7,92	1,71	1,05	—	78,78
	Femmes	0,45	1,14	6,41	6,49	3,52	2,37	0,58	0,26	—	31,22
	Ensemble	2,81	7,08	32,21	28,74	15,27	10,29	2,29	1,31	—	100,00
1961	Hommes	2,61	5,61	26,47	22,83	11,58	7,47	1,87	0,52	—	78,96
	Femmes	0,55	1,21	6,10	6,64	3,49	2,25	0,67	0,13	—	21,04
	Ensemble	3,16	6,82	32,57	29,47	15,07	9,72	2,54	0,65	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE,
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	TOTAL (1)
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (Cf. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1952	Hommes	601	1 055	1 262	1 098	807	443	225	764
	Femmes	121	244	351	327	226	124	58	202
	Ensemble	363	652	814	718	515	277	134	476
1953	Hommes	457	796	1 133	994	699	404	160	666
	Femmes	109	238	339	307	195	119	41	186
	Ensemble	285	519	740	656	446	255	95	420
1954	Hommes	276	737	1 124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	108	31	169
	Ensemble	178	470	720	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	104	26	164
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383
1958	Hommes	679	979	1 204	848	618	388	134	637
	Femmes	135	213	284	257	189	110	35	161
	Ensemble	411	597	745	558	403	245	80	392
1959	Hommes	557	1 183	1 305	893	641	370	126	663
	Femmes	89	241	333	282	194	111	32	173
	Ensemble	327	714	820	592	418	237	74	410
1960	Hommes	542	1 091	1 327	909	599	367	113	654
	Femmes	106	213	330	272	180	104	31	165
	Ensemble	327	657	829	594	390	232	68	402
1961	Hommes	607	1 015	1 437	968	597	358	123	673
	Femmes	129	224	332	287	181	102	36	168
	Ensemble	370	625	884	631	390	227	75	412

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
100									
1952	Hommes	106	102	82	85	89	82	87	81
	Femmes	72	97	93	85	80	77	79	79
	Ensemble	98	101	84	85	87	80	83	80
1953	Hommes	81	77	73	77	77	75	62	70
	Femmes	65	95	90	80	69	74	56	73
	Ensemble	77	80	77	78	76	74	59	71
1954	Hommes	49	71	73	69	73	71	54	66
	Femmes	46	79	82	75	68	67	42	66
	Ensemble	48	73	75	71	72	69	50	66
1955	Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66
	Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68
	Ensemble	69	72	72	71	74	74	39	66
1956	Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68
	Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67
	Ensemble	115	93	75	68	75	73	34	67
1957	Hommes	137	92	72	65	64	74	37	65
	Femmes	89	96	79	71	63	65	36	64
	Ensemble	127	93	73	66	64	72	36	64
1958	Hommes	120	94	78	65	68	72	52	67
	Femmes	80	85	76	67	67	68	48	63
	Ensemble	111	92	77	66	68	71	50	66
1959	Hommes	98	114	85	69	70	69	49	70
	Femmes	53	96	89	74	69	69	44	68
	Ensemble	89	111	85	70	71	69	46	69
1960	Hommes	96	105	86	70	66	68	44	69
	Femmes	63	85	88	71	64	65	42	64
	Ensemble	89	102	86	71	66	67	42	68
1961	Hommes	107	98	93	75	66	66	48	71
	Femmes	77	89	88	75	64	63	49	66
	Ensemble	100	97	92	75	66	66	47	69

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par les variations dans la répartition par âge de la population.

Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

* * *

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre

de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p^{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p^{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle *fictive*, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1952	Hommes	810	2 167	8 251	6 833	4 182	1 941	741	24 925
	Femmes	162	494	2 219	2 082	1 208	563	207	6 935
	Ensemble	972	2 661	10 470	8 915	5 390	2 504	948	31 860
1953	Hommes	616	1 635	7 408	6 186	3 623	1 952	596	22 016
	Femmes	146	482	2 143	1 955	1 043	540	159	6 468
	Ensemble	762	2 117	9 551	8 141	4 666	2 492	755	28 484
1954	Hommes	372	1 514	7 349	5 601	3 431	1 846	520	20 633
	Femmes	104	405	1 960	1 821	1 021	490	125	5 926
	Ensemble	476	1 919	9 309	7 422	4 452	2 336	645	26 559
1955	Hommes	554	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 964	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 455	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518
1958	Hommes	916	2 011	7 872	5 277	3 203	1 700	508	21 487
	Femmes	181	432	1 795	1 636	1 010	499	138	5 691
	Ensemble	1 097	2 443	9 667	6 913	4 213	2 199	646	27 178
1959	Hommes	751	2 430	8 532	5 557	3 322	1 621	455	22 668
	Femmes	119	488	2 105	1 796	1 037	504	124	6 173
	Ensemble	870	2 918	10 637	7 353	4 359	2 125	579	28 841
1960	Hommes	731	2 241	8 676	5 657	3 104	1 608	477	22 494
	Femmes	142	432	2 086	1 732	962	472	133	5 959
	Ensemble	873	2 673	10 762	7 389	4 066	2 080	610	28 453
1961	Hommes	818	2 085	9 395	6 024	3 094	1 569	418	23 403
	Femmes	173	454	2 099	1 827	968	463	124	6 108
	Ensemble	991	2 539	11 494	7 851	4 062	2 032	542	29 511

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1952	Hommes	2,54	6,80	25,90	21,45	13,13	6,09	2,33	78,24
	Femmes	0,51	1,55	6,96	6,53	3,79	1,77	0,65	21,76
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,16	5,74	26,01	21,72	12,72	6,85	2,09	77,29
	Femmes	0,51	1,69	7,52	6,87	3,66	1,90	0,56	22,71
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,40	5,70	27,67	21,09	12,92	6,95	1,96	77,69
	Femmes	0,39	1,53	7,38	6,86	3,84	1,84	0,47	22,31
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,50	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,00	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,61	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,37	7,40	28,96	19,42	11,79	6,25	1,87	79,06
	Femmes	0,67	1,59	6,60	6,02	3,72	1,83	0,51	20,94
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	2,60	8,43	29,58	19,27	11,52	5,62	1,58	78,60
	Femmes	0,42	1,69	7,30	6,22	3,59	1,75	0,43	21,40
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	2,57	7,88	30,49	19,88	10,91	5,66	1,68	79,06
	Femmes	0,50	1,52	7,33	6,99	3,38	1,65	0,46	20,94
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	2,77	7,06	31,84	20,41	10,48	5,32	1,42	79,30
	Femmes	0,59	1,54	7,11	6,19	3,28	1,57	0,42	20,70
	Ensemble	3,36	8,60	38,95	26,60	13,76	6,89	1,84	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1952	Hommes	3,25	8,70	33,10	27,41	16,78	7,79	2,97	100,00
	Femmes	2,34	7,12	32,00	30,02	17,42	8,12	2,98	100,00
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,80	7,43	33,65	28,10	16,45	8,86	2,71	100,00
	Femmes	2,26	7,45	33,13	30,22	16,13	8,35	2,46	100,00
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,80	7,34	35,62	27,14	16,63	8,95	2,52	100,00
	Femmes	1,76	6,83	33,07	30,73	17,23	8,27	2,11	100,00
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	4,26	8,96	34,33	25,54	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	4,26	9,36	36,64	24,56	14,91	7,91	2,36	100,00
	Femmes	3,18	7,59	31,54	22,75	17,75	8,77	2,42	100,00
	Ensemble	4,04	8,99	35,57	25,44	15,50	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	3,31	10,72	37,64	24,51	14,66	7,15	2,01	100,00
	Femmes	1,93	7,91	34,10	29,09	16,80	8,16	2,01	100,00
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	3,25	9,97	38,57	25,14	13,80	7,15	2,12	100,00
	Femmes	2,39	7,26	35,00	29,08	16,14	7,93	2,20	100,00
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	3,50	8,91	40,14	25,74	13,22	6,70	1,79	100,00
	Femmes	2,83	7,43	34,37	29,91	15,85	7,58	2,03	100,00
	Ensemble	3,36	8,60	38,95	26,60	13,76	6,89	1,84	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, — est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \text{ c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{c^1 \times p^{1,30} + c^2 \times p^{2,30} + \dots + c^n \times p^{n,30}}{p^1 + p^2 + \dots + p^n}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice	
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1952	Hommes	827	796
	Femmes	223	802
	Ensemble	520	796
1953	Hommes	730	703
	Femmes	208	748
	Ensemble	465	712
1954	Hommes	684	658
	Femmes	191	692
	Ensemble	434	665
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663
1956	Hommes	708	681
	Femmes	195	701
	Ensemble	448	686
1957	Hommes	686	660
	Femmes	188	676
	Ensemble	433	663
1958	Hommes	713	686
	Femmes	183	658
	Ensemble	444	680
1959	Hommes	752	724
	Femmes	199	716
	Ensemble	471	721
1960	Hommes	746	718
	Femmes	192	691
	Ensemble	465	712
1961	Hommes	776	747
	Femmes	197	709
	Ensemble	482	738

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\text{(donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \text{)}$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C³⁰ étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABLEAU I

Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1952	Hommes	119	103	92	102	109	104	108	100
	Femmes	82	116	107	100	95	88	80	100
	Ensemble	111	105	94	101	105	100	101	100
1953	Hommes	103	88	93	104	106	118	99	100
	Femmes	79	122	111	101	88	90	66	100
	Ensemble	97	94	96	104	102	111	90	100
1954	Hommes	66	87	98	101	108	119	92	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	Ensemble	65	91	101	101	104	112	82	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	152	113	98	94	104	105	65	100
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	Ensemble	171	117	99	95	94	107	65	100
1958	Hommes	157	111	101	91	97	106	86	100
	Femmes	112	124	106	96	97	95	65	100
	Ensemble	147	113	102	92	97	103	81	100
1959	Hommes	122	127	104	91	95	95	73	100
	Femmes	68	129	114	97	92	88	54	100
	Ensemble	110	128	106	92	94	94	68	100
1960	Hommes	119	118	107	93	89	95	77	100
	Femmes	84	119	117	97	88	86	59	100
	Ensemble	112	119	109	94	89	93	73	100
1961	Hommes	129	106	111	95	86	89	65	100
	Femmes	99	121	115	100	87	82	54	100
	Ensemble	122	108	112	96	86	88	62	100

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Relevé n° 6. — REPARTITION DES CONDAMNES D'APRES ANNEE

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	BRUXELLES					LOUVAIN					NIVELLES					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	7	2	2	11	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	37
Faux en écritures	3	106	85	23	13	227	11	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage ou serment	4	2	—	1	2	5	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	4	1	—	7	1	1	—	—	2	6	3	3	—	—	12
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	12	—	—	—	12	1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	2
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	165	197	27	20	409	13	10	1	1	25	20	26	1	2	49	
Infractions contre la sécurité publique	8	81	30	10	3	124	—	2	—	—	2	12	4	1	1	18	
Avortement	9	11	8	—	—	19	1	1	—	—	2	3	8	—	—	11	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	1	3	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destruction ou supposition d'état	11	6	6	9	4	25	—	1	—	2	3	1	2	1	—	4	
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	13	5	3	2	1	11	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Outrages publics aux mœurs	15	76	44	4	—	124	18	5	—	1	24	12	7	2	—	21	
Adultere et bigamie	16	27	20	35	31	113	1	2	2	—	5	1	—	1	3	5	
Abandon de famille	17	63	53	9	10	135	9	6	3	—	18	19	8	9	2	38	
Meurtre	18	435	235	349	49	1 068	29	20	19	7	75	36	22	30	9	97	
Lésions corporelles volontaires	19	18	25	—	2	45	1	3	1	—	5	2	7	—	—	9	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Calomnies et injures	21	—	1	—	—	1	3	—	—	—	3	1	2	—	—	3	
Violation de sépulture	22	—	2	2	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vol et maraudages	26	273	372	99	59	803	66	54	14	7	141	46	42	20	8	116	
Hanqueroute	27	6	2	3	—	11	—	—	—	—	—	6	1	6	1	14	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	78	115	17	18	228	7	6	2	4	19	10	15	6	1	32	
Recel	29	27	19	5	4	55	4	3	1	1	9	5	—	1	1	7	
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	31	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux	32	1 582	1 403	629	233	3 847	205	139	52	29	425	276	206	106	32	620	

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

268

120

307

L'ARRONDISSEMENT OU ILS ONT COMMIS L'INFRACTION 1961

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	ANVERS					MALINES					TURNHOUT					MONS					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	2bis		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	2	—	—	3	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	3	52	33	20	5	110	—	1	2	—	3	10	1	1	13	25	27	12	9	73	3	
Faux témoignage ou serment	4	5	3	5	1	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	5	1	—	7	1	1	—	—	2	4	1	2	7	31	16	1	1	49	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	6	3	—	—	9	—	—	—	—	2	—	—	—	2	3	1	—	—	4	6	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	197	155	28	21	401	10	21	1	1	33	39	21	3	64	67	79	13	13	172	7	
Infractions contre la sécurité publique	8	6	1	2	—	9	1	1	—	—	2	1	3	—	4	5	—	2	1	8	8	
Avortement	9	3	13	—	1	17	—	2	—	—	2	2	6	—	8	13	9	—	1	23	9	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	3	2	19	4	28	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	12	4	19	10	
Destruction ou supposition d'état	11	4	4	7	11	26	1	—	1	2	4	1	—	1	2	7	4	4	2	17	11	
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	13	1	1	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	3	13	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	91	37	1	1	130	18	7	—	—	25	19	5	—	24	38	17	1	—	56	15	
Outrages publics aux mœurs	15	11	13	22	11	57	1	—	1	—	2	1	3	3	7	2	9	9	18	38	16	
Adultere et bigamie	16	156	72	8	6	242	10	5	2	1	18	15	8	8	31	29	10	14	3	56	17	
Abandon de famille	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Meurtre	18	250	148	211	41	650	28	19	26	3	76	9	7	8	25	99	61	77	40	277	19	
Lésions corporelles volontaires	19	16	44	2	—	62	4	5	1	—	10	2	1	—	3	7	14	—	—	21	20	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	21	
Calomnies et injures	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	24	150	129	24	11	314	56	34	7	8	105	70	60	12	143	85	112	17	23	237	21	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	15	9	8	1	33	8	4	2	—	14	9	3	4	16	115	62	53	30	260	25	
Vol et maraudages	26	2	6	—	—	8	—	—	—	—	—	3	3	1	7	6	5	—	—	11	27	
Hanqueroute	27	3	1	3	—	7	—	—	—	—	—	1	1	1	3	2	2	3	3	10	28	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux	32	1 485	1 098	530	194	3 307	200	144	63	21	428	278	178	54	521	756	664	302	187	1 909		

379

157

174

451

Relevé n° 6 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	FURNES					YPRES					LIEGE					Total
		HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES			
		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	
		73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	1	—	—	—	—	6	2	—	—	2			
Faux en écritures	3	6	2	4	13	4	—	—	—	1	65	46	22	6			
Faux témoignage ou serment	4	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—			
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	—	—	2	1	—	1	—	2	3	—	—	3			
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	5			
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	10	15	3	28	23	22	4	2	51	71	101	12	7			
Infractions contre la sécurité publique	8	2	—	—	2	1	—	—	—	1	3	2	—	6			
Avortement	9	2	1	—	3	1	1	—	—	2	14	17	—	32			
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	5			
Destruction ou supposition d'état	11	1	1	—	2	—	—	—	—	2	9	9	—	20			
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3			
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1			
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58	42	5	106			
Outrages publics aux mœurs	15	4	6	—	10	14	5	—	1	20	1	7	8	24			
Adultere et bigamie	16	16	3	8	29	11	5	4	—	20	36	25	24	89			
Abandon de famille	17	6	9	10	25	9	5	5	4	23	183	102	138	454			
Meurtre	18	1	2	—	3	—	10	—	—	10	10	29	—	39			
Lésions corporelles volontaires	19	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2			
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1			
Calomnies et injures	21	2	—	—	2	—	3	—	1	4	5	—	1	8			
Violation de sépulture	22	—	3	—	3	2	—	3	—	5	4	3	—	7			
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	11			
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Violation du secret des lettres et autres communications	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Vol et maraudages	26	25	15	9	51	31	15	9	3	58	180	174	54	440			
Barqueroute	27	8	1	2	11	1	—	—	—	1	3	—	—	4			
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	15	9	7	32	9	9	2	1	21	65	83	19	179			
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Destructions et dommages	31	2	1	—	3	4	2	—	1	7	19	12	1	34			
Totaux	32	169	112	54	17	352	177	123	43	18	361	1 065	983	2 608			

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

373

245

413

HUY					VERVIERS					TONGRES					HASSELT					Numéros de la nomenclature					
HOMMES		FEMMES			Total	HOMMES		FEMMES			Total	HOMMES		FEMMES			Total	HOMMES			FEMMES			Total	
Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total		Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107		2bis				
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4	6	3	1	14	8	12	7	1	28	9	10	6	2	27	9	5	1	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	1	—	—	1	1	1	—	—	2	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
24	20	4	3	51	29	34	6	2	71	35	32	4	4	75	17	8	1	1	1	—	—	—	—	—	
1	1	—	—	2	18	2	3	1	24	6	7	4	—	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	4	—	—	6	2	10	1	1	14	4	7	1	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	2	—	—	2	—	—	—	—	5	1	1	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
11	5	1	1	18	8	8	—	—	16	20	8	1	—	29	7	8	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	2	—	—	2	4	2	1	1	4	—	3	6	3	12	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	
10	3	2	1	16	10	5	4	—	19	31	9	10	2	52	10	5	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
22	13	21	5	61	22	12	19	4	57	15	10	13	4	42	10	14	12	3	39	—	—	—	—	—	
1	1	—	—	2	2	2	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
13	14	1	—	28	40	54	7	3	104	76	58	6	1	141	58	63	17	3	141	—	—	—	—	—	
26	31	12	13	82	77	38	25	9	149	62	25	9	3	99	34	30	17	4	85	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	—	—	—	1	1	2	—	—	3	4	5	—	—	10	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	3	1	1	—	5	3	1	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	2	1	1	—	4	—	—	—	—	1	1	1	5	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
36	45	8	5	94	45	38	11	4	98	64	63	12	5	144	51	42	11	3	107	—	—	—	—	—	
1	—	—	—	1	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3	—	—	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
15	18	3	3	39	14	9	7	3	33	20	15	5	1	41	9	14	4	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4	—	4	—	8	5	3	—	—	9	2	2	1	—	5	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6	1	—	—	7	5	5	1	—	11	23	8	—	—	32	17	3	—	—	—	—	—	—	—	—	
3	1	—	—	4	7	7	—	—	14																

Relevé n° 6 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	ARLON					MARCHÉ					NEUFCHATEAU					Total
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		
		108	109	110	111		112	113	114	115		116	117	118	119			120	121	122
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Faux en écritures	3	6	3	2	11	—	—	—	—	—	3	3	—	2	8		
Faux témoignage ou serment	4	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	17	20	3	2	42	6	9	1	16	17	14	2	—	33		
Infractions contre la sécurité publique	8	—	—	—	—	1	—	—	—	1	6	1	—	—	7		
Avortement	9	4	1	—	1	6	—	—	1	1	1	4	—	—	5		
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Destruction ou supposition d'état	11	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1		
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—		
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Outrages publics aux mœurs	15	10	2	1	—	13	2	1	—	3	3	2	—	5	—		
Adultère et bigamie	16	—	—	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	2	—		
Abandon de famille	17	4	6	2	—	12	—	—	—	1	4	3	2	9	—		
Meurtre	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Lésions corporelles volontaires	19	8	2	9	1	20	2	1	3	6	2	1	1	4	—		
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	5	9	—	2	16	—	1	—	1	—	—	—	—	—		
Calomnies et injures	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret professionnel	24	13	22	4	2	41	5	6	—	11	15	26	3	1	45		
Violation du secret des lettres et autres communications	25	17	13	11	2	43	3	6	2	11	18	4	2	3	27		
Vols et maraudages	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Banqueroute	27	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1		
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	5		
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—		
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Totaux	32	125	110	42	16	293	35	46	12	3	96	97	87	19	216		

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

315

171

308

NAMUR					DINANT					A L'ETRANGER					TOTAL GENERAL					Numéros de la nomenclature
HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		
123	124	125	126		127	128	129	130		131	132	133	134		135	136	137	138			139	140	141	142
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	6	1
16	15	7	3	41	9	1	3	—	12	8	6	1	—	15	12	14	4	1	31	2
1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	15	10	5	55	4
2	4	—	—	6	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	171	76	14	1	262	5
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	47	7	1	—	55	6
35	34	5	2	76	19	19	1	—	39	1	1	—	—	3	181	128	178	121	2718	7
11	12	4	3	30	10	1	3	3	17	—	—	—	—	—	206	93	40	22	361	8
8	17	1	1	27	10	9	3	1	23	1	2	—	—	4	129	165	11	14	319	9
—	—	1	1	2	1	—	—	—	1	1	—	2	—	3	17	7	65	23	112	10
8	6	4	3	21	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	59	52	38	37	186	11
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	3	12
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	9	11	5	34	13
17	6	—	—	23	17	13	—	—	31	13	1	—	—	14	731	356	21	6	1114	15
1	2	3	3	9	1	1	2	3	7	1	—	—	—	1	68	89	147	126	430	16
30	12	19	4	65	7	2	6	—	15	4	—	—	—	5	669	342	205	46	1262	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	4
34	17	26	6	83	8	11	11	3	33	7	4	6	—	17	1688	1042	1396	337	4463	19
6	10	—	—	16	5	10	—	—	15	—	—	—	—	—	108	262	4	5	379	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	1	11	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	—	4	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	23
16	24	8	1	49	24	29	3	1	57	4	2	—	—	6	672	663	270	158	3763	24
101	146	46	28	321	54	56	19	12	141	2	1	—	—	3	1137	932	403	242	2714	25
6	2	—	—	8	4	3	1	—	8	—	—	—	—	—	55	48	3	4	110	27
3	1	1	1	6	3	1	1	—	5	1	—	—	—	1	39	47	27	18	131	28
—	3	3	—	6	4	5	3	1	13	—	—	—	—	—	15	16	21	12	64	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	34
45	90	26	18	179	33	42	16	4	95	37	19	3	1	60	2316	2229	772	350	5667	35
6	5	—	—	11	4	1	—	—	5	—	—	—	—	—	100	44	41	16	201	36
1	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45	24	14	4	87	37
22	44	8	7	81	9	17	3	1	30	8	11	1	1	21	548	712	165	118	1543	38
1	1	—	—	2	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	2	6	1	1	10	39
3	—	2	—	5	—	—	—	—	1	9	6	—	—	16	165	130	98	53	446	40
—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	8	1	1	14	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
3	2	—	—	5	5	6	—	—	12	3	—	—	—	3	312	213	16	13	554	44
6	9	—	2	17	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	116	73	13	13</		

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

**REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.**

CANTONS	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	168 438	554	840	814
Anderlecht	134 428	168	371	200
Asse	62 363	124	84	63
Hal	64 290	125	103	80
Ixelles	162 637	321	416	239
Molenbeek-Saint-Jean	130 341	226	422	253
Saint-Gilles	55 294	67	299	160
Saint-Josse-ten-Noode	170 742	236	431	241
Schaerbeek	160 420	213	566	275
Sint-Kwintens-Lennik	40 568	76	40	27
Uccle	153 913	240	285	182
Vilvorde	69 873	93	111	85
Wolvertem	64 449	61	53	42
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1 188
Louvain	141 103	236	189	188
Aarschot	39 492	71	40	43
Dieet	46 462	81	49	45
Glabbeek	19 048	31	27	18
Haacht	40 949	48	47	42
Tirlemont	47 637	107	87	77
Léau	18 262	37	12	10
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Nivelles	76 927	180	264	281
Genappe	18 440	70	69	70
Jodoigne	25 725	53	75	65
Perwez	17 345	43	25	25
Wavre	63 312	174	187	176
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	3
Anvers	300 943	1 261	1 753	2 155
Berchem	111 765	188	264	172
Boom	52 565	153	119	103

CANTONS	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Borgerhout	154 428	342	532	296
Brecht	51 243	145	99	72
Ekeren	90 871	172	233	151
Kontich	58 921	99	102	69
Zandhoven	52 316	103	99	90
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	199
Malines	96 978	238	238	221
Duffel	45 146	68	42	48
Heist-op-den-Berg	52 780	84	64	51
Lierre	42 882	131	93	80
Puurs	34 131	47	24	25
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	3
Turnhout	61 622	200	168	156
Arendonk	29 935	59	39	50
Herentals	61 844	112	99	99
Hoogstraten	26 958	42	38	28
Mol	75 109	169	125	132
Westerlo	43 557	79	49	55
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Mons	84 605	331	432	495
Boussu	73 644	309	342	318
Chièvres	15 784	47	44	36
Dour	33 675	131	154	160
Enghien	14 700	44	32	26
La Louvière	55 053	216	287	299
Lens	27 850	69	90	95
Pâturages	42 130	132	139	119
Rœulx	39 295	145	175	195
Soignies	36 842	120	166	160
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	6
Charleroi	149 530	715	955	1 063
Beaumont	11 814	43	35	43
Binche	69 974	304	307	255
Châtelet	76 317	323	389	335
Chimay	14 361	54	32	33
Fontaine-l'Évêque	61 126	170	227	222
Gosselies	52 130	201	237	211
Jumet	38 890	139	160	155
Marchienne-au-Pont	43 821	152	208	196
Merbes-le-Château	18 011	50	43	45
Seneffe	44 680	148	159	156
Thuin	24 364	78	90	72
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	20

CANTONS	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	50 089	158	155	170
Antoing	24 339	65	64	73
Ath	18 228	99	92	95
Celles	11 458	46	37	27
Flobecq	10 804	39	39	40
Frasnes-lez-Buissenal	10 173	26	25	24
Lessines	21 200	90	77	75
Leuze	19 096	50	61	65
Péruwelz	22 625	82	100	95
Quevaucamps	23 859	76	98	115
Templeuve	19 757	46	42	37
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Gand	179 452	669	777	822
Assenede	24 549	61	58	59
Deinze	26 765	41	28	26
Eeklo	41 397	110	81	66
Evergem	51 531	117	82	76
Kaprijke	15 809	38	16	13
Kruishoutem	19 723	55	35	32
Ledeberg	45 646	73	94	101
Lochristi	25 988	45	29	25
Nazareth	25 348	39	32	21
Nevele	19 719	48	21	18
Oosterzele	45 139	80	73	67
Waarschoot	14 792	39	22	22
Zomergem	22 023	21	26	25
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	4
Audenarde	38 030	83	62	57
Grammont	31 078	97	64	57
Herzele	45 893	118	91	88
Nederbrakel	18 220	43	21	29
Ninove	47 597	107	102	101
Renaix	30 928	87	76	85
Sint-Maria-Horebeke	15 497	39	20	16
Zottegem	28 957	75	53	45
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Termonde	62 716	161	120	126
Alost	106 602	328	271	265
Beveren-Waas	30 710	139	99	85
Hamme	29 920	74	72	66
Lokeren	31 258	108	86	77
Sint-Gillis-Waas	33 438	114	68	62
Saint-Nicolas	57 943	159	130	137
Tamise	37 429	127	82	75
Wetteren	39 167	114	79	86
Zele	33 868	65	54	47
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1

CANTONS	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	200 762	642	615	743
Ardoie	15 951	42	37	29
Gistel	29 835	94	60	42
Ostende	72 639	281	386	480
Ruiselede	12 416	34	23	24
Tielt	19 263	53	34	32
Torhout	54 533	110	99	85
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Courtrai	103 111	326	323	382
Avelgem	15 643	38	21	28
Harelbeke	50 228	120	109	118
Izegem	33 576	85	63	53
Menin	59 619	150	177	196
Meulebeke	17 576	46	28	36
Moorsele	25 639	64	49	33
Mouscron	55 615	150	175	199
Oostrozebeke	20 271	62	46	34
Roulers	44 444	165	142	142
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Furnes	30 811	105	107	170
Dixmude	24 754	98	84	76
Haringe	13 978	33	25	25
Nieuport	24 852	50	64	79
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Ypres	47 300	181	138	139
Hooglede	18 459	31	20	17
Mesines	16 645	49	17	54
Passendale	18 635	40	26	20
Poperinge	15 676	53	50	36
Wervik	30 357	81	73	92
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Liège	153 978	731	1085	1 305
Dalhem	23 557	52	57	57
Fexhe-Slins	40 656	85	93	74
Fléron	64 770	128	198	195
Grivegnée	61 240	103	220	180
Herstal	44 092	97	174	134
Hollogne-aux-Pierres	85 055	219	272	221
Louveigné	22 583	51	36	33
Saint-Nicolas	43 847	70	83	62
Seraing-sur-Meuse	69 925	245	304	281
Waremmé	21 963	41	39	44
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	22

CANTONS	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	60 373	222	228	238
Ferrières	4 330	21	8	8
Hannut	17 794	48	51	51
Jehay-Bodegnée	15 940	35	30	26
Landen	20 249	69	53	49
Nandrin	23 924	59	69	75
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Verviers	43 834	203	193	206
Aubel	20 558	65	51	51
Dison	19 446	44	76	61
Eupen	26 872	65	54	69
Herve	11 914	30	27	23
Limbourg	23 431	60	55	62
Malmédy	22 787	54	55	59
Saint-Vith	17 938	65	60	60
Spa	36 719	85	77	80
Stavelot	13 699	23	15	14
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	5
Tongres	49 733	133	123	145
Bilzen	33 955	71	61	57
Borgloon (Looz)	31 898	55	35	35
Brée	25 506	54	38	30
Genk	60 773	95	212	251
Maaseik	31 856	100	94	102
Mechelen s/Meuse	44 616	101	137	144
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Hasselt	67 455	148	123	147
Beringen	73 571	113	126	131
Herck-la-Ville	32 142	42	31	32
Neerpelt	48 201	105	75	76
Peer	31 794	39	52	55
Saint-Trond	47 468	111	93	94
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Arlon	23 634	77	82	101
Etalle	14 618	46	31	30
Fauvillers	3 962	11	4	9
Florenville	10 582	25	25	32
Messancy	20 020	51	70	71
Virton	20 078	40	37	42
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	8

CANTONS	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	13 952	32	30	41
Durbuy	7 778	13	12	10
Erezée	5 443	6	5	4
Houffalize	8 068	13	7	14
La Roche	8 220	14	10	7
Nassogne	4 586	17	11	8
Vielsalm	8 124	20	8	10
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	2
Neufchâteau	15 533	68	45	59
Bastogne	12 425	37	29	33
Bouillon	7 074	15	16	25
Paliseul	11 740	52	43	46
Saint-Hubert	10 575	30	19	20
Sibret	7 204	25	16	17
Wellin	5 476	22	19	15
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	1
Namur	106 857	399	453	515
Andenne	19 922	87	100	92
Eghezée	20 089	75	69	57
Fosse	51 422	230	258	278
Gembloux	31 039	110	123	132
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	25
Dinant	25 902	118	109	134
Beauraing	12 244	41	38	40
Ciney	22 475	83	61	47
Couvin	16 958	70	69	77
Florennes	13 437	57	58	61
Gedinne	9 962	30	23	25
Philippeville	10 467	55	44	50
Rochefort	14 588	56	41	51
Walcourt	17 437	71	79	81
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	4

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1961			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 437 756	2 504	4 021	3 849
Louvain	352 953	611	451	425
Nivelles	201 749	520	620	620
Anvers	873 052	2 463	3 201	3 307
Malines	271 917	568	461	428
Turnhout	299 025	661	518	521
Mons	423 578	1 544	1 861	1 909
Charleroi	605 018	2 377	2 842	2 806
Tournai	231 628	777	790	816
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 696 676	12 025	14 765	14 681
Gand	557 881	1 436	1 374	1 377
Audenarde	256 200	649	489	478
Termonde	463 051	1 389	1 061	1 027
Bruges	405 399	1 256	1 254	1 435
Courtrai	425 722	1 206	1 136	1 222
Furnes	94 395	286	280	352
Ypres	147 072	438	354	360
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 349 720	6 660	5 948	6 251
Liège	631 666	1 822	2 561	2 608
Huy	142 610	454	439	449
Verviers	237 198	694	663	690
Tongres	278 337	609	700	764
Hasselt	300 631	558	500	535
Arlon	92 894	250	249	293
Marche-en-Famenne	56 171	115	83	96
Neufchâteau	70 027	249	187	216
Namur	229 329	901	1 003	1 099
Dinant	143 470	581	522	570
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 182 333	6 233	6 907	7 320
Totaux	9 228 729	24 918	27 620	28 252
A l'étranger		3 509	807	175
Inconnu		—	—	—
Totaux généraux	9 228 729	28 427	28 427	28 427

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n°s 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1952. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1952.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1952	Hommes	25 273	5 455	5 903	11 358	216	233	449
	Femmes	7 006	1 014	1 308	2 322	145	186	331
	Ensemble	32 279	6 469	7 211	13 680	200	223	424
1953	Hommes	22 063	4 772	5 214	9 986	216	236	452
	Femmes	6 470	924	1 161	2 085	143	179	322
	Ensemble	28 533	5 696	6 375	12 071	200	223	423
1954	Hommes	20 596	4 654	5 017	9 671	226	244	470
	Femmes	5 923	883	1 084	1 967	149	183	332
	Ensemble	26 519	5 537	6 101	11 638	209	230	439
1955	Hommes	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	Ensemble	26 690	5 558	5 986	11 544	208	224	432
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438
1957	Hommes	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	Ensemble	26 305	5 275	6 044	11 319	201	230	430
1958	Hommes	21 205	4 734	5 189	9 923	223	245	468
	Femmes	5 694	857	1 037	1 894	151	182	333
	Ensemble	26 899	5 591	6 226	11 817	208	231	439
1959	Hommes	22 090	4 840	5 344	10 184	219	242	461
	Femmes	6 117	927	1 144	2 071	152	187	339
	Ensemble	28 207	5 767	6 488	12 255	204	230	434
1960	Hommes	21 795	4 817	5 133	9 950	221	236	457
	Femmes	5 870	851	968	1 819	145	165	310
	Ensemble	27 665	5 668	6 101	11 769	205	220	425
1961	Hommes	22 446	4 993	5 288	10 281	222	236	458
	Femmes	5 981	849	972	1 821	142	162	304
	Ensemble	28 427	5 842	6 260	12 102	206	220	426

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1952 A 1961

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
100				
1952	Hommes	104	88	95
	Femmes	96	100	98
	Ensemble	103	90	96
1953	Hommes	104	89	96
	Femmes	95	96	95
	Ensemble	103	90	96
1954	Hommes	109	92	100
	Femmes	99	98	99
	Ensemble	108	93	100
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99
1957	Hommes	103	92	97
	Femmes	103	97	99
	Ensemble	104	93	98
1958	Hommes	108	93	99
	Femmes	100	98	100
	Ensemble	107	94	100
1959	Hommes	106	92	98
	Femmes	101	101	101
	Ensemble	105	93	99
1960	Hommes	107	89	97
	Femmes	96	89	92
	Ensemble	106	89	96
1961	Hommes	107	89	97
	Femmes	94	87	90
	Ensemble	106	89	97

Indices en

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1961

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes	—	3	—	—	—	3	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	3	—	—	—	3	—	—
Faux en écritures	3	Hommes	14	45	1	—	11	44	2	1
		Femmes	2	3	—	—	2	2	—	1
		Ensemble	16	48	1	—	13	46	2	2
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	—	4	—	—	—	4	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	4	—	—	—	4	—	—
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes	5	18	—	—	5	16	—	2
		Femmes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Ensemble	6	18	—	—	5	16	1	2
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	373	609	4	2	54	223	315	384
		Femmes	22	43	—	—	3	14	19	29
		Ensemble	395	652	4	2	57	237	334	413
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	24	35	1	—	3	18	20	17
		Femmes	—	3	—	—	—	2	—	1
		Ensemble	24	38	1	—	3	20	20	18
Avortement	10	Hommes	16	64	—	—	5	28	11	36
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	16	65	—	—	5	29	11	36
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	1	1	1	—	—	1	—	—
		Ensemble	1	1	1	—	—	1	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	1	11	—	—	1	11	—	—
		Femmes	1	1	—	—	1	1	—	—
		Ensemble	2	12	—	—	2	12	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 8 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	1	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	Hommes	31	60	4	—	22	58	5	2
		Femmes	2	1	—	—	1	1	1	—
		Ensemble	33	61	4	—	23	59	6	2
Outrages publics aux mœurs	16	Hommes	2	15	—	—	2	15	—	—
		Femmes	4	13	—	—	4	11	—	2
		Ensemble	6	28	—	—	6	26	—	2
Abandon de famille	17	Hommes	26	69	2	—	18	54	6	15
		Femmes	2	3	—	—	1	2	1	1
		Ensemble	28	72	2	—	19	56	7	16
Meurtre	18	Hommes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	—	—	—	—	—	1	—
Lésions corporelles volontaires	19	Hommes	71	175	—	3	70	171	1	1
		Femmes	12	16	2	1	9	15	1	—
		Ensemble	83	191	2	4	79	186	2	1
Meurtre	20	Hommes	11	37	—	—	11	37	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	11	37	—	—	11	37	—	—
Meurtre	21	Hommes	1	2	—	—	1	2	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	2	—	—	1	2	—	—
Meurtre	22	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre	23	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	198	588	2	1	73	394	123	193
		Femmes	11	20	2	—	3	13	6	7
		Ensemble	209	608	4	1	76	407	129	200
Lésions corporelles volontaires	25	Hommes	134	226	4	1	52	144	78	81
		Femmes	13	21	2	—	4	15	7	6
		Ensemble	147	247	6	1	56	159	85	87
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	5	24	—	—	2	14	3	10
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	5	25	—	—	2	15	3	10

Relevé n° 8 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9	Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11
Calomnies et injures	28	Hommes	3	16	—	—	1	12	2	4
		Femmes	—	3	—	—	—	3	—	—
		Ensemble	3	19	—	—	1	15	2	4
peines de pol. . . .	29	Hommes	2	3	—	—	1	2	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	3	—	—	1	2	1	1
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
peines crim.	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Vois et maraudages	35	Hommes	161	550	2	4	89	482	70	64
		Femmes	9	23	1	—	5	22	3	1
		Ensemble	170	573	3	4	94	504	73	65
peines de pol.	36	Hommes	5	11	—	—	4	10	1	1
		Femmes	2	1	1	—	1	1	—	—
		Ensemble	7	12	1	—	5	11	1	1
Banqueroute	37	Hommes	2	2	—	—	2	2	—	—
		Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—
		Ensemble	3	2	—	—	3	2	—	—
peines correc.	38	Hommes	32	144	1	—	28	136	3	8
		Femmes	3	10	1	—	2	7	—	3
		Ensemble	35	154	2	—	30	143	3	11
peines de pol.	39	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	Hommes	5	29	—	—	5	26	—	3
		Femmes	3	2	—	—	3	2	—	—
		Ensemble	8	31	—	—	8	28	—	3

Relevé n° 8 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9	Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correc.	42	Hommes	1	1	—	—	—	—	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	1	—	—	—	—	1	1
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes	49	82	—	—	13	43	36	39
		Femmes	4	4	1	—	1	2	2	2
		Ensemble	53	86	1	—	14	45	38	41
peines de pol.	45	Hommes	23	35	1	—	4	17	18	18
		Femmes	1	1	—	—	—	—	1	1
		Ensemble	24	36	1	—	4	17	19	19
Totaux		Hommes	1 197	2 862	22	11	478	1 969	697	882
		Femmes	94	171	11	1	41	116	42	54
		Ensemble	1 291	3 033	33	12	519	2 085	739	936
Totaux généraux			4 324		45		2 604		1 675	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1932-1961 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1932	38 150	8 291	21,73
1933	37 977	7 933	20,89
1934	39 653	7 835	19,76
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71
1958	26 899	4 188	15,57
1959	28 207	3 841	13,62
1960	27 665	3 935	14,22
1961	28 427	4 324	15,21

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces *délinquants*.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces *délinquants*, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous répartit par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois.

Relevé n° 9. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES JUGÉES
A. — COMMUNES OU AGGLOMERATIONS
ANNEE

REPARTIES D'APRES LE MOIS DANS LEQUEL ELLES ONT ETE COMMISES.
URBAINES DE 100.000 HABITANTS ET PLUS.
1961

Table with columns: NATURE DES INFRACTIONS, FAITS COMMIS (Janvier to Mai), and sub-columns for Primaire and Récidivistes.

Table with columns: DURANT LE MOIS DE (Jun to Décembre), FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE (Octobre à Mars, Avril à Septembre), FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée, TOTAL, and sub-columns for Primaire and Récidivistes.

C. — COMMUNES DE 10.000 ANNEE

Relevé n° 9 — 1961 (suite)

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS', 'Numéros de la nomenclature', and monthly breakdowns (Janvier to Mai) for 'FAITS COMMIS'. Rows include various crime categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', etc.

A MOINS DE 25.000 HABITANTS. 1961

Table with columns for 'DURANT LE MOIS DE' (Jun to Décembre) and 'FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE' (Octobre à Mars, Avril à Septembre). Includes 'TOTAL' and 'Numéros de la nomenclature'. Rows correspond to the same crime categories as the first table.

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1961

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		
+ 100 000 habitants	708	469	533	559	525	524	540	573	502	639	565	685	346	211	741	8 120
25 000 — 100 000	429	272	326	281	309	321	393	406	327	355	332	393	105	79	434	4 762
10 000 — 25 000	428	275	300	289	318	343	326	383	318	310	279	316	138	58	282	4 363
— 10 000	1 102	727	789	823	886	958	1 148	1 048	1 068	907	843	917	241	162	965	12 584
Total	2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1952	3 025	2 383	2 727	2 773	2 824	2 887	3 171	2 980	3 137	3 103	2 994	2 741	493	303	2 541	38 082
1953	2 707	1 924	2 306	2 470	2 573	2 827	2 924	2 653	2 590	2 504	2 202	2 402	478	262	2 157	32 979
1954	2 252	1 811	2 030	2 106	2 325	2 335	2 498	2 398	2 480	2 632	2 218	2 490	428	161	2 168	30 332
1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 190	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 499	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962
1958	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 464	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282
1959	2 684	2 100	2 380	2 365	2 540	2 396	2 630	2 715	2 508	2 377	2 394	2 574	158	55	1 882	31 758
1960	2 715	1 988	2 362	2 314	2 572	2 342	2 645	2 665	2 627	2 471	2 345	2 311	127	44	1 866	31 394
1961	2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829

2. — POURCENTAGES.

1952	7,94	6,27	7,16	7,28	7,41	7,58	8,33	7,82	8,24	8,15	7,86	7,20	1,29	0,80	6,67	100
1953	8,22	5,83	6,99	7,49	7,80	8,58	8,87	8,04	7,85	7,59	6,68	7,28	1,45	0,79	6,54	
1954	7,42	5,97	6,69	6,94	7,67	7,70	8,24	7,90	8,18	8,68	7,31	8,21	1,41	0,53	7,15	
1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89	
1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	
1957	8,34	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25	
1958	8,43	6,51	6,69	7,22	7,77	8,67	9,10	8,79	8,14	7,82	7,51	7,40	0,38	0,11	5,46	
1959	8,45	6,61	7,49	7,45	8,00	7,54	8,28	8,55	7,90	7,48	7,54	8,11	0,50	0,17	5,93	
1960	8,65	6,33	7,52	7,37	8,19	7,46	8,43	8,49	8,37	7,87	7,47	7,36	0,41	0,14	5,94	
1961	8,94	5,84	6,53	6,54	6,83	7,20	8,07	8,08	7,43	7,41	6,77	7,75	2,78	1,71	8,12	

Le relevé n° 10 reproduit ci-contre donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

B. — PAR DES CONDAMNES

Relevé n° 10 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	Numéros de la nomenclature 2	FAITS COMMIS EN BELGIQUE								
		DURANT								
		Janvier 3	Février 4	Mars 5	Avril 6	Mai 7	Juin 8	Juillet 9		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	1	—	—	—	—		
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	3	—	3	—	1	—		
Faux en écritures	3	23	25	17	31	16	19	28		
Faux témoignage ou serment	4	—	3	4	1	1	1	—		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	48	3	3	4	5	4	2		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	—	—	—	—	—	1		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	188	119	121	130	155	121	146		
									peines correctionnelles	peines de police
Infractions contre la sécurité publique	8	7	9	11	8	12	10	16		
Avortement	9	25	17	12	15	18	16	22		
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	2	3	—	3	2	3		
Destruction ou supposition d'état	11	5	5	1	4	6	3	3		
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—		
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	1	—	—	—	1		
									peines criminelles	peines correctionnelles
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	19	18	15	18	28	29	45		
									peines criminelles	peines correctionnelles
Outrages publics aux mœurs	15	13	8	14	10	11	18	19		
									peines criminelles	peines correctionnelles
Adultère et bigamie	16	20	21	25	28	26	40	34		
Abandon de famille	17	—	—	—	1	—	—	—		
Meurtre	18	92	60	79	62	83	87	72		
									peines criminelles	peines correctionnelles
									peines criminelles	peines correctionnelles
Lésions corporelles volontaires	19	16	14	20	12	10	18	13		
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	1	—	1	—	—	—	—		
									peines criminelles	peines correctionnelles
									peines criminelles	peines correctionnelles
Calomnies et injures	21	181	138	131	150	156	157	187		
Violation de sépulture	22	83	74	91	85	128	115	122		
									peines criminelles	peines correctionnelles
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret des lettres et autres communications	25	4	6	3	12	6	8	4		
Vols et maraudages	26	7	7	5	2	5	7	5		
									peines criminelles	peines correctionnelles
Banqueroute	27	2	1	1	1	4	4	1		
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	—	—	—	—	—	—	—		
									peines criminelles	peines correctionnelles
Recel	29	11	15	7	13	4	16	10		
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—		
									peines criminelles	peines correctionnelles
									peines criminelles	peines correctionnelles
Destructions et dommages	31	72	23	17	28	14	15	28		
									peines criminelles	peines correctionnelles
									peines criminelles	peines correctionnelles
Totaux	32	1 151	830	835	888	941	968	1 059		

RECIDIVISTES. — ANNEE 1961

DANS UN LIEU DETERMINE								FAITS COMMIS				Total général 21	Numéros de la nomenclature 2 bis
LES MOIS DE								Total 18	En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé 19	A l'étranger 20			
Août 10	Septembre 11	Octobre 12	Novembre 13	Décembre 14	Octobre à mars 15	Avril à septembre 16	4 une époque inconnue ou indéterminée 17						
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	
1	2	1	1	—	2	—	2	16	—	2	18	2	
13	27	28	17	21	18	10	71	364	1	91	456	3	
1	1	3	2	3	—	1	—	21	—	—	21	4	
4	5	2	1	7	—	1	1	90	—	6	96	5	
—	—	—	—	1	—	—	1	5	—	2	7	6	
150	136	115	133	151	5	1	4	1 675	—	21	1 696	7	
11	13	8	13	7	—	—	—	125	—	—	125	8	
34	28	26	32	17	1	1	7	271	—	5	276	9	
1	2	1	2	4	—	—	3	26	—	4	30	10	
5	10	6	3	6	7	3	18	85	—	8	93	11	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	
—	2	2	2	—	—	—	2	12	—	3	15	13	
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	14	
32	19	15	16	14	11	14	57	350	—	25	375	15	
10	9	12	12	12	7	8	44	207	—	12	219	16	
41	31	37	24	28	7	11	33	406	—	14	420	17	
—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	18	
71	67	81	68	74	93	63	228	1 280	—	111	1 391	19	
13	9	13	16	14	15	8	62	253	—	14	267	20	
—	—	—	3	1	—	—	—	6	—	—	6	21	
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	22	
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	23	
209	177	160	175	183	14	7	16	2 041	1	16	2 058	24	
142	122	103	86	72	—	1	3	1 227	—	2	1 229	25	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	
8	2	5	3	5	—	—	1	67	—	—	67	28	
4	7	7	7	3	—	—	3	69	—	1	70	29	
3	5	1	4	—	—	—	1	28	—	—	28	30	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	33	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	
206	216	216	193	226	52	42	117	2 759	4	136	2 899	35	
11	7	2	6	5	—	—	—	61	—	—	61	36	
1	2	1	2	2	—	—	9	28	—	6	34	37	
48	47	59	65	90	36	32	124	852	1	111	963	38	
2	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	7	39	
16	8	14	12	18	6	3	18	171	1	31	203	40	
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41	
—	3	1	—	1	—	—	—	9	—	—	9	42	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44	
24	22	20	30	46	1	1	3	314	—	2	316	45	
5	12	4	11	14	—	—	—	114	—	—	114	46	
1 067	993	943	939	1 025	276	207	859	12 981	8	623	13 612		

C. — PAR DES CONDAMNES PRIMAIRES ET

Relevé n° 10 — 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nombres de la nomenclature 2	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							
		DURANT							
		Janvier 3	Février 4	Mars 5	Avril 6	Mai 7	Jun 8	Juillet 9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	1	—	—	—	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	5	1	4	—	2	1	
Faux en écritures	3	75	48	51	60	47	48	82	
Faux témoignage ou serment	4	3	7	6	2	6	4	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	162	9	9	8	7	8	9	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	1	2	—	1	4	3	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	{ peines correctionnelles	7	383	227	222	235	284	230	285
	{ peines de police	8	23	23	29	28	34	29	37
Infractions contre la sécurité publique	9	36	25	23	33	29	27	44	
Avortement	10	5	6	12	5	8	7	10	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	9	15	4	7	10	7	12	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	—	1	1	3	1	1	3	
Attentats à la pudeur et viols	{ peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	
	{ peines correctionnelles	15	60	42	69	57	80	80	106
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	24	23	28	18	22	29	29	
Outrages publics aux mœurs	{ peines correctionnelles	17	66	54	67	77	89	133	112
	{ peines de police	18	—	—	1	1	—	1	—
Adultère et bigamie	19	261	186	219	207	222	243	252	
Abandon de famille	20	22	20	25	16	20	21	16	
Meurtre	{ peines criminelles	21	3	—	1	—	—	2	
	{ peines correctionnelles	22	1	1	—	—	—	—	
Lésions corporelles volontaires	{ peines criminelles	23	1	—	1	—	—	—	
	{ peines correctionnelles	24	403	245	279	323	297	302	368
{ peines de police	25	187	172	209	199	280	285	288	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	6	10	13	18	14	14	8	
Calomnies et injures	{ peines correctionnelles	28	13	11	15	4	9	15	8
	{ peines de police	29	4	3	5	4	6	9	5
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	{ peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	
	{ peines correctionnelles	35	539	429	449	417	391	422	499
	{ peines de police	36	19	11	26	20	13	9	13
Banqueroute	37	4	6	1	2	9	1	2	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	{ peines correctionnelles	38	112	77	94	100	90	99	108
	{ peines de police	39	3	—	1	1	—	—	2
Recel	40	30	20	17	27	11	41	25	
Incendie	{ peines criminelles	41	1	—	—	1	1	—	
	{ peines correctionnelles	42	1	2	2	1	—	—	
	{ peines de police	43	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	{ peines criminelles	44	180	42	39	62	34	48	50
	{ peines de police	45	26	22	26	12	22	27	28
Totaux		2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	

RECIDIVISTES REUNIS. — ANNEE 1961

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nombres de la nomenclature 2	DANS UN LIEU DETERMINE							FAITS COMMIS		Total général 21	Nombres de la nomenclature 2 bis		
		LES MOIS DE							En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé 19	A l'étranger 20				
		Août 10	Septembre 11	Octobre 12	Novembre 13	Décembre 14	Octobre à mars 15	Avril à septembre 16					à une époque inconnue ou indéterminée 17	Total 18
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	2	1	1	1	1	1	—	—	7	—	7	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	2	1	1	3	3	1	3	—	20	3	3	2
Faux en écritures	3	57	54	63	43	44	30	27	223	—	952	3	223	1 178
Faux témoignage ou serment	4	1	8	5	5	5	1	1	—	—	51	—	—	51
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	9	9	8	4	47	1	1	5	—	296	1	11	308
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	—	2	—	—	2	4	15	—	46	1	8	55
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	{ peines correctionnelles	7	284	262	236	270	319	12	2	9	3 260	—	44	3 304
	{ peines de police	8	41	47	26	31	26	—	2	1	377	—	—	377
Infractions contre la sécurité publique	9	53	42	56	45	40	2	1	14	—	470	—	8	478
Avortement	10	4	4	4	8	13	4	1	14	—	105	—	8	113
Exposition ou délaisement d'enfants	11	10	15	10	6	17	11	7	37	—	177	—	18	195
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1
Enlèvement de mineurs	13	1	3	4	3	1	—	—	6	—	28	—	8	36
Attentats à la pudeur et viols	{ peines criminelles	14	1	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	2
	{ peines correctionnelles	15	100	59	52	50	48	43	16	191	1 083	1	67	1 151
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	24	22	21	25	23	21	15	84	—	408	—	32	440
Outrages publics aux mœurs	{ peines correctionnelles	17	124	96	96	59	84	28	33	186	1 304	—	49	1 353
	{ peines de police	18	—	2	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5
Adultère et bigamie	19	254	233	258	256	247	383	206	746	—	4 176	1	323	4 500
Abandon de famille	20	21	16	21	19	21	19	10	87	—	354	—	22	376
Meurtre	{ peines criminelles	21	—	1	—	3	3	—	—	—	13	—	—	13
	{ peines correctionnelles	22	—	—	2	—	—	—	—	—	4	—	—	4
Lésions corporelles volontaires	{ peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3
	{ peines correctionnelles	24	420	352	372	326	383	26	12	43	4 151	3	30	4 181
{ peines de police	25	317	256	239	201	161	2	3	6	2 805	—	2	2 807	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	13	9	10	6	13	—	—	3	—	47	—	—	47
Calomnies et injures	{ peines correctionnelles	28	13	10	13	14	8	3	1	6	143	—	4	147
	{ peines de police	29	8	10	4	5	1	—	2	—	66	—	—	66
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	{ peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ peines correctionnelles	35	436	484	466	409	437	150	85	395	6 008	10	292	6 310
	{ peines de police	36	21	17	16	22	14	—	—	1	202	—	—	202
Banqueroute	37	2	5	3	6	7	2	4	27	—	81	—	20	101
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	{ peines correctionnelles	38	94	98	127	109	137	66	40	243	1 591	3	185	1 782
	{ peines de police	39	2	—	—	—	—	—	1	—	10	—	—	10
Recel	40	36	21	33	19	47	14	6	63	—	410	4	73	487
Incendie	{ peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3
	{ peines correctionnelles	42	1	3	2	1	1	—	—	—	14	—	—	14
	{ peines de police	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	{ peines criminelles	44	45	45	45	45	134	5	6	—	782	4	6	792
	{ peines de police	45	14	28	14	22	22	—	3	—	266	—	—	266
Totaux		2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829	31	1 436	31 296	

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1961

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS connexes à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAUX
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	130	120	105	131	145	120	171	146	129	143	154	134	9	1 637
Faits d'ivresse commis isolément	979	843	968	1 129	1 069	1 158	1 242	1 152	1 101	1 160	891	1 035	2	12 729
Total des deux catégories	1 109	963	1 073	1 260	1 214	1 278	1 413	1 298	1 230	1 303	1 045	1 169	11	14 366

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1946, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque inconnue
	connexes isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1946	3 296	502	3 798	238	283	332	397	389	396	363	358	343	242	194	261	2
1947	4 892	1 023	5 915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13
1948	5 897	1 723	7 620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4
1957	12 495	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23
1958	11 834	1 984	13 818	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5
1959	11 606	1 879	13 485	977	885	1 076	1 147	1 250	1 270	1 284	1 285	1 122	1 111	1 034	1 037	7
1960	12 281	1 938	14 219	1 038	954	1 244	1 228	1 273	1 194	1 415	1 261	1 128	1 155	1 078	1 245	1
1961	12 729	1 637	14 366	1 109	963	1 073	1 260	1 214	1 278	1 413	1 298	1 230	1 303	1 045	1 169	11

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités 9

2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle 9

Nomenclature détaillée 10

3. Unités prises en considération par la statistique criminelle 13

4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle 13

Modèle de fiche 15

5. Organisation des travaux statistiques 16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel 17

2. Notions de droit pénal : 17

1) Le droit pénal est un droit écrit 17

2) Infractions et peines principales 17

3) Peines accessoires et subsidiaires 17

4) Personnalité des peines 18

5) Non rétroactivité de la loi pénale 18

6) Tentative 18

7) Concours 18

8) Participation 18

9) Causes de justification 18

10) Causes d'excuse 18

11) Circonstances atténuantes 18

12) Récidive 19

13) Extinction de peine 19

14) Délais de prescription 19

15) Libération et condamnation conditionnelle 19

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance 19

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930 19

3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence 20

1) Mission de la police judiciaire 20

2) Saisine des juridictions répressives 20

a) Actions publique et civile 20

b) Action publique devant les juridictions répressives 21

Les juridictions de jugement 21

1) Tribunaux de police 22

2) Tribunaux correctionnels 23

3) Cours d'appel 23

4) Cours d'assises 23

5) Cour de cassation 23

Extinction de l'action publique 23

4. Le droit et la statistique 24

1) Infractions et peines 24

2) Concours et participation 24

3) Récidive 24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge 26

2) Etendue territoriale et densité de population par km2 par arrondissement judiciaire 27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° Le sexe des condamnés :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° Les antécédents judiciaires :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE

• Institut National de Statistique
44, rue de Louvain - BRUXELLES 1

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1961

Nr. 1

Décembre 1962

STATISTIQUE

DES

CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

EN

1961

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNEE 1961

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignent le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

NATURE DES INFRACTIONS	Prévenus acquittés	CONDAMNES										
		Total des con- dam- nés	En ordre principal à					Accessoirement				
			con- di- tion- nel	l'emprisonnement			l'amende		à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	Mit à la disposition du gouvernement		à l'inter- diction de conduire
				plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	con- di- tion- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de défense sociale du 9 avril 1930	
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1												
<u>INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE PENAL</u>												
<u>Crimes correctionnalisés</u>												
Sûreté de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	5	-	-	3	-	-	2	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	235	1.002	627	13	95	262	4	1	7	1	2	3
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240 § 1)	1	23	19	-	3	1	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Avortement ayant causé la mort avec consentement de la femme (art. 352)	-	2	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364).	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :</u>												
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372 § 1).	41	603	412	5	70	114	2	-	51	-	-	-
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	4	23	9	4	7	2	1	-	21	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	3	1	-	1	-	1	-	3	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :</u>												
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	7	76	42	2	11	21	-	-	70	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	1	13	8	1	1	3	-	-	12	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans, par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4), (L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	5	3	-	1	1	-	-	5	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	31	182	87	4	50	40	1	-	174	-	-	1
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	28	10	2	13	3	-	-	23	-	-	-
<u>Viol :</u>												
sur personne majeure (art. 375, § 1).	13	26	5	1	15	5	-	-	26	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	6	18	5	5	8	-	-	-	13	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	1	3	1	-	2	-	-	-	3	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	2	13	4	3	6	-	-	-	13	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc. (art. 375 ³ , 377 ⁶)	3	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	17	41	26	9	6	-	-	-	39	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	2	21	2	9	10	-	-	-	18	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

TABLÉAU 1 - 1961 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Excitation à la débauche :												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	5	16	8	-	5	3	-	-	13	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	2	17	12	-	4	1	-	-	17	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, (art. 379, § 3)	2	2	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	3	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mourre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(infanticide (art. 396)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	3	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2, 402)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	3	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 405 et 407)	5	13	4	-	-	9	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	1
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	96	1.250	472	32	255	480	-	11	21	2	7	16
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	7	52	13	10	22	7	-	-	4	-	1	3
Banqueroute frauduleuse (art. 489 § 2)	13	43	31	2	2	8	-	-	-	-	1	-
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)	-	3	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	4	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	1	10	8	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	1	7	3	2	1	1	-	-	-	-	-	1
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 513, 514)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	12	74	48	-	-	25	-	1	-	-	-	-
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur, etc. (art. 525)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	1	3	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Délits												
Recel d'individus - Epuracion civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	4	3	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-
Atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	5	1	-	-	1	1	2	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149, l. du 13.10.1930, art. 16)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (l. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	4	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon :												
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	8	2	-	1	4	1	-	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse) : sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Timbres-postes et autres (contrefaçon, usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons - enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant : objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 199 à 207, 209)	1	60	39	-	-	13	3	5	-	-	-	1
Registre des logeurs et albergistes (art. 210)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclarations en matière criminelle (art. 217)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignages en justice (art. 218, 220)	27	39	21	-	-	16	-	2	1	-	-	-
Fausse déclarations par interprète ou expert (art. 221)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	2	4	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 223)	7	8	5	-	-	3	-	-	1	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 231 et 242)	54	200	32	-	-	28	45	95	1	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	4	40	4	-	1	13	6	16	-	-	-	1
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 235)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empêchement des jurés (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décamerement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	2	6	4	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	5	-	-	-	1	3	1	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243, 244)	1	7	5	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Concussion, offres agréées par un fonctionnaire (art. 243, 244)	6	17	9	-	1	4	1	2	-	-	-	-
Concussion, offres agréées pour commerce, industrie ou métier (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion, offres ou de pud'honneur (art. 244, 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mensures, promesses, offres pour commerce, industrie ou métier (art. 252)	15	38	20	-	-	8	4	6	-	-	-	3
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, inclues envers les parents (art. 255)	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus de faire agir (art. 259)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 261, 262, 265 à 267, 272 d. code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaque envers les lois par un magistrat (art. 269)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Rébellion par un ou plusieurs parents (art. 271 et 272)	19	546	165	-	4	181	66	130	-	-	-	27
Ouvrages envers député, ministre, magistrat (art. 271)	-	24	5	-	-	1	5	13	-	-	-	-
Ouvrages envers jurés ou témoins (art. 271, 282)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Ouvrages envers officiers ministériels, agents de l'administration (art. 272)	94	1.796	308	-	-	291	354	843	2	-	-	62
Ouvrages envers les magistrats (art. 273)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel, agent de l'administration (art. 280, 281)	9	215	58	-	1	65	29	62	1	-	-	11
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	3	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Escroquerie (art. 285 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 285 et 287)	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1
Opposition à des travaux publics (art. 288 à 291)	-	8	-	-	-	7	-	1	-	-	-	1
Scandales pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 296, 298)	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans autorisation (art. 299)	8	19	1	-	-	2	9	7	-	-	-	-
Locataires non autorisés (art. 302, 303)	6	9	1	-	-	-	3	5	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1
Maisons de jeu au gain (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrique (art. 309)	-	6	-	-	-	2	2	2	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Malversations envers pay des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Épreuves à la barre des enfants (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumation (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Épave (art. 316 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Association des malfaiteurs (art. 322, § 1 et 324)	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mensures verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	53	215	67	-	1	62	34	51	-	-	-	3
Évasion de délinquants. Négligence ou contrainte des gardiens (art. 333, 334, 335 et 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Évasion de délinquants par aide d'autres personnes (art. 333 à 337)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Rupures de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roulement de domicile (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Récit de faits de l'une personne trompée (art. 341)	2	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Mendicité ou vagabondage (art. 342 à 344)	-	8	1	-	-	4	1	2	-	-	-	-
Arrestation sans le consentement (art. 348, § 1, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation avec le consentement (art. 351, 352)	30	113	84	2	18	8	-	1	2	-	-	-
Expulsion, délaissement, abandon d'enfant ou d'impubère (art. 354, 355 à 358)	1	5	4	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Expulsion, délaissement, abandon d'enfant ou d'impubère par parents ou gardien (art. 359, 360, 361, 362)	3	181	46	-	-	122	7	6	-	-	1	-
Abandon d'enfant sans le besoin (art. 363 bis, 364, 1912, art. 63)	59	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 316)	2	3	1	-	-	1	-	1	1	-	-	-

1
Vol (art. 463 à 466)
Fabrication de fausses clefs (art. 488)
Banqueroute simple (art. 489, § 1)
Fraude dans les faillites (art. 490)
Abus de confiance (art. 491)
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)
Escroquerie (art. 496)
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498 et 499)
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)
Grièvement (art. 508 bis, L. 23.3.1936)
Effets de commerce fictifs (art. 509)
Chèques sans provision (art. 509 bis)
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512 § § 2 et suivants, 514)
Incendie involontaire (art. 519)
Destruction :
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ou téléphones (art. 523, L. 13.10.30, art. 24)
de tombeaux, monuments, d'objets d'art (art. 525)
de titres publics ou privés (art. 527)
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)
de poissons : empoisonnement (art. 539)
de clôtures (art. 545, 546)
Incendation (art. 549, 550)
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, § § 2, 463)
Contraventions de police
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 591, 2 ^e et 3 ^e)
Autres contraventions
INFRACTIONS PREVUES PAR LES LOIS SPECIALES
1. - Ordre et sécurité publiques
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)
Témoins défailants (Code d'instruction criminelle, art. 80, 157 et 189)
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1975, L. 25.3.1891, L. 28.7.1934)
Elections (loi électorales, art. 181 à 203, etc.)
Registres de la population (L. 2.6.1956, A.R. 30.12.1900, L. 6.2.1919, A.R. 14.10.1939)
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1992, art. 13)
Règlements provinciaux

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
388	1.377	180	8	154	1.321	386	728	7	3	14	17	
	47	39		2	7	2	4	1				
1	5	4					1		6		2	2
1	545	198	1	19	266	18	43	1				
1	9	5			1		1				1	
2	231	90	5	36	100	15	35	4				
		1										
17	37	8			4	6	19					
	40	3			1	5	31					2
	444	185		13	99	47	100	3				
1	135	53		1	66	7	8					
2	151	34		2	37	29	49				1	
2	206	12		1	155	5	33					
1	4	3			1							
1	162	48		3	32	5	14	2				
	1				1							
	15				1	9	5					
3	9	1			6	2						
2	86	22			16	18	30		1			
2	3	1			2							
2	53	13			29	2	9					
	3	2			1							
	4	1			2		1					
	13	3			4	3	3					
1	5	2			1		3					
												2
34	277	33		2	44	44	154				1	
	25	6			5	5	10					
3	196	2			1	59	134					1
												2
	2	1			1							
10	25				2	2	22					
	1				1							
	1	1				1						
2	3	1					1					
	2	1					6					
2	8					2						
1	3				1	3	21					
3	25											
2	3						3					

TABLEAU 1 - 1961 (suite)

1	
Règlements communaux	
Impôts (Lois et règlements)	
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944	
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	
Police des étrangers - (A.L. du 28.9.1939)	
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	
Organisation militaire	
Pigeons militaires (L.L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	
Recel de déserteurs (loi du 12.12.1817)	
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934)	
Fabrication, vente, etc.; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888	
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	
Monuments et sites (loi du 7.8.1931)	
Assurance de la mortalité infantile (loi du 28.12.1906)	
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888)	
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62)	
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935)	
Enseignement primaire (art. 12)	
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938)	
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 15.11.1946)	
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27)	
Presse (décret du 20.7.1831)	
Introduction, transport, etc., de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	
Tracts interdits (A.R. du 30.1.1940)	
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art. 8)	
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1818 ; A.R. 22.9.1823)	
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	
2. - Santé publique	
Art de guérir (lois et règlements)	
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	
Ivresse (A.L. du 14.11.1939)	
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L. du 14.11.1939)	
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921) - A.R. 31.12.1930	
Sauf art. 23	
Seul art. 23	
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	10					4	6				
76	3.071	85	4	89	163	12	2.718				7
	1						1				
	1						1				
	44	1		3	35	1	4				
5	267	17		2	153	31	64				3
	8					4	4				
	3				1	2					
1	4					4					
	1						1				
19	32	3			13	2	14				
2	13	2				3	8				
57	362	28			25	153	156				
	1	1									
5	45	6			4	22	16				
1	1					1					
1	1						1				
	1					1					
	1						1				
1	2					1	1				
9	29	1				3	25				
	2	1					1				
44	341	12			9	34	286				
	1				1						
76	702	20			7	210	465	1			
17	81	4			4	17	56				
	1		1					1			
136	1.518	409		2	480	122	605	1			24
8	329	5		3	11	6	304				
	16	1		1	2	3	9				
	3				2	1					

TABLEAU 1 - 1961 (suite)

1	
5. - Travail et prévoyance	
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	
Liberté d'association (loi du 24.5.1921 garantissant la ...)	
Réparation des accidents de travail (loi du 24.12.1903, etc.)	
Règlements d'atelier (loi du 15.6.1896, loi du 14.6.1921; A.R. 20.6.1936)	
Contrat d'emploi (loi du 7.8.1922; loi du 2.5.1929; loi du 28.9.1932)	
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; loi du 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; loi du 7.4.39)	
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30.4.1909, A.R. 4.7.1925)	
Mesurage du travail (loi du 30.7.1901)	
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6.7.1948)	
Paiement des salaires (loi du 15.8.1887; L.L. des 15 et 17.6.1896; loi du 20.7.1934; loi du 7.7.1936)	
Congés annuels payés (loi du 8.7.1938)	
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (loi du 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	
Repos dominical (loi du 17.7.1905; loi du 26.5.1914; loi du 14.6.1921; loi du 24.7.1927)	
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les L.L. 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	
Emploi de la céruse (loi du 20.5.1926)	
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; loi du 16.5.1938)	
Travail à domicile (loi du 10.2.1934; arrêté du 21.1.1941)	
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (loi du 14.7.1930; loi du 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution; loi du 15.12.1937)	
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	
Arrêté organique du 23.5.1945 instituant le fonds de soutien des chômeurs involontaires	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 400)	
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	
Compte des entreprises d'assurance sur la vie (loi du 25.6.1930)	
6. - Transport, voirie, communications	
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12.4.1835; loi du 24.6.1865; loi du 25.7.1891, etc.)	
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	
Voierie, roulage et messageries (réglementation)	
Assurance obligatoire véhicules automobiles (1.7.1956)	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (loi du 1.8.1924, art. 3)	
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (loi du 1.8.1924, art. 2)	
Police maritime (réglementation)	
Police des rivières et des polders	
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	
Navigation aérienne (L.L. 10.11.1919 et 27.6.1937)	
Télégraphes et téléphones (loi du 1.3.1851, etc.)	
Postes (réglementation)	
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT	
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	
Délits prévus par le Code pénal	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	
Infractions prévues par des lois spéciales	
TOTAUX :	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
13	15					5	5				
	1					1					
2	10	3				28	10				
	40					11	29				
1	14					2	6				
	1					1					
17	59				1	30	47				
2	12	1			1	6	4				
	4					1	3				
	1						1				
	50	19		1	1	13	13				
53	140	3			5	71	67				
	5				2	2	4				
7	71	1			3	14	53				
3	28	2			5	9	11				
15	100	10			2	44	57				
1	4				2	1	1				
	18	4			2	3	6				
		1					5				
100	249	51		1	54	143	459				
144	1.570	322		1	271	217	760	1			
5	277	32		1	69	29	91				
2	17	4			5		3				
	157	17			11	11	31				
3	10					1	9				
24	59					52	47				
2	5					3	2				
519	3.106	1.376	103	303	340	11	17	1.077			
4.110	30.330	3.508	31	414	4.782	4.318	10.150	352			
28	190	2			1	59	134				
1.429	13.215	1.159		105	1.405	2.398	3.141	4			
TOTAUX :											
3.083	40.310	9.545	140	1.122	7.159	7.285	24.172	1.453			

TABLEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
JUGEANT EN PREMIER RESSORT - 1961

ARRONDISSEMENTS	Durée des sursis								TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	7	8	
1	2	3	4	5	6	7	8	1.330	
Bruxelles	-	8	3	240	-	1.079	1.330	1.330	
Louvain	1	12	8	225	-	100	346	346	
Nivelles	12	1	-	138	-	204	355	355	
Anvers	5	19	-	1.615	1	141	1.781	1.781	
Malines	1	25	13	251	-	123	413	413	
Turnhout	-	17	-	791	-	5	813	813	
Mons	-	26	-	503	1	234	764	764	
Charleroi	5	23	-	814	-	458	1.300	1.300	
Tournai	2	7	-	17	-	398	424	424	
Gand	3	66	2	344	-	510	925	925	
Audenarde	-	35	-	541	-	27	603	603	
Termonde	-	57	1	670	-	268	996	996	
Bruges	-	15	-	717	-	84	816	816	
Courtrai	-	64	62	150	-	400	676	676	
Furnes	-	141	23	9	-	4	177	177	
Ypres	-	19	1	177	-	267	464	464	
Liège	20	17	107	1.125	1	290	1.560	1.560	
Huy	1	23	8	352	-	27	411	411	
Verviers	5	1	158	49	-	54	267	267	
Tongres	1	16	1	425	-	132	575	575	
Hasselt	-	2	2	474	-	16	494	494	
Arlon	13	2	113	54	-	27	209	209	
Marche-en-famenne	-	4	7	71	-	7	89	89	
Neufchâteau	3	25	-	78	-	86	192	192	
Namur	5	1	-	414	-	22	442	442	
Dinant	47	1	-	329	-	32	409	409	
Total :	124	627	509	10.573	3	4.995	16.831	16.831	

TABEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES
D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1961

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS 1	Total des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	Total des condamnés 4	CONDAMNES				
				à l'emprisonnement		à l'amende		
				sans condition		conditionnelle		
				5	6	7	8	
INFRACTIONS JUGEES EN DEGRE D'APPEL								
Délits prévus par le Code pénal	1.441	551	890	12	4	270	604	
Contraventions de police prévues par le Code pénal	174	85	89	-	-	37	52	
Infractions prévues par des lois spéciales	8.191	2.719	5.472	124	184	1.107	4.057	
Totaux :	9.806	3.355	6.451	136	188	1.414	4.713	
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	55.396	6.086	49.310	9.545	8.427	7.286	24.052	
Récapitulation générale								
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	65.202	9.441	55.761	9.681	8.615	8.700	28.765	

TABEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INFRACTIONS DE CONDUITE, PRONONCES PAR
LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1961

ARRONDISSEMENTS	Nombre cases	ARRONDISSEMENTS	Infractions	ARRONDISSEMENTS	ARRONDISSEMENTS
Bruxelles	154	Gand	35	Verviers	14
Louvain	6	Audenaerde	45	Tongres	17
Nivelles	6	Termonde	56	Hasselt	8
Anvers	71	Bruges	58	Arlon	56
Malines	7	Courtrai	16	Marche-en-famenne	9
Turnhout	8	Furnes	-	Neufchâteau	7
Mons	14	Ypres	11	Namur	51
Charleroi	5	Lille	27	Dinant	7
Liège	4	Bruxelles	13		
					54

TABLEAU 4 - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INFRACTIONS PREVUES									
Crimes									
Sûreté de l'Etat Livraison de document, renseignements espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	5	-	5	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	242	22	220	16	3	13	40	5	34
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	4	-	4	1	-	1	1	-	1
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	47	3	44	12	-	12	12	2	1
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :									
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	11	2	9	2	-	2	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	7	-	7	-	-	-	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912 - § 2, 52, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 1)	44	4	40	4	2	2	4	2	2
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	8	-	8	2	-	2	-	-	-
Viol :									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	2	-	2	3	1	2	1	1	-
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	3	-	3	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375 § 3, 377 § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	5	1	4	3	1	2	2	1	1
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	4	-	4	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377 § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PENDANT L'ANNEE, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES FOURSUITES - 1961

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
PAR LE CODE PENAL																	
correctionnalisés																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
163	53	110	4	1	3	18	5	13	74	6	68	79	7	72	24	6	18
4	-	4	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	2	60	16	1	15	21	1	20	39	3	36	43	3	40	32	3	25
3	-	3	1	-	1	1	-	1	4	2	2	4	-	4	2	-	2
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	-	11	1	-	1	-	-	-	2	-	2	4	1	3	2	-	2
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31	3	28	4	-	4	3	2	1	1	-	1	8	4	4	3	1	2
6	-	6	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-
6	1	5	2	-	2	-	-	-	1	1	-	6	3	3	-	-	-
5	1	4	-	-	-	-	-	-	2	-	2	4	-	4	1	-	1
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
8	3	5	-	-	-	-	-	1	6	1	5	5	1	4	1	-	1
3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3	5	2	3	-	-	-

TABLEAU 4 - PREVENUS Juges, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUBENARDE			TERMONDE		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
i bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37
INFRACTIONS PREVENUES									
Sous-Section									
Suboré de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Recel de condamné (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 166)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	64	11	63	11	1	12	42	11	31
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	1	1	-	-	-	-	4	-	4
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violence ni menaces :</u>									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	24	-	24	9	-	9	42	9	42
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	3	1	2	-	-	-	-	-	-
par ascendant ou mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violence ou menaces :</u>									
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	9	-	9	1	-	1	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	2	1	1	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L.18.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	16	2	13	3	-	3	11	-	11
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	2	-	2	-	-	-	2	-	2
<u>Vol :</u>									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
sur personne majeure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375 § 3, 377 § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	5	1	4	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	2	-	2	-	-	-	2	-	2
sur enfant de plus de 10 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4)	-	-	-	-	-	-	1	-	1

PENDANT L'ANNEE, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES FOURSUITES - 1961

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
PAR LE CODE PENAL																	
<u>correctionnalisés</u>																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72	27	45	31	9	22	18	6	12	9	3	6	154	20	134	13	1	12
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37	-	37	54	1	53	10	1	9	15	2	13	66	3	63	15	3	12
-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	1	4	5	-	5	1	-	1	1	-	1	8	-	8	3	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
22	-	22	6	-	6	-	-	-	4	-	4	24	5	19	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	4	1	3	-	-	-
4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	1	1	1	-	1	-	-	1	-	-	-	4	1	3	1	-	1
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
Excitation à la débauche :																												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379 § 2)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infanticide (art. 396)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	63	7	56	18	1	17	44	5	39	69	6	63	52	5	47	17	1	16	13	1	12	110	3	107	13	-	13	
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	4	2	2	2	-	2	2	-	2	6	-	6	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	2	-	2	-	-	-	3	-	3	12	5	7	8	1	7	-	-	-	-	-	-	3	1	2	1	-	1	
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art. 505)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux habités (art. 510)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512 § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (513, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de construction (art. 521)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	9	-	9	1	-	1	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	
Destruction en réunion ou en bande de machines à vapeur etc. (art. 525)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
									DE -																			
Recel d'inciviques. Epuration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages aux objets d'un culte (art. 144)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149; L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Atteinte aux droits constitutionnels - art. 151)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

LITS

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOTTAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CEAUX-SUR-LOI			TOULON				
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Contrefaçon :																													
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	1			1							1		1																
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	1			1																1		1							
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)																													
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)											1		1	2		2													
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)																													
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	2			2	2		2	2		2							1		1	2		2		3					
Registre des aubergistes (art. 210)																													
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)																													
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)											1		1																
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	3		4	5				1	1		14	3	11							5	5	1	3	1					
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)					1			1																					
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	2																												
Faux serment en matière civile (art. 226)	4		2	2	3	1		2												5		3	1	1					
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	3		1	2	2		2	11	1	10	2		2				1		1	50	7	43	102	18	94	52	10	4	
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)			1	4	1		1	2		2		1	5	1		1	1		1	1		1							
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)																													
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)																													
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)				1							4	2	2							1		1							
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)											2		2							1		1							
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1			1							3		3																
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)				6													1		1	4	2	2							
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)																													
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)																													
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	5			5				2		2			2	3		3	2		2										
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)																													
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)																													
Déni de justice (art. 258)																													
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)																													
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 261, 262, 365 à 367, 192 du Code civil)																													
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	1			1																									
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	1		4	4			4	11		11	104		104	3		6	15		15	28		24	22						
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	1			1							7		7							3		3	4						
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	1			1																									
Outrages envers officier ministériel agent de l'autorité (art. 276)	100		6	251	23		23	38	3	35	245		238	25	1	24	45	3	42	138	8	150	121		100				
Outrages envers corps constitués (art. 277)																													
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)																													
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	30		3	13	2		2				25	1	28	2		2	4	1	3	6		5	11						
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1			1																1		1							

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY			
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	
Contrefaçon :																												
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant ; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	8	-	8	2	-	2	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	1	-	1	
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	7	6	1	-	-	-	2	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	6	1	5	-	-	-	1	-	1	2	2	-	1	-	1	
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	2	-	2	2	-	2	1	-	1	7	2	5	7	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	3	-	3	3	1	2	2	-	2	2	-	2	-	-	1	
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	4	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	11	5	6	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	11	6	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 261, 262, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	46	2	44	16	1	15	17	1	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30	1	29	16	-	16	7	-	7	7	-	7	8	7	74	-	-	7	
Outrages envers officier ministériel agent de l'autorité (art. 276)	100	3	136	40	4	35	83	4	83	1	-	1	2	-	2	4	-	4	2	-	2	-	-	-	-	-		
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	104	3	101	82	1	81	22	3	19	36	-	36	105	5	100	41	1	40	
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	2	-	20	1	-	1	14	-	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	-	12	10	-	10	-	-	-	2	-	2	13	-	13	1	-	1	

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	3	-	3	-	-	-	3	1	2
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	15	3	12	3	1	2	11	2	9
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	13	4	9	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	26	-	26	2	-	2	4	-	4
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	5	5	-	-	-	-	1	1	-
Enlèvement de mineurs (art. 368)	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	8	-	8	-	-	-	1	-	1
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>									
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	8	1	7	2	-	2	2	1	1
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>									
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	23	6	17	-	-	-	1	-	1
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	5	1	4	-	-	-	-	-	-

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	-	12	5	2	3	10	4	6	18	2	16	25	7	18	8	2	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
34	2	32	-	-	-	-	-	-	23	3	20	9	1	8	2	-	2
-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
26	-	26	5	-	5	2	-	2	16	-	16	12	1	11	-	-	-
12	12	-	3	3	-	-	-	-	4	4	-	10	9	1	2	2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	1	2	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17	3	14	1	-	1	-	-	-	3	-	3	2	-	2	1	-	1
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
18	4	14	-	-	-	3	1	2	7	2	5	12	3	9	1	-	1
1	-	1	1	-	1	1	-	1	2	-	2	4	-	4	2	-	2

NATURE DES INFRACTIONS	LIEGE			A. CHATELAIN			TERRONDE		
	28	29	31	32	33	34	35	36	37
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	10	7	3	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions)(art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	11	-	11	11	9	7	19	-	17
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	15	-	9	8	3	2	4	1	11
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	-	-	-	-	3	-	-	-	-
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :									
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	4	1	-	-	4	1	2
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux mœurs :									
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	1	-	2	1	-	-	1	1	4
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	2	-	2

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1	-	1	2	-	2	2	-	2	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	-	10	11	1	10	5	2	3	1	-	1	32	7	25	6	1	5
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	1	3	14	4	10	-	-	-	-	-	-	9	3	6	-	-	-
1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
5	1	4	10	-	10	2	-	2	2	-	2	22	-	22	4	-	4
-	-	-	3	2	1	2	2	-	1	1	-	2	2	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	1	1	3	1	2	-	-	-	1	-	1	4	1	3	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	-	6	3	1	2	3	3	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	1	7	4	-	4	-	-	-	-	-	-	4	2	2	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			N			HE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions)(art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	9	3	6	13	3	10	11	5	6	3	-	3	1	-	1	4	1	3	9	2	7	12	1	11
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	6	-	6	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	4	-	4	1	-	1	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	20	1	19	1	-	1
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis : L. 15.5.1912, (art. 60)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	11	-	-	-	-
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis : art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 : L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																								
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	3	-	3	3	-	3	3	3	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	2	1	1
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>																								
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	4	-	4	4	3	1	-	-	-	2	1	1	-	-	-	2	1	1	1	-	1	9	4	5
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personnes ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	15	2	13	3	-	3	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	55	7	48	1	-	1	-	2	1	16	1	15	-	-	-	1	-	1	20	4	16	23	-	23	5	1	4
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	8	-	8	1	-	1	-	-	
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	19	1	18	2	-	2	-	1	1	4	3	1	-	-	-	-	-	7	1	6	12	-	12	1	1	-	
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382)	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	2	-	2	3	3	-	-	1	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Publications (L. 11.4.1936 : arrêté du 29.5.1936)	5	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	9	-	9	-	-	-	-	1	-	7	-	7	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1	1	1	1
Paroles obscènes (art. 383 § 2 : L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	118	7	111	15	-	15	31	4	27	219	9	210	17	2	15	26	2	24	49	1	48	40	6	34	54	5	49
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2 : L. 15.5.1912, art. 53)	13	-	13	2	-	2	5	-	5	23	3	20	3	-	3	10	4	6	5	1	4	17	2	15	5	5	
Outrage public aux mœurs ; images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	1.107	6	1.101	81	1	80	95	5	90	677	22	655	84	8	76	24	-	24	282	5	277	566	9	557	77	3	74
Abandon de famille (art. 391 bis)	48	-	48	5	1	4	12	1	11	78	18	60	15	4	11	5	3	2	26	4	22	54	24	30	15	5	10
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	380	41	339	72	12	60	82	9	73	363	50	313	131	25	106	191	40	145	327	59	263	331	56	245	126	30	96
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	1	-	1	-	-	-	-	3	-	4	-	4	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	1	-	1
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	88	9	79	13	4	9	5	1	4	52	10	42	11	1	10	26	1	25	32	9	23	52	19	33	10	2	8
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	2.072	98	1.974	420	22	393	111	20	91	817	43	774	320	30	290	367	36	331	401	67	334	369	48	320	290	23	267
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	5	-	5	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Attestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	5	4	1	2	-	2	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	1	-	1	3	-	3	2	-	2	6	1	5	-	-	-	7	-	7	9	-	9	9	2	7	1	-	1
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440 - 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	2	-	2	1	1	-	2	-	2	4	1	3	2	1	1	7	4	3	8	-	8	2	-	2	2	-	2
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	6	1	5	-	-	-	-	-	-	5	2	3	3	-	3	-	-	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
1 ter																								
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis ; L. 14.5.1930, art. 3 b et c ; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	93	12	81	126	10	116	83	6	77	43	5	38	30	5	25	31	5	26	163	25	138	91	8	83
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	8	6	2	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	24	6	18	20	3	17	14	3	11	7	-	7	1	-	1	1	1	-	47	24	23	8	3	5
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	5	1	4	6	1	5	6	2	4	2	-	2	4	-	4	10	7	3	18	11	7	13	6	7
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	1	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	9	2	7	7	1	6	14	5	9	1	-	1	1	-	1	3	2	1	9	3	6	1	-	1
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	1	-	1	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	5	1	4	5	1	4	2	-	2
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	3	-	3	8	3	5	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	6	1	5	4	1	3
Grivèlerie (art. 508 bis. L. 23.3.1936)	6	2	4	10	-	10	8	-	8	9	3	6	6	3	3	6	2	4	30	1	29	17	7	10
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1	2	-	2	10	1	9	2	-	2
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et §§ suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	1	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Destruction :																								
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1930 ; art. 24)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	4	1	3	11	2	9	2	-	2	2	-	2	-	-	-	6	-	6	1	-	1	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	5	-	5	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	2	-	2	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	8	2	6	14	-	14	6	2	4	1	-	1	-	-	-	1	-	1	4	-	4	3	-	3
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3° L. 4.8.1890, art. 5)																								
Autres contraventions (sauf art. 561, 2° et 3°)	11	1	10	2	-	2	6	-	6	7	2	5	-	-	-	3	-	3	2	-	2	6	-	6

NATURE DES DISPOSITIONS	LIEGES			LUXEMBOURG			NOMMÉES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Assurance de la maternité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L.15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droit d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	2	3	-	-	-	-	-	13	3	10	5	-	5	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	205	1	227	-	-	-	5	-	-	7	4	3	9	5	4	1	-	1	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 - A.R. 22.9.1923)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L.15.7.80)	3	-	10	1	-	1	27	2	-	88	9	79	35	2	33	56	1	55	22	1	21	36	3	38	17	2	15

2. SANTÉ

PUBLIQUE

Art de guérir (lois et règlements)	27	3	24	-	-	-	1	-	-	22	8	14	3	-	3	5	-	5	3	-	3	3	-	3	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yvesse (A.L. 14.11.1939)	251	15	110	1	-	1	11	11	-	259	34	225	13	-	13	36	1	35	62	5	57	62	2	60	31	4	27
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 13 et 14 etc. A.R. 3.4.1959)	14	-	34	-	-	-	-	2	-	53	-	53	-	-	-	3	-	3	5	-	5	13	-	13	8	-	8
Régime de l'alcool Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trafics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques (L. 24.2.1921 - A.R. 31.12.1930) :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sauf art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution, Prophylaxie des maladies vénériennes (L.7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Beurre, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	-	1	2	2	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1	13	-	13	1	-	1	12	1	11
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5 7.5.36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	-	1	4	-	-	-	-	-	-	2	-	2	4	1	3	6	-	6	7	-	7	6	-	6	3	-	3
Salubrité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	2	-	2

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	4	-	4	4	3	1	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 ; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.60)	5	-	5	77	16	61	9	1	8

2. SANTÉ

Art de guérir (lois et règlements)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	23	-	23	31	8	23	43	1	49
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 13 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	22	-	22	3	-	3	1	-	1
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traffics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques (L. 24.2.1921. A.R. 31.12.1930) :									
- sauf art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution, Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	-	-	-	3	1	2	1	-	1
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5 7.5.36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	1	-	1	1	-	1	2	-	2
Salubrité publique	1	-	1	-	-	-	-	-	-

PUBLIQUE

ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE				NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3	-	3	3	-	3	1	-	1	15	3	12	5	-	5	

TABEAU 4 - 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			ERJGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			NEGE			EUY		
	1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
3. COMMERCE										ET INDUSTRIE																	
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935 ; A.R. 29.12.1936 ; A.R. 28.11.1939)	21	2	19	10	1	9	44	7	37	34	3	31	29	4	25	8	3	5	11	-	11	72	4	58	11	1	10
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940 ; 11.8.1940 ; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935 ; (A.L. 27.10.1939)	6	-	6	5	-	5	11	-	11	4	-	4	6	-	6	1	1	-	1	-	1	5	-	5	-	-	-
Concurrence malhonête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 23.9.1939 ; 2.10.1939 ; 31.10.1939 ; 25.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	4	2	2	3	-	3	4	1	3	1	-	1	4	2	2	3	-	3	1	-	1	2	-	2	2	-	2
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1933)	2	-	2	9	-	9	2	-	2	11	1	10	3	-	3	1	-	1	3	-	3	5	1	4	1	-	1
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935 ; A.R. 20.6.1935 ; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	1	1	-	1	-	1	2	1	1	4	1	3
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1946 ; 25.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 48.3.1935 ; 30.3.1936)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	6	-	6	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Vente à tempérament	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	7	1	6	13	6	7	15	4	11	29	5	18	18	2	15	7	4	3	11	-	11	2	-	2	1	-	1
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	2	-	2	8	2	6	4	1	3	2	-	2	1	-	1	2	-	2	2	-	2	5	-	5	-	-	-
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881 ; L. 22.5.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
4. AGRICULTURE										ANIMAUX, CHASSE, PECHE																	
Infractions rurales y écharonnage, échantillage, etc. (Code rural) (L. 7.10.1886)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930 ; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 29.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906 ; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1961 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHÉ-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	55	56	57	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
1 ^{er}																								
	3. COMMERCE									ET INDUSTRIE														
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935 ; A.R. 29.12.1936 ; A.R. 28.11.1939)	14	-	14	20	5	15	11	3	8	7	-	7	1	-	1	16	1	15	3	1	8	10	-	10
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940 ; 11.8.1940 ; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935 ; (A.L. 27.10.1939)	2	-	2	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	4	-	4	3	-	3
Concurrence malhonête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939 ; 2.10.1939 ; 31.10.1939 ; 25.11.1939)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	1	1	-	4	-	4	1	-	1	1	1	-	1	-	1	3	-	3	3	-	3	-	-	-
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	3	3	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	-	-	-	5	1	4	4	-	4	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935 ; A.R. 20.8.1935 ; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	1	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1946 ; 25.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 48.3.1935 ; 30.3.1936)	5	4	1	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Vente à tempérament	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 3.12.1946)	-	-	-	41	22	19	11	3	8	-	-	-	1	1	-	1	1	-	2	2	4	4	1	3
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	4	-	4	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	3	-	3	17	-	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881 ; L. 22.5.1886)	1	1	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	1	-	1	28	2	28	-	-	-	-	-	-
	4. AGRICULTURE									ANIMAUX, CHASSE, PÊCHE														
Infractions rurales : écharbonnage, échantillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930 ; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906 ; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

INFRACCIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 29.12.1882)	16	-	16	16	2	14	5	-	-	37	1	36	10	-	10	24	1	23	12	3	9	19	-	19	21	1	20
Rage canine (A.R. 23.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prevention des animaux (L. 22.3.1929)	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 3) ; (L. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde marte (A. 4.8.1942)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	10	-	10	15	-	15	37	8	23	38	4	34	14	3	11	47	13	34	41	14	27	28	2	26	29	7	22
Fausse monnaie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1983 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5. TRAVAIL ET PREVOYANCE

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	1	-	-	1	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 26.6.1936)	5	1	4	-	-	-	3	-	3	2	-	2	2	1	1	11	1	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'embauche (L. 7.8.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	16	-	16	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	2	-	2	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	6	-	6	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	31	5	26	-	-	-	3	1	1	4	1	3	2	1	1	14	-	14	1	-	1	3	1	2	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1927)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céreuse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	11	-	11	3	-	3	34	-	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	17	3	14	6	-	6	2	2	-	3	3	-	1	-	1	9	8	1	1	-	1	14	4	10	4	2	2

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	35	35	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	116	2	114	8	1	7	83	4	66	1	65	33	2	31	18	2	16	45	4	41	2	-	2	21	4	17	
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	2	-	2	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	58	13	45	12	2	10	32	5	21	2	19	17	2	15	7	2	5	17	5	12	26	9	17	23	-	23	
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Commerce des engrais, semailles, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	1	-	1	-	-	-	3	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
5. TRAVAIL ET PREVOYANCE																											
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	2	2	-	7	6	1	2	2	1	1	-	4	-	4	1	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	5	1	4	1	1	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.8.1936)	1	-	1	21	-	21	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.3.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	-	-	-	5	-	5	2	-	5	-	5	1	-	1	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 28.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	3	1	2	13	1	2	-	2	2	-	2	7	5	2	1	-	1	15	1	14	-	-	-	
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	3	1	2	2	-	2	2	-	7	3	4	4	-	4	3	-	3	-	-	-	58	4	54	1	-	1	

1. CHASSE, PÊCHE, FAUCONNERIE	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	12	2	10	17	1	16	83	3	85	1	1	-	3	-	3	37	7	30	27	6	21	30	4	26
Wage canne (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	1	1	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, frondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	13	1	12	26	14	12	37	3	23	5	3	2	6	1	5	20	3	17	27	6	21	27	3	24
Permis de tenderie (L. 30.7.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5. TRAVAIL ET PREVOYANCE

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 20.6.1936)	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	3	-	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1906, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	12	3	9	22	15	7	-	-	5	4	-	4	-	-	-	4	-	4	7	5	2	8	-	8

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	3	-	3	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L.14.7.1930; L. 23.7.1932 arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	8	-	8	-	-	-	3	1	2	4	-	4	1	-	1	11	1	10	-	-	-	6	-	6	-	-	2
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	3	-	3	1	-	1	4	1	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	6	-	6	1	-	1	-	-	-	2	-	2	11	-	11	5	1	4	1	-	1	4	-	4	-	-	4
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT,										VOIRIE, COMMUNICATIONS																	
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1836, L. 24.6.1888 L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	74	13	61	13	2	11	11	1	10	32	9	23	13	3	10	10	7	3	39	5	34	57	2	55	16	2	14
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	171	6	165	34	5	29	37	7	30	129	5	124	21	2	19	59	3	56	102	10	92	193	15	178	48	2	45
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	42	2	40	4	-	4	5	-	5	28	1	27	1	-	1	12	-	12	5	-	5	5	-	5	-	-	8
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	114	-	114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	8	1	7	-	-	-	-	-	-	2	-	2	31	5	26	1	-	1	2	-	2	3	3	-	4	1	3
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES										INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT																	
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	696	50	646	85	10	75	97	16	51	502	86	416	39	3	36	74	10	64	258	25	233	360	38	322	98	14	84
Délits prévus par le Code pénal	5.433	274	5.159	828	59	769	596	82	514	4.038	311	3.727	784	108	676	910	122	788	2.029	263	1.766	2.400	318	2.082	916	103	813
Contravention de police prévues par le Code pénal	3	-	3	-	-	-	1	-	1	14	1	13	1	-	1	2	1	1	31	5	26	14	3	11	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	2.202	92	2.110	240	28	212	309	41	268	1.493	114	1.379	277	34	243	592	59	533	592	46	546	770	58	712	326	34	292
Totaux :	8.334	416	7.918	1.153	97	1.056	1.003	139	864	6.047	512	5.535	1.101	145	956	1.578	192	1.386	2.910	339	2.571	3.544	417	3.127	1.346	152	1.194

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	3	-	3	3	2	1	3	-	3	5	-	5	4	-	4	4	-	4	3	-	3	6	-	6	3	-	3
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	6	1	5	2	-	2	1	-	1
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	12	1	11	2	1	1	39	-	39	9	-	9	9	2	7	10	5	5	10	1	9	2	-	2	4	-	4
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT.										VOIRIE, COMMUNICATIONS																	
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885 L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	107	13	94	28	7	21	43	11	32	57	11	46	45	13	32	20	9	11	13	3	10	75	16	59	53	4	49
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	96	9	87	26	-	26	39	2	37	45	3	42	54	2	52	12	2	10	10	4	6	243	20	223	77	6	71
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	24	-	24	7	-	7	4	-	4	23	-	23	24	-	24	6	1	5	1	-	1	19	-	19	2	-	2
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	12	-	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	1	3	1	-	1
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	20	-	20	11	1	10	1	-	1	2	-	2	2	-	2	7	-	7	-	-	-	13	-	13	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES										INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT																	
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	217	28	189	54	8	46	180	24	156	250	42	208	162	17	145	50	10	40	43	6	37	405	40	365	56	5	51
Délits prévus par le Code pénal	2.376	245	2.131	1.032	163	869	1.632	174	1.458	2.333	272	2.061	2.299	351	1.948	660	127	533	671	71	600	2.347	261	2.086	482	35	447
Contraventions de police prévues par le Code pénal	12	4	8	13	1	12	15	3	12	19	3	16	21	2	19	13	-	13	15	-	15	5	1	4	2	-	2
Infractions prévues par des lois spéciales	974	88	886	319	42	277	730	64	666	685	66	619	648	66	582	259	85	174	265	43	217	1.266	110	1.156	359	23	336
Totaux :	3.579	365	3.214	1.418	214	1.204	2.557	265	2.292	3.287	383	2.904	3.130	436	2.694	982	222	760	994	125	869	4.023	412	3.611	899	63	836

TAB LEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTION-

Récapitulation générale des prévenus jugés

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	3	1	2	13	2	11	45	15	30
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1	-	1	2	2	-	3	1	2
Infractions prévues par des lois spéciales	1.108	292	816	213	65	148	118	35	83
Totaux :	1.112	293	819	228	69	159	166	51	115
Totaux des infractions jugées en premier ressort	8.334	416	7.918	1.153	971	1.056	1.003	139	864
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	9.446	709	8.737	1.381	1.661	1.215	1.169	190	979

NEL PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1961

par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
22	6	16	11	3	8	20	2	18	62	20	42	151	102	49	46	7	39
13	9	4	-	-	-	7	3	4	7	3	4	16	12	4	6	3	3
803	239	564	138	48	90	109	33	76	282	101	181	358	157	201	100	19	81
838	254	584	149	51	98	136	38	98	351	124	227	525	271	254	152	29	123
6.047	512	5.535	1.101	145	956	1.578	192	1.386	2.910	339	2.571	3.544	417	3.127	1.346	152	1.194
6.885	766	6.119	1.250	196	1.054	1.714	230	1.484	3.261	463	2.798	4.069	688	3.381	1.498	181	1.317

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 bis									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	2	1	1	4	1	3	1	1	-
Contraventions de police prévues par le Code pénal	8	3	5	3	-	3	18	9	9
Infractions prévues par des lois spéciales	508	191	317	240	63	177	503	193	310
Totaux :	518	195	323	247	64	183	522	203	319
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.579	365	3.214	1.418	214	1.204	2.557	265	2.292
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4.097	560	3.537	1.665	278	1.387	3.079	468	2.611

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1	-	1	24	8	16	4	-	4	1	1	-	306	123	183	47	18	29
16	1	15	6	4	2	6	3	3	4	4	-	17	7	10	7	5	2
506	169	337	345	113	232	117	45	72	161	67	94	870	321	549	224	104	120
523	170	353	375	125	250	127	48	79	166	72	94	1.193	451	742	278	127	151
3.287	383	2.904	3.130	436	2.694	982	222	760	994	125	869	4.023	412	3.611	899	83	836
3.810	553	3.257	3.505	561	2.944	1.109	270	839	1.160	197	963	5.216	863	4.353	1.177	190	987

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	144	37	107	118	45	73	98	22	76
Contraventions de police prévues par le Code pénal	6	3	3	2	-	2	1	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	298	82	216	224	83	141	230	74	156
Totaux :	448	122	326	344	128	216	329	96	233
Totaux des infractions jugées en premier ressort	998	162	836	1.544	302	1.242	1.376	187	1.189
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.446	284	1.162	1.888	430	1.458	1.705	283	1.422

ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
36	14	22	27	9	18	16	8	8	167	68	99	72	37	35
3	1	2	-	-	-	2	-	2	10	5	5	10	7	3
134	31	103	78	19	59	64	22	42	337	108	229	123	45	78
173	46	127	105	28	77	82	30	52	514	181	333	205	89	116
561	60	501	243	35	208	545	88	457	1.421	253	1.168	823	105	718
734	106	628	348	63	285	627	118	509	1.935	434	1.501	1.028	194	834

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTION-

JUDICIAIRES

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENT A L'EMPRISONNEMENT									
				conditionnel de					simple				
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans		
				5	6	7	8	9	10	11	12		
Bruxelles			3.619	101	301	221	68	-	-	11	21		
			4.299	53	174	187	82	1	3	20	46		
Total :			8.334	416	7.918	154	475	408	150	1	3	31	67
Louvain			558	9	29	75	36	1	-	1	1		
			498	6	18	46	11	1	-	1	4		
Total :			1.153	97	1.056	15	47	121	47	2	-	2	5
Nivelles			419	6	35	74	29	-	-	-	2		
			445	1	9	34	21	-	-	-	1		
Total :			1.003	139	864	7	44	108	50	-	-	-	3
Anvers			2.815	49	188	320	256	-	-	8	15		
			2.720	21	102	192	206	-	2	10	20		
Total :			6.047	512	5.535	70	290	512	462	-	2	18	35
Malines			567	6	15	33	25	1	-	-	-		
			389	2	13	18	5	-	-	1	2		
Total :			1.101	145	956	8	28	51	30	1	-	1	2
Turnhout			754	2	36	54	73	-	-	4	-		
			632	4	15	16	33	-	-	3	-		
Total :			1.578	192	1.386	6	51	70	106	-	-	7	-
Mons			1.240	31	63	130	89	-	2	4	4		
			1.331	10	31	82	75	-	3	1	6		
Total :			2.910	339	2.571	41	94	212	164	-	5	5	10
Charleroi			1.520	24	66	179	61	1	3	5	5		
			1.607	22	51	140	60	-	2	9	18		
Total :			3.544	417	3.127	46	117	319	121	1	5	14	23
Tournai			658	13	46	81	75	3	-	1	-		
			538	6	18	69	57	-	-	-	1		
Total :			1.346	162	1.194	19	64	150	132	3	-	1	1
Gand			1.603	17	92	130	94	1	-	2	7		
			1.612	8	50	74	57	1	-	9	11		
Total :			3.579	365	3.214	25	142	204	151	2	-	11	18
Audenarde			704	1	24	45	37	1	-	-	-		
			500	6	7	8	5	-	-	-	-		
Total :			1.418	214	1.204	4	31	53	42	1	-	-	-

NELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS

1961

CONDAMNEMENT										CONDAMNEMENT A L'AMENDE				CONDAMNEMENT ACCESSOIRE A		
simple de					conditionnelle de					simple de			l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire
+ 6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	L.L. 27.11.1891, art. 14	L. 5.1912 art. 37		L. 9.4.1930, art. 25		
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25				
70	108	113	25	1	95	3	2.423	58	103	-	-	214				
209	384	357	106	2	44	-	2.604	27	110	-	5	368				
279	492	470	131	3	139	3	5.027	85	213	-	5	582				
5	3	8	1	-	89	3	270	27	19	-	-	23				
16	32	42	10	-	21	1	275	14	13	-	-	27				
21	35	50	11	-	110	4	545	41	32	-	-	50				
3	-	4	6	-	108	8	137	7	13	-	-	17				
3	13	50	27	-	30	-	251	5	6	-	-	16				
6	13	54	33	-	138	8	388	12	19	-	-	33				
33	70	89	28	2	311	17	1.347	82	110	-	1	115				
73	139	230	139	-	115	4	1.429	38	85	-	3	157				
106	209	319	167	2	426	21	2.776	120	195	-	4	272				
5	10	12	6	-	217	19	179	39	16	-	1	13				
3	20	29	21	-	54	5	202	14	9	-	-	10				
8	30	41	27	-	271	24	381	53	25	-	1	23				
3	15	11	6	-	437	18	91	4	20	-	-	25				
9	25	31	45	-	123	2	318	8	6	-	1	32				
12	40	42	51	-	560	20	409	12	26	-	1	57				
9	30	51	21	2	152	23	558	71	43	-	-	25				
27	70	138	120	-	73	5	646	44	35	-	-	43				
36	100	189	141	2	225	28	1.204	115	78	-	-	69				
13	36	64	11	-	507	20	500	25	99	-	1	67				
34	107	214	26	1	164	5	716	38	63	-	2	106				
47	143	278	37	1	671	25	1.216	63	132	-	3	173				
4	16	29	12	-	37	3	281	55	40	-	-	40				
10	24	61	26	1	12	4	222	27	14	-	-	43				
14	40	90	38	1	48	7	503	82	54	-	-	83				
21	28	35	30	2	265	50	777	52	41	-	1	91				
36	121	145	102	-	75	11	850	61	32	-	5	135				
57	149	180	132	2	340	61	1.627	113	73	-	6	226				
3	8	13	13	-	406	29	117	7	13	-	-	31				
4	18	30	62	-	33	4	316	10	4	-	-	25				
7	26	43	75	-	439	33	433	17	17	-	-	56				

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

JUDICIAIRES

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS

1961 (SUITE)

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS																	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			
				A L'EMPRISONNEMENT								A L'AMENDE				l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement	l'interdiction de conduire						
				conditionnel de				simple de				conditionnelle de		simple de										
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois - 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois				- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	
5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25				
Termonde			1.061	8	31	66	52	1	-	1	1	3	26	22	21	-	625	46	150	8	49	-	-	42
			1.231	3	17	25	16	-	1	2	10	25	42	101	75	-	102	4	760	48	29	-	1	58
Total :	2.557	265	2.292	11	48	91	68	1	1	3	11	28	68	123	96	-	727	50	910	56	78	-	1	100
Bruges			1.604	16	58	156	37	-	-	3	4	19	50	43	11	-	292	12	874	29	56	-	1	101
			1.300	10	20	86	32	-	-	3	10	27	75	120	45	-	96	1	737	38	52	1	6	84
Total :	3.287	383	2.904	26	78	242	69	-	-	6	14	46	125	163	56	-	388	13	1.611	67	108	1	7	185
Courtrai			1.422	13	45	143	48	-	-	1	3	7	19	35	9	-	227	30	712	130	44	-	-	63
			1.272	3	28	56	26	-	-	-	1	12	57	110	41	-	53	4	835	46	35	-	-	62
Total :	3.130	436	2.694	16	73	199	74	-	-	1	4	19	76	145	50	-	280	34	1.547	176	79	-	-	125
Furnes			441	1	7	16	7	-	-	-	-	-	4	10	7	2	73	11	269	34	3	-	-	2
			319	-	6	8	4	-	-	1	-	1	8	9	13	-	41	3	202	23	7	-	-	3
Total :	982	222	760	1	13	24	11	-	-	1	-	1	12	19	20	2	114	14	471	57	10	-	-	5
Ypres			526	2	18	19	5	-	-	-	-	2	5	10	6	-	287	13	146	13	13	-	1	18
			343	1	8	12	2	1	-	-	-	5	19	26	10	-	93	3	156	7	7	-	-	14
Total :	994	125	869	3	26	31	7	1	-	-	-	7	24	36	16	-	380	16	302	20	20	-	1	32
Liège			1.724	23	139	262	270	1	-	8	5	38	82	125	32	-	282	18	413	26	71	3	1	81
			1.887	7	56	177	118	3	-	5	11	62	168	282	111	-	202	2	665	18	52	-	6	124
Total :	4.023	412	3.611	30	195	439	388	4	-	13	16	100	250	407	143	-	484	20	1.078	44	123	3	7	205
Huy			381	3	12	55	89	1	-	-	1	2	3	18	4	1	111	12	62	7	11	-	-	47
			455	4	14	31	45	-	-	1	4	6	19	76	46	1	34	-	154	20	12	-	-	77
Total :	899	63	836	7	26	86	134	1	-	1	5	8	22	94	50	2	145	12	216	27	23	-	-	124
Verviers			419	6	22	59	53	-	-	-	1	11	31	29	14	-	57	2	119	15	9	-	-	27
			417	1	8	24	25	-	-	-	-	10	37	48	43	-	9	1	201	10	5	-	-	23
Total :	998	162	836	7	30	83	78	-	-	-	1	21	68	77	57	-	66	3	320	25	14	-	-	50
Tongres			689	10	45	85	109	-	-	-	1	5	42	40	36	-	117	11	174	14	28	2	-	55
			553	6	21	60	74	-	1	-	2	9	39	53	46	-	34	3	201	4	17	-	-	67
Total :	1.544	302	1.242	16	66	145	183	-	1	-	3	14	81	93	82	-	151	14	375	18	45	2	-	122
Hasselt			656	2	29	68	84	-	-	-	-	6	9	28	23	-	171	-	224	12	4	-	-	56
			533	3	16	44	40	-	-	1	7	9	31	71	38	-	35	2	223	13	10	-	-	59
Total :	1.376	187	1.189	5	45	112	124	-	-	1	7	15	40	99	61	-	206	2	447	25	14	-	-	115
Arlon			269	3	9	23	18	-	-	-	-	5	8	20	17	-	83	8	70	5	11	-	-	14
			232	1	6	17	8	1	-	-	-	5	10	28	26	1	29	3	88	9	6	-	-	27
Total :	561	60	501	4	15	40	26	1	-	-	5	6	18	48	43	1	112	11	158	14	17	-	-	41

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS									
				A L'EMPRISONNEMENT									
				conditionnel de				sim-					
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
Marche-en-Famenne			105	-	3	13	13	-	-	-	-		
			103	2	3	11	11	1	-	3	1		
Total :			243	35	208	2	6	24	24	1	-	3	1
Neufchâteau			225	3	4	10	28	-	-	-	-		
			232	1	5	8	13	-	-	1	2		
Total :			545	88	457	4	9	18	41	-	-	1	2
Namur			518	3	11	62	94	-	-	3	1		
			650	3	13	40	67	1	-	4	1		
Total :			1.421	253	1.168	6	24	102	161	1	-	7	2
Dinant			349	2	21	58	73	5	1	1	1		
			369	2	9	37	58	2	-	-	1		
Total :			823	105	718	4	30	95	131	7	1	1	2
Le Royau-me			24.844	354	1.349	2.437	1.823	16	6	52	74		
			24.486	183	718	1.502	1.151	12	12	76	163		
Total :			55.396	6.086	49.310	537	2.067	3.939	2.974	28	18	128	237

Récapitulation des con-

damnés
 à l'emprisonnement
 (conditionnel)
 (sans condition)
 à l'amende
 (conditionnelle)
 (simple)

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1961 (SUITE)

CONDAMNÉS															CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A		
NEMENT					A L'AMENDE					ACCESSOIREMENT A							
ple de					conditionnelle de		simple de			l'inter-diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter-diction de conduite				
+ 6 mois à - de 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à - 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	L.L. 27.11.1891, art. 14		L. 9.4.1930, art. 25						
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25					
1	5	2	4	-	25	1	33	5	2	-	-	7					
1	9	11	5	-	6	-	38	1	1	-	1	15					
2	14	13	9	-	31	1	71	6	3	-	1	22					
-	2	5	7	1	67	19	64	15	3	-	-	9					
4	3	16	25	-	29	5	112	8	3	-	1	7					
4	5	21	32	1	96	24	176	23	6	-	1	16					
5	12	23	16	-	93	5	183	7	17	-	1	10					
10	45	89	66	1	48	2	251	9	9	-	-	21					
15	57	112	82	1	141	7	434	16	25	-	1	31					
1	7	23	18	1	76	27	29	5	21	-	-	17					
6	26	43	40	-	24	15	95	11	16	-	-	29					
7	33	66	58	1	100	42	124	16	37	-	-	46					
274	629	862	384	12	5.210	408	10.202	752	829	5	8	1.211					
611	1.541	2.410	1.314	7	1.579	89	12.547	551	638	1	31	1.632					
885	2.170	3.272	1.698	19	6.789	497	22.749	1.303	1.487	6	39	2.843					

damnés jugés en premier ressort en 1961

9.545
 (plus de 2 ans) 383
 (plus de 6 mois à 2 ans) 885
 (de 6 mois et moins) 7.159
 7.286
 24.062
 Total des condamnés 49.310

TABLEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONdamnATION CONDITIONNELLE - 1961

	Durée du sursis qui avait été accordé							Total
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	8	
PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	2	3	4	5	6	7	8	
<u>Emprisonnement de :</u>								
plus d'un mois à moins de 6 mois	-	16	4	323	-	365	708	
6 mois à moins de 3 ans	-	6	2	133	-	156	297	
3 ans et plus	-	-	1	9	-	10	20	
Total :	-	22	7	465	-	531	1.025	

Tableau 7 - 1961 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III. - <u>COMMERCE ET INDUSTRIE</u>														
Réglementation des constructions privées (A. 2.12.1946)	1	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-
IV. - <u>AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PECHE</u>														
Chasse L. 28.2.1882, modifiée par L. 4.4.1900, sauf article 31	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques; insectes nuisibles (L.30.12.1882)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
V. - <u>TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS</u>														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835; L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	4	27	-	-	-	4	5	3	15	-	-	-	-	-
Voiture, roulage et messagerie (26.8.25)	35	178	-	-	-	15	7	56	100	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphe et téléphone (L. 1.3.1851, etc.)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.7.56)	-	9	-	-	-	-	-	4	5	-	-	-	-	-
<u>CODE PENAL MILITAIRE</u>														
Dénonciation	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Désertion	5	365	-	-	-	106	259	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de poste	4	64	-	-	-	10	54	-	-	-	-	-	-	-
Insubordination	4	171	-	-	-	46	125	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'obéissance	1	26	-	-	-	3	23	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	2	38	-	-	-	6	32	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	1	34	-	-	-	16	18	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers une semelle	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou reproduction d'effets militaires	2	4	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1961 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires	6	63	-	-	-	34	24	4	1	-	-	-	-	-
Vol qualifié d'effets militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>RECAPITULATION</u>														
Crimes	4	91	-	1	3	41	45	1	-	-	-	43	-	-
Délits	104	975	-	-	-	330	207	216	222	-	-	2	-	-
Contraventions	3	11	-	-	-	-	-	1	10	-	-	-	-	-
Lois spéciales	61	362	-	-	-	47	46	91	178	-	2	-	-	-
Code pénal militaire	25	768	-	-	-	225	538	4	1	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL :	197	2.207	-	1	3	643	836	313	411	-	2	45	-	-

TABEAU 8 - CONDAMNATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE 1961

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	Peines privatives de liberté				Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale			
			de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simples								
					conditionnelles	simples										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			
Bruxelles	571	-	-	-	3	172	276	55	65	-	-	10	-			
Gand	193	-	-	-	-	33	72	30	58	-	-	8	-			
Liège	301	-	-	-	-	97	113	56	35	-	-	3	-			
En Afrique	990	-	-	-	-	299	305	150	236	-	2	14	-			
Total	2.055	-	-	-	3	601	766	291	394	-	2	35	-			
Cour militaire :	152	-	-	1	-	42	70	22	17	-	-	10	-			
Total général :	2.207	-	-	1	3	643	836	313	411	-	2	45	-			

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DE L'ENERGIE
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE
44, rue de Louvain - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1961

Nr 2

Mai 1963

*La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source*

SOMMAIRE

Divorces et séparations de corps	P.	1
Adoptions	P.	11
Vagabondage et mendicité	P.	15
Protection de l'enfance	P.	25
Déchéance du droit de conduire un véhicule	P.	53
Concordats et faillites	P.	59
Actes notariés	P.	71

STATISTIQUE DES DIVORCES

ET

SEPARATIONS DE CORPS

ANNEE 1961

Tableau 1. - DIVORCES - COMPTES DES

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes :	1.353	69	138	795	119	37	322	521	151	281	50
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	1.248	59	126	714	110	32	304	508	132	259	44
b) Demandes rejetées	105	10	10	68	9	5	18	12	12	21	6
c) Demandes abandonnées	-	-	2	13	-	-	-	1	7	1	-
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
a) Excès, sévices ou injures graves :											
1. Demandes accueillies	447	19	39	348	64	23	117	245	45	104	20
2. Demandes rejetées et abandonnées	104	10	11	74	9	5	17	13	19	22	6
b) Adultère du mari :	226	10	21	89	11	3	40	61	13	42	7
1. Demandes accueillies	226	10	21	89	11	3	40	61	13	42	7
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Adultère de la femme :	282	20	43	135	15	6	111	129	47	76	15
1. Demandes accueillies	282	20	42	129	15	6	110	129	47	76	15
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	1	6	-	-	1	-	-	-	-
d) Conversion de séparation de corps	5	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-
1. Demandes accueillies	4	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
e) Consentement mutuel :	289	10	24	147	20	-	37	73	26	37	2
1. Demandes accueillies	289	10	24	147	20	-	37	73	26	37	2
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :											
a) Demandes formées par le mari	520	31	65	322	49	17	176	265	72	120	25
b) Demandes formées par la femme	544	28	49	326	50	20	109	183	53	124	23
c) Demandes formées par consentement mutuel	289	10	24	147	20	-	37	73	26	37	2

DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1961)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
100	116	155	28	26	497	68	152	38	33	40	6	9	129	39	5.272
91	88	133	26	18	456	61	132	35	31	39	6	9	101	34	4.797
7	26	13	2	4	41	7	11	2	2	1	-	-	18	5	414
2	2	9	-	4	-	-	9	1	-	-	-	-	10	-	61
57	53	88	9	15	203	38	75	19	10	15	-	9	59	18	2.429
48	33	68	8	8	164	31	55	16	8	14	-	9	34	14	1.981
9	20	20	1	7	39	7	20	3	2	1	-	-	25	4	448
14	20	23	8	2	65	6	21	3	5	-	1	-	16	5	712
14	16	23	7	2	65	6	21	3	5	-	1	-	16	5	707
-	4	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
23	29	39	10	7	96	11	24	14	15	21	2	-	40	10	1.220
23	26	37	10	7	96	11	24	14	15	21	2	-	37	9	1.203
-	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	17
-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	2	13
-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	2	10
-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
6	14	5	1	1	133	12	32	2	3	4	2	-	14	4	898
6	13	5	1	1	131	12	32	2	3	4	2	-	14	4	895
-	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
44	46	72	12	11	178	29	54	20	17	24	2	5	64	20	2.260
50	56	78	15	14	186	27	66	16	13	12	2	4	51	15	2.114
6	14	5	1	1	133	12	32	2	3	4	2	-	14	4	898

Tableau 2. - DIVORCES - MENAGES

EN INSTANCE (ANNEE 1961)

SPECIFICATIONS	DIVORCES - MENAGES											EN INSTANCE (ANNEE 1961)																
	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Andenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume	
1. Nombre de ménages en instance :																												
1. Total des demandes	1.353	69	138	795	119	37	322	521	151	281	50	100	116	155	28	26	497	68	152	38	33	40	6	9	129	39	5.272	
2. Demandes doubles à décompter	76	-	18	64	16	5	21	27	10	12	6	17	21	18	5	3	36	6	19	-	-	2	-	1	15	2	400	
3. Nombre de ménages en instance	1.277	69	120	731	103	32	301	494	141	269	44	83	95	137	23	23	461	62	133	38	33	38	6	8	114	37	4.872	
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :																												
a) Pas ou plus d'enfants	635	30	42	287	35	10	140	279	42	121	12	33	29	56	6	7	235	19	37	6	17	13	3	1	34	18	2.127	
b) 1 enfant	407	22	47	278	36	14	77	126	55	87	20	26	30	48	4	7	149	21	46	8	3	13	2	5	41	10	1.580	
c) 2 enfants	178	8	17	118	15	5	49	48	26	39	8	20	22	22	6	7	49	16	31	8	6	7	-	1	21	1	728	
d) 3 enfants	34	3	9	34	10	1	23	23	9	13	3	1	6	5	4	2	16	4	10	6	1	1	1	-	13	4	236	
e) 4 enfants	18	1	3	14	4	1	9	9	4	7	-	1	6	4	3	-	6	2	6	3	-	1	-	-	3	3	108	
f) 5 enfants	2	2	2	6	1	-	-	6	1	1	-	2	-	1	-	-	4	-	2	1	1	2	-	1	1	-	36	
g) 6 enfants et plus	3	3	-	12	2	-	3	3	4	1	1	-	2	1	-	-	2	-	1	4	-	1	-	-	1	1	46	
h) Situation inconnue	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	5	-	-	-	-	-	11	
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage																												
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	17	24	1	7	69	9	29	3	1	5	-	1	15	3	747	
b) De 1 à moins de 5 ans	150	12	20	164	16	3	51	77	19	28	9	20	35	41	10	2	156	16	31	9	11	19	2	4	32	10	1.468	
c) De 5 à moins de 10 ans	378	18	39	236	39	14	63	159	40	75	9	32	24	46	8	11	169	32	56	18	14	13	3	3	51	21	1.940	
d) De 10 à moins de 20 ans	547	26	49	230	36	12	132	207	62	123	15	12	16	16	2	2	50	4	11	8	1	1	-	-	11	3	631	
e) De 20 à moins de 30 ans	156	11	7	82	6	3	40	31	16	35	7	5	2	9	1	1	15	1	6	-	1	-	-	-	4	-	161	
f) De 30 à moins de 40 ans	43	2	5	15	6	-	14	17	3	8	3	-	1	1	1	-	2	-	-	-	-	-	1	-	1	-	14	
g) De 40 à moins de 50 ans	3	-	-	1	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
i) Durée inconnue	-	-	-	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	9	

Tableau 3. - SEPARATIONS DE CORPS-COMP-TE DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1961)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
Nombre total de demandes :	49	6	5	21	4	5	18	2	17	21	6	4	3	16	5	3	28	13	13	2	1	1	4	1	12	7	267
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :																											
a) Demandes accueillies	39	5	5	19	2	5	15	2	11	17	3	4	2	10	4	2	24	11	9	2	1	1	2	1	8	5	209
b) Demandes rejetées	10	1	-	2	2	-	3	-	3	4	3	-	1	5	1	-	4	2	3	-	-	-	2	-	1	2	49
c) Demandes abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	3	-	9
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :																											
a) Excès, sévices ou injures graves :																											
1. Demandes accueillies	34	5	2	9	3	3	13	1	12	17	3	3	3	12	5	3	19	8	8	1	-	-	4	1	11	7	187
2. Demandes rejetées et abandonnées	24	4	2	8	1	3	10	1	6	13	-	3	2	7	4	2	15	6	4	1	-	-	2	1	7	5	131
b) Adultère du mari :																											
1. Demandes accueillies	10	1	-	1	2	-	3	-	6	4	3	-	1	5	1	1	4	2	4	-	-	-	2	-	4	2	56
2. Demandes rejetées et abandonnées	13	1	1	10	1	2	2	1	1	3	2	1	-	2	-	-	6	4	3	1	1	1	-	-	1	-	57
c) Adultère de la femme :																											
1. Demandes accueillies	13	1	1	9	1	2	2	1	1	3	2	1	-	2	-	-	6	4	3	1	1	1	-	-	1	-	56
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
c) Adultère de la femme :																											
1. Demandes accueillies	2	-	2	2	-	-	3	-	4	1	1	-	-	2	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	23
2. Demandes rejetées et abandonnées	2	-	2	2	-	-	3	-	4	1	1	-	-	1	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	22
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :																											
a) Demandes form. par le mari	9	-	2	4	2	-	8	-	5	2	1	1	-	6	-	1	5	4	4	-	-	-	2	1	4	3	64
b) Demandes form. par la femme	40	6	3	17	2	5	10	2	12	19	5	3	3	10	5	2	23	9	9	2	1	1	2	-	8	4	203

S T A T I S T I Q U E

d e s

A D O P T I O N S

ANNEE 1961

ADOPTIONS HOMOLOGUEES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE - ANNEE 1961

ARRONDISSEMENTS	Adoptants				Adoptés													
	Hommes seuls	Femmes seules	Eoux	Au total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		Total des adoptés			
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	49	47	166	262	56	44	31	37	31	34	20	16	27	32	165	163	328	
Louvain	7	10	7	24	3	3	2	2	2	1	1	1	7	5	15	12	27	
Nivelles	10	9	13	32	7	5	5	2	1	7	4	4	4	3	21	21	42	
Anvers	19	15	82	116	38	20	18	18	11	8	6	8	8	5	81	59	140	
Malines	2	1	11	14	-	2	2	1	4	7	-	-	2	3	8	13	21	
Turnhout	3	6	6	15	3	3	3	1	1	2	-	-	2	4	9	10	19	
Mons	12	9	38	59	10	8	7	6	11	10	1	5	4	6	33	35	68	
Charleroi	13	12	49	74	11	11	14	9	11	14	3	2	8	6	47	42	89	
Tournai	7	6	14	27	3	6	2	3	10	6	3	4	1	4	19	23	42	
Gand	8	12	28	48	4	5	4	7	5	4	3	2	9	5	25	23	48	
Audenarde	6	5	4	15	1	1	2	1	1	2	-	-	5	7	9	11	20	
Termonde	9	6	14	29	3	5	2	2	5	2	1	1	6	4	17	14	31	
Bruges	6	4	12	22	3	3	1	4	1	1	3	1	2	6	10	15	25	
Courtrai	8	6	10	24	6	2	3	2	3	1	1	4	5	3	18	12	30	
Furnes	6	3	3	12	-	-	5	3	1	2	4	-	3	2	13	7	20	
Ypres	-	2	3	5	-	-	3	-	1	-	1	-	1	1	6	1	7	
Liège	24	21	70	115	21	14	13	16	17	20	6	7	7	13	64	70	134	
Huy	8	6	15	29	2	3	4	1	3	3	2	3	7	6	18	16	34	
Verviers	7	8	40	55	6	20	6	8	2	10	4	3	6	4	24	45	69	
Tongres	2	3	10	15	-	2	1	3	2	1	1	3	1	1	5	10	15	
Hasselt	2	5	9	16	3	5	2	4	1	2	-	1	-	5	6	17	23	
Arlon	2	3	4	9	2	1	1	1	1	-	2	-	-	1	6	3	9	
Marche-en-Famenne	-	2	6	8	2	-	1	1	1	-	-	-	3	1	7	2	9	
Neufchâteau	1	2	-	3	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	1	2	3	
Namur	12	10	19	41	8	4	1	2	6	7	4	5	5	4	24	22	46	
Dinant	6	1	3	10	-	-	-	3	-	1	2	-	4	1	6	5	11	
Par ressort de Cour d'appel de :																		
Bruxelles	122	115	386	623	131	102	84	79	82	89	38	40	63	68	398	378	776	
Gand	43	38	74	155	18	16	20	19	17	12	13	8	31	28	99	83	182	
Liège	64	61	176	301	44	49	29	40	34	44	21	22	33	37	181	192	353	
Le Royaume	229	214	636	1.079	193	167	133	138	133	145	72	70	127	133	658	653	1.311	
RECAPITULATION																		
Totaux pour le Royaume en :																		
1960	231	196	629	1.056	182	149	138	133	164	182	66	71	93	112	643	647	1.290	
1959	271	217	716	1.204	175	205	168	176	205	199	64	53	120	134	732	767	1.499	
1958	251	200	397	848	140	154	124	118	121	102	38	36	92	125	515	535	1.050	
1957	319	232	197	748	111	87	90	73	110	95	38	37	122	131	471	423	894	
1956	293	246	234	773	108	121	107	107	81	86	40	37	126	135	462	486	948	
1955	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770	
1954	307	203	173	683	80	77	118	83	55	61	39	35	123	121	415	377	792	
1953	288	197	208	693	73	84	101	88	55	56	39	41	125	143	393	412	805	
1952	281	177	215	673	82	101	94	81	59	55	26	32	118	145	379	414	793	

STATISTIQUE

du

VAGABONDAGE et de la MENDICITE

ANNEE 1961

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1er. - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Article 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Article 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Article 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subsides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Article 5. - Les individus âgés de - de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Article 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Article 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Article 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Article 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Article 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Article 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Article 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Article 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Article 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Article 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Article 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

TABLEAU N° 1. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1961

ETABLISSEMENTS	Entrées						Sorties					Popu- lation au 31 décembre	Popu- lation moyenne		
	Entrées réelles			Total	Entrées par trans- fert	Entrées après éva- sion	Total des entrées	Elargis	Trans- férés	Evadés	Décédés			Total	
	En vertu d'une au- torisation de l'au- torité communale ou de Ministère de la Justice	Article 13	Article 14												Article 16
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes															
Dépôt de Wortel	-	463	-	-	463	102	3	568	134	406	4	3	547	144	131
Refuge de Wortel	2	-	-	937	939	155	6	1.100	443	676	5	9	1.133	222	250
Totaux :	2	463	-	937	1.402	257	9	1.668	577	1.082	9	12	1.680	366	381
Femmes															
Dépôt de Sint-Andries	-	12(1)	-	-	12	17	1	30	17(5)	22	1	1	41	18(3)	26
Refuge de Sint-Andries	-	-	-	7(2)	7	75(3)	-	82	51(4)	30	-	-	81	33(3)	34
Totaux :	-	12	-	7	19	92	1	112	68	52	1	1	122	51	60
Totaux généraux :	2	475	-	944	1.421	349	10	1.780	645	1.134	10	13	1.802	417	441

(1) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

(2) Non compris 7 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

(3) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

(4) Non compris 9 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement, mais y compris 3 femmes colloqués.

(5) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement, mais y compris 2 hommes colloqués.

TABLEAU N° 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1961

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
Hommes						
Dépôt de Wortel	6	13	16	29	80	144
Refuge de Wortel	38	18	29	51	86	222
Totaux :	44	31	45	80	166	366
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	7	2	2	1	6	18
Refuge de Sint-Andries	17	9	-	2	5	33
Totaux :	24	11	2	3	11	51
Totaux généraux :	68	42	47	83	177	417
Pourcentages						
Hommes						
Dépôt de Wortel	4,2	9,0	11,1	20,1	55,6	100,0
Refuge de Wortel	17,1	8,1	13,1	23,0	38,7	100,0
Totaux :	12,0	8,5	12,3	21,9	45,3	100,0
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	38,9	11,1	11,1	5,6	33,3	100,0
Refuge de Sint-Andries	51,5	27,3	-	6,1	15,1	100,0
Totaux :	47,0	21,6	3,9	5,9	21,6	100,0
Totaux généraux :	16,3	10,1	11,3	19,9	42,4	100,0

TABLEAU N° 3 - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1961

ETABLISSEMENTS	De 18 à -	De 21 à -	De 25 à -	De 30 à -	De 35 à -	De 40 à -	De 45 à -	De 50 à -	De 55 à -	De 60 à -	De 70 ans	Total
	de 21 ans	de 25 ans	de 30 ans	de 35 ans	de 40 ans	de 45 ans	de 50 ans	de 55 ans	de 60 ans	et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Chiffres absolus												
Hommes												
Dépôt de Wortel	-	12	14	23	7	6	21	25	26	6	4	144
Refuge de Wortel	1	6	9	30	4	50	30	55	28	5	4	222
Totaux :	1	18	23	53	11	56	51	80	54	11	8	366
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	1	5	2	-	1	-	1	2	-	2	4	18
Refuge de Sint-Andries	-	9	6	6	2	-	4	1	1	4	-	33
Totaux :	1	14	8	6	3	-	5	3	1	6	4	51
Totaux généraux :	2	32	31	59	14	56	56	83	55	17	12	417
Pourcentages												
Hommes												
Dépôt de Wortel	-	8,3	9,7	16,0	4,9	4,2	14,6	17,3	18,0	4,2	2,8	100,0
Refuge de Wortel	0,5	2,7	4,1	13,5	1,8	22,5	13,5	24,8	12,6	2,2	1,8	100,0
Totaux :	0,3	4,9	6,3	14,5	3,0	15,3	13,9	21,9	14,7	3,0	2,2	100,0
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	5,6	27,7	11,1	-	5,6	-	5,6	11,1	-	11,1	22,2	100,0
Refuge de Sint-Andries	-	27,3	18,2	18,2	6,1	-	12,1	3,0	3,0	12,1	-	100,0
Totaux :	2,0	27,4	15,6	11,8	5,9	-	9,8	5,9	2,0	11,8	7,8	100,0
Totaux généraux :	0,5	7,7	7,4	14,1	3,4	13,4	13,4	19,9	13,2	4,1	2,9	100,0

Tableau n° 4. - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS
- 1961 -

A. - Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 12 à 15 mois	De 15 à 18 mois	De 18 à 21 mois	De 21 à 24 mois	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	De 5 à 6 ans	De 6 à 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	16	1	-	-	-	-	-	17
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	34	15	22	14	2	3	1	1	-	-	-	-	-	-	92
de 2 à 3 ans	4	2	5	2	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	17
de 3 à 4 ans	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
de 4 à 7 ans	1	1	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	350	31	15	6	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	406
Evadés	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Décédés	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Totaux :	395	51	43	24	8	5	2	17	2	-	-	-	-	-	547
Femmes															
Elargies par expiration de terme	-	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	-	-	2	4	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	6
de 2 à 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
de 3 à 4 ans	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
de 4 à 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	3	5	6	3	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	22
Evadées	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Colloquées	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Renvoyées par mesure disciplinaire :															
Totaux :	3	7	11	9	7	1	-	1	-	1	-	-	-	1	41

Tableau 4 - 1961 (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	Total
Hommes																				
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	12	543	46	25	19	16	6	4	3	4	3	2	1	1	2	2	2	4	4	44
Evadés	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123
Décédés	-	-	-	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	676
Renvoyés par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1891	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Femmes																				
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargies par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	-	-	-	6	7	4	2	2	1	4	3	2	2	2	2	2	2	4	4	44
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	676
Renvoyées par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Total	557	557	87	84	91	72	59	36	29	20	14	16	17	22	29	1.133	1.082	51	19	1.133
Elargies par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Elargies par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Transférées	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Renvoyées par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Total	1	1	7	9	10	14	7	6	4	4	8	1	1	10	22	1.133	1.082	51	19	1.133

STATISTIQUE

de la

PROTECTION DE L'ENFANCE

ANNEE 1961

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABLEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE
- ARTICLE 1er, 3 et 4.

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (Article 1er)		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
			En tout		En partie					
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
A. Première instance										
Bruxelles	12	8	70	64	7	14	89	86	-	-
Louvain	2	-	-	-	-	-	2	-	4	4
Nivelles	2	-	3	2	1	2	6	4	-	-
Anvers	15	5	17	13	2	7	34	25	-	-
Malines	6	1	9	6	-	-	15	7	3	6
Turnhout	1	-	2	3	-	-	3	3	-	-
Mons	7	4	10	12	-	-	17	16	3	2
Charleroi	10	5	18	10	6	4	34	19	34	20
Tournai	3	2	12	8	-	-	15	10	-	2
Gand	12	2	13	12	-	-	25	14	7	7
Audenarde	3	-	12	9	-	-	15	9	-	-
Termonde	4	-	14	11	-	-	18	11	8	5
Bruges	9	2	16	16	-	-	25	18	-	-
Courtrai	2	-	21	16	-	-	23	16	-	1
Furnes	-	-	10	7	-	-	10	7	-	1
Ypres	6	-	2	2	-	-	8	2	1	-
Liège	6	-	38	30	3	5	47	35	1	-
Huy	-	-	5	9	1	1	6	10	45	49
Verviers	-	-	8	7	6	6	14	13	8	8
Tongres	-	-	7	4	-	-	7	4	7	4
Haselt	1	-	2	1	-	-	3	1	2	2
Arlon	-	-	1	2	-	-	1	2	4	2
Marche-en-Fam.	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Neufchâteau	1	1	-	1	-	-	1	2	2	2
Namur	-	1	22	18	-	-	22	19	1	1
Dinant	2	-	7	10	-	1	9	11	-	-
Totaux :	105	31	319	273	26	40	450	344	130	116
B. Appel										
Bruxelles	-	-	-	-	1	1	1	1	1	-
Gand	-	-	5	3	-	-	5	3	-	-
Liège	-	-	4	4	-	-	4	4	-	-
Totaux :	-	-	9	7	1	1	10	8	1	-

TABLEAU 2. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTEGRES DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE
PATERNELLE - ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS	Demandes en réintégration accueillies								Demandes en réintégration rejetées	
	Déchéance de droit (Art. 1er)		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)			
	Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
A. Première instance										
Bruxelles	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	-	2	3	2	3	-	1
Malines	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	1	-	2	-	-	-	3	1	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	1	1	-	2	-	-	1	3	-	-
Courtrai	-	-	-	-	1	1	1	1	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	2	-	-	-	2	1	2
Huy	-	1	-	1	-	-	-	2	-	-
Verviers	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	1	1	-	-	1	1	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Fam.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	1	3	4	12	3	4	8	19	3	7
B. Appel										
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-

TABLEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE
MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS. - NATURE DES DECISIONS
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS - ARTICLE 5 et 6

NATURE DES DECISIONS	Enfants confiés à la mère		Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée		Total par sexe		TOTAL GENERAL
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
							1	2	3	4	5	6	7	8
I. Mesure de garde	7	1	272	255	279	256	535
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille	61	70	227	283	288	353	641
B. Du tribunal	45	35	438	418	483	453	936
III. Décisions modificatives	25	32	553	557	578	589	1.167
TOTAUX :	138	138	1.490	1.513	1.628	1.651	3.279

TABLEAU 4. - DECISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES A LA DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COURS D'APPEL	Confirmatives						Infirmatives										
	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	Total		déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	Total
	en tout	en partie						en tout	en partie								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Bruxelles	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	
Gand	5	-	-	-	-	-	1	6	-	-	-	-	-	-	-	-	
Liège	7	-	-	3	-	-	-	10	1	-	-	-	-	-	-	1	
TOTAL	12	1	1	3	-	-	1	18	1	-	-	-	-	-	-	1	

Tableau 5. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT DE LA
DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET SFE-

POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE, DES PLACEMENTS FAMILIAUX,
CIAUX PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT.

NATURE DU PLACEMENT	Entrés		Sortis								Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1er janvier	Entrés pend- ant l'année	Total	Mineurs qui ont été soumis à une autre mesure ou ren- dus à leurs parents	Evadés	Décé- dés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés	Par expri- ation de terme	Trans- férés dans un autre établis- sement de l'Etat	Total des sortis	Moins de 1 an	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total des mineurs restant au 31 décembre
														an à - de 2 ans	ans à - de 3 ans	ans à - de 4 ans	ans à - de 5 ans	ans à - de 6 ans	ans à - de 7 ans	ans à - de 8 ans	ans à - de 9 ans	ans à - de 10 ans	ans et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Placements familiaux																								
Garçons	756	253	1.009	99	-	-	-	6	-	42	-	147	806	135	129	91	72	70	48	30	19	13	49	862
Filles	791	264	1.055	113	-	-	-	-	1	36	-	150	215	131	134	104	80	80	46	32	21	12	50	905
Ensemble :	1.547	517	2.064	212	-	-	-	6	1	78	-	297	521	266	263	195	152	150	94	62	40	25	99	1.767
Placem. au trav. chez un part.																								
Garçons	140	66	206	24	-	-	-	8	-	23	-	55	57	38	17	14	13	8	3	1	-	-	-	151
Filles	302	175	477	83	-	-	-	-	-	75	-	158	148	79	36	23	20	5	4	2	1	-	1	319
Ensemble :	442	241	683	107	-	-	-	8	-	98	-	213	205	117	53	37	42	13	7	3	1	-	1	470
Etablissements d'éducation pri- vés :																								
Garçons	2.352	627	2.979	370	4	2	-	35	2	34	-	447	549	412	353	271	239	181	165	121	91	44	106	2.532
Filles	2.191	635	2.826	204	1	2	3	-	2	36	-	248	629	396	346	268	208	175	149	95	115	51	146	2.578
Ensemble :	4.543	1.262	5.805	574	5	4	3	35	4	70	-	695	1.178	808	699	539	447	356	314	216	206	95	252	5.110
Etablissements spéciaux privés :																								
Garçons	422	119	541	92	-	-	-	-	-	8	-	100	84	95	63	43	35	21	21	26	15	12	26	441
Filles	435	103	538	69	-	-	-	-	-	13	-	82	82	93	53	42	45	29	24	21	18	15	34	456
Ensemble :	857	222	1.079	161	-	-	-	-	-	21	-	182	166	188	116	85	80	50	45	47	33	27	60	897
Etablissements d'éducation de l'Etat :																								
Garçons	12	16	28	12	-	-	-	-	-	1	3	16	9	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Filles	22	14	36	21	1	-	-	-	-	1	-	22	8	4	1	1	-	-	-	-	-	-	-	14
Ensemble :	34	30	64	33	1	-	-	-	-	2	3	38	17	6	2	1	-	-	-	-	-	-	-	26
Etablissements spéciaux de l'Etat :																								
Garçons	3	19	22	7	-	-	3	-	1	-	6	17	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Filles	6	21	27	8	-	-	1	-	-	-	11	20	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Ensemble :	9	40	49	15	-	-	4	-	1	-	17	37	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Total :																								
Garçons	2.685	1.100	4.785	604	4	2	3	49	3	108	9	782	910	682	563	419	359	280	237	178	125	69	181	4.003
Filles	3.747	1.212	4.959	498	2	2	4	-	3	160	11	680	1.089	703	570	438	353	289	223	150	155	78	231	4.279
Ensemble :	7.432	2.312	9.744	1.102	6	4	7	49	6	268	20	1.462	1.999	1.385	1.133	857	712	569	460	328	280	147	412	8.282

TABLEAU 6. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement abandonnés, par les comités de patronage et les sociétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	éducation	Total			
1	279	139	418	534	38	572	148	19	167	2	2	4	1.161	149	16
Bruxelles	4	22	26	98	1	99	16	-	16	-	1	1	142	-	-
Louvain	19	26	45	81	3	84	54	2	56	1	1	1	186	14	1
Nivelles	31	113	144	388	14	402	48	12	60	-	-	-	606	22	-
Anvers	33	54	87	233	2	235	14	5	19	1	3	344	6	-	9
Malines	3	12	15	85	-	85	6	-	6	-	1	107	-	-	-
Turnhout	41	26	67	256	9	265	60	5	65	1	3	401	9	-	-
Mons	139	125	264	639	15	654	46	12	58	2	2	978	85	-	-
Charleroi	18	25	43	151	10	161	25	4	29	-	1	234	98	-	-
Tournai	44	43	87	191	15	206	30	5	35	-	-	328	13	-	7
Gand	10	36	46	171	1	172	18	5	23	-	2	243	12	-	-
Audenarde	7	40	47	247	9	256	21	7	28	-	-	331	12	-	-
Termonde	13	64	77	188	27	215	17	4	21	1	3	266	-	-	-
Bruges	35	40	75	249	17	266	58	10	68	-	-	409	10	-	-
Courtrai	20	26	46	117	5	122	14	1	15	-	-	183	-	-	-
Furnes	8	22	30	79	14	93	18	1	19	-	1	143	7	-	-
Ypres	148	169	307	529	9	538	96	2	98	3	11	954	-	-	-
Liège	15	19	34	106	2	108	8	1	9	-	-	151	61	-	-
Huy	37	26	63	155	4	159	27	1	28	-	-	250	1	-	-
Verviers	10	10	20	35	-	35	13	-	13	-	-	68	-	-	-
Tongres	4	32	36	54	2	56	4	-	4	-	-	96	4	-	-
Hasselt	11	13	24	37	-	37	8	4	12	-	-	73	1	-	-
Arlon	21	9	30	1	-	1	-	-	-	-	-	31	6	-	-
Marche-en-famenne	4	9	13	20	-	20	9	-	9	1	1	43	3	-	-
Neufchâteau	103	47	155	180	6	186	32	2	34	-	2	377	15	-	-
Namur	-	38	38	130	3	133	4	1	5	-	1	177	12	-	-
Dinant	1.062	1.175	2.237	4.904	206	5.110	794	103	897	12	26	38	8.282	540	18
TOTAUX :															

TABLEAU 7. - MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicés dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier						Implicés dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour						Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
	mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupation et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles				
1	250	37	348	264	520	178	167	151	2.798	580	1.173	4.083	1.210	
Bruxelles	7	3	-	-	56	44	20	10	613	147	201	696	204	
Louvain	9	8	7	4	144	43	-	20	420	58	125	580	133	
Nivelles	71	27	35	7	319	220	32	74	2.442	528	829	2.899	856	
Anvers	66	38	2	-	24	12	21	10	698	290	312	811	350	
Malines	26	9	3	-	5	7	-	-	2.052	714	721	2.086	730	
Turnhout	41	23	21	18	35	46	57	93	1.289	226	383	1.443	406	
Mons	58	36	40	22	50	57	39	82	1.348	110	271	1.535	307	
Charleroi	11	5	9	7	83	25	-	32	372	124	188	475	193	
Tournai	89	27	59	39	87	50	39	48	1.631	465	602	1.905	629	
Gand	12	8	2	-	23	11	-	9	604	162	182	641	190	
Audenarde	35	28	2	-	30	31	11	46	1.077	453	530	1.155	558	
Termonde	52	28	80	53	37	25	60	127	1.457	627	832	1.686	860	
Bruges	63	20	43	19	40	40	142	144	1.017	258	461	1.305	481	
Courtrai	24	11	-	3	18	31	1	14	484	117	503	527	176	
Furnes	58	11	-	-	6	3	-	372	1.597	155	158	436	169	
Ypres	79	17	98	64	47	31	104	183	1.846	301	579	1.925	596	
Liège	31	8	6	6	15	5	8	2	426	102	455	486	123	
Huy	32	11	5	1	62	46	-	6	415	61	114	514	125	
Verviers	67	39	2	-	27	27	68	12	1.194	441	480	1.368	519	
Tongres	15	8	4	1	37	33	-	6	1.797	699	739	1.853	747	
Hasselt	21	9	7	4	19	12	4	1	205	31	48	256	57	
Arlon	29	15	-	-	13	5	11	10	104	26	128	157	56	
Marche-en-famenne	11	8	2	-	11	6	2	13	131	34	146	157	61	
Neufchâteau	17	2	21	14	25	15	14	34	528	96	588	605	161	
Namur	-	-	-	-	12	16	2	13	326	75	340	340	104	
Dinant	1.174	436	796	526	1.745	1.019	802	1.140	25.397	6.880	28.740	29.914	10.001	
TOTAUX :														

TABLEAU 8. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déférés au juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1										
Bruxelles	3.230	916	2	1	699	257	152	36	4.083	1.210
Louvain	605	172	10	3	72	21	9	8	696	204
Nivelles	489	101	-	-	72	23	19	9	580	183
Anvers	2.310	627	1	2	418	193	170	34	2.899	856
Malines	649	256	-	-	45	27	117	67	811	350
Turnhout	1.980	702	-	-	63	20	43	8	2.086	730
Mons	1.223	301	-	-	168	90	52	15	1.443	406
Charleroi	1.325	184	2	-	182	108	26	15	1.535	307
Tournai	365	152	11	2	87	31	12	8	475	193
Gand	1.523	467	6	-	286	122	90	40	1.905	629
Audenarde	562	153	-	-	68	29	11	8	641	190
Termonde	890	363	-	3	171	70	94	122	1.155	558
Bruges	1.454	734	1	-	144	94	87	32	1.686	860
Courtrai	980	413	2	-	226	47	97	21	1.305	481
Furnes	460	162	-	-	63	9	4	5	527	176
Ypres	362	121	-	-	31	26	43	22	436	159
Liège	1.554	468	1	-	251	107	119	21	1.925	596
Huy	329	60	-	-	140	55	17	8	486	123
Verviers	343	88	5	-	140	29	26	8	514	125
Tongres	1.159	468	1	1	95	23	103	27	1.358	519
Hasselt	1.647	679	-	-	158	49	48	19	1.853	747
Arlon	158	39	6	5	32	7	60	6	256	57
Marche-en-Famenne	118	47	-	1	21	4	18	4	157	56
Neufchâteau	151	53	-	-	1	1	6	7	157	51
Namur	490	125	-	-	83	26	32	10	605	161
Dinant	181	55	-	5	159	44	-	-	340	104
Totaux :	24.537	7.906	48	23	3.874	1.512	1.455	560	29.914	10.001

TABLEAU 9. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER

RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déférés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1er janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	1	-	2	1	3	1	-	-	2	1	1	-
Louvain	3	-	10	3	13	3	3	1	7	2	3	-
Nivelles	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Anvers	-	-	1	2	1	2	-	1	1	-	-	1
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	2	-	1	-	3	-	2	-	1	-	-	-
Tournai	-	-	11	2	11	2	-	-	11	2	-	-
Gand	-	-	6	-	6	-	-	-	4	-	2	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	3	-	3	-	2	-	1	-	-
Bruges	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Courtrai	-	-	2	-	2	-	1	-	1	-	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	2	-	5	-	7	-	2	-	5	-	-	-
Tongres	-	-	1	1	1	1	-	-	1	1	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	13	1	6	5	19	6	13	1	6	-	-	5
Marche-en-Famenne	6	1	-	1	6	2	-	1	6	1	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	3	2	-	-	3	2	3	2	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	5	-	5	-	-	-	5	-	-
Totaux :	31	4	48	23	79	27	24	8	48	13	7	6

TABLEAU 10. - MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES - DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLES 28, 29, 30 ET 32. § 5.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées												Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de																		
	Mineurs confiés à une société ou institution de l'Etat						Mineurs confiés à un établissement de l'Etat						Mineurs gardés dans une maison d'arrêt						Total												
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution de l'Etat		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs confiés à une société ou institution de l'Etat		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total				
	G. (*)	F. (*)	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25							
Bruxelles	8	7	155	85	8	3	20	1	191	96	23	8	85	40	42	34	17	4	-	-	-	-	-	167	86						
Louvain	-	-	10	8	-	-	1	-	11	8	-	1	1	1	5	4	1	-	-	2	-	-	-	8	7						
Nivelles	-	1	5	8	1	-	-	-	7	9	-	4	1	1	2	2	2	1	-	2	-	-	-	8	6						
Anvers	6	2	40	30	-	-	21	2	67	34	17	6	10	7	16	19	7	6	-	-	-	-	-	50	38						
Malines	-	-	-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2						
Turnhout	-	-	1	4	-	-	-	-	1	4	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2						
Mons	1	-	22	27	11	1	5	1	39	29	-	2	-	-	8	13	10	3	2	1	1	-	-	21	19						
Charleroi	5	6	25	48	3	-	1	-	35	54	2	8	9	9	38	39	3	3	-	-	-	-	-	51	51						
Tournai	2	-	12	13	2	-	2	-	18	13	2	1	4	4	5	4	1	1	3	1	-	-	-	15	11						
Gand	9	7	29	38	-	-	6	2	44	47	9	3	3	5	24	25	6	6	3	5	1	-	-	46	46						
Audenarde	1	-	4	1	-	-	1	-	6	1	2	5	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	8	2						
Termonde	-	1	1	5	-	-	1	-	2	6	-	1	1	2	2	2	-	-	1	-	-	-	-	1	6						
Bruges	-	1	10	15	-	-	1	-	11	15	1	1	4	3	4	4	2	1	-	-	-	-	-	11	9						
Courtrai	-	1	1	6	-	-	1	-	2	7	-	-	1	1	4	3	-	-	-	-	-	-	-	5	4						
Furnes	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-						
Ypres	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	-	1	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4					
Liège	-	1	10	20	1	-	12	3	23	24	4	6	2	2	8	2	6	2	2	2	-	-	-	-	22	13					
Huy	-	1	9	10	5	1	5	-	19	12	3	-	3	2	6	2	2	-	-	-	-	-	-	-	14	4					
Verviers	-	-	3	2	-	-	1	-	4	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1					
Tongres	2	1	8	10	-	-	-	-	10	11	3	1	2	2	4	-	-	2	-	-	-	-	-	-	9	5					
Hasselt	-	-	-	7	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3						
Arlon	-	1	2	2	-	-	7	-	9	3	-	-	-	-	1	1	4	-	-	2	-	-	-	-	7	1					
Marche-en-Famen-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	3						
ne	-	-	2	-	-	-	1	-	3	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	3					
Neufchâteau	-	-	3	3	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	3				
Namur	-	1	15	8	1	-	1	-	18	9	-	5	1	1	13	2	2	3	-	-	-	-	-	-	20	3					
Dinant	-	2	5	11	5	-	-	-	13	14	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2					
Totaux :	35	33	375	367	38	5	87	9	536	414	67	30	138	85	181	160	68	35	14	14	5	4	475	328							

(*) G. = Garçons - F. = Filles.

Tableau 10. II. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES, DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN - ARTICLE 21 § 1er

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées												Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de											
	Mineurs confiés à un particulier						Mineurs confiés à une société ou institution privée						Mineurs confiés à un établissement de l'Etat						Total					
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total			
	G. *	F. *	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23		
Bruxelles	-	-	29	7	72	16	101	23	3	-	7	2	17	11	3	1	-	-	-	-	-	-		
Louvain	-	-	-	6	6	3	6	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-		
Nivelles	-	-	-	8	8	2	8	2	1	-	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-		
Anvers	-	-	1	2	27	4	28	6	2	-	15	2	6	4	2	1	-	-	-	-	-	-		
Malines	-	-	-	-	3	1	3	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-		
Turnhout	-	-	-	-	4	-	4	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Mons	-	-	-	-	20	4	20	7	-	-	-	4	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-		
Charleroi	-	-	2	1	14	7	16	8	-	-	-	-	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-		
Tournai	-	-	-	1	5	1	5	2	-	2	1	2	2	2	1	-	-	-	-	1	-	-		
Gand	-	-	-	1	22	-	22	1	-	-	2	1	5	2	2	-	-	-	-	-	-	-		
Audenarde	-	-	-	-	7	-	7	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-		
Termonde	-	-	-	-	17	-	17	-	2	-	-	-	5	4	-	-	-	-	-	-	-	-		
Bruges	-	-	-	-	5	3	5	4	-	-	4	1	1	4	1	-	-	-	-	-	-	-		
Courtrai	-	-	-	2	20	5	20	7	2	-	-	-	3	4	-	-	-	-	-	-	-	-		
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Ypres	-	-	-	-	2	8	2	8	-	1	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Liège	-	-	-	1	23	12	23	13	-	-	1	1	3	4	2	5	1	-	-	-	-	-		
Huy	-	-	-	-	10	2	10	2	1	-	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-		
Verviers	-	-	-	-	6	5	6	5	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Tongres	-	-	-	-	9	2	9	2	-	-	1	-	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-		
Hasselt	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Arlon	-	-	-	-	3	1	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Marche-en-Famen-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
ne	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Neufchâteau	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Namur	-	-	-	-	2	1	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Dinant	-	-	-	-	2	5	2	5	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-		
Totaux :	-	-	32	19	296	79	328	98	12	2	37	11	64	42	18	8	1	-	-	1	132	64		

* G. = Garçons - F. = Filles

TABLEAU 11. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison des faits distincts ne sont comptés qu'une seule fois

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et ren- dus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une société de charité ou pri- (Art. 13)
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Première instance									
Bruxelles	436	179	3	-	104	49	13	6	105
Louvain	64	19	-	1	27	5	-	1	14
Nivelles	55	17	2	2	27	1	-	-	6
Anvers	249	110	-	2	64	19	5	6	30
Malines	25	26	4	8	9	7	-	-	-
Turnhout	39	14	-	-	24	8	-	-	2
Mons	158	70	-	-	38	12	1	-	18
Charleroi	110	72	4	-	21	1	10	2	54
Tournai	52	35	-	-	15	9	1	1	14
Gand	185	121	17	12	60	20	6	11	38
Audenarde	58	28	-	-	39	15	-	1	6
Termonde	15	11	-	2	-	-	-	-	3
Bruges	126	92	29	13	61	27	-	4	14
Coutrai	251	75	2	3	122	31	-	2	16
Furnes	10	2	-	-	10	2	-	-	-
Ypres	27	10	-	-	15	4	-	-	2
Liège	86	35	-	-	14	8	9	4	9
Huy	44	19	2	-	25	3	1	-	2
Verviers	13	5	-	-	3	-	-	-	1
Tongres	81	11	-	-	47	4	-	-	6
Hasselt	9	14	-	-	-	-	-	-	2
Arion	31	2	-	-	16	-	-	-	7
Marche-en-Famenne	12	3	-	-	7	3	2	-	1
Neufchâteau	2	3	-	-	-	-	-	-	2
Namur	70	12	2	-	37	2	-	-	17
Dinant	7	3	-	-	1	1	-	1	1
Totaux :	2.215	989	65	43	785	231	48	43	370
Appel									
Bruxelles	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Gand	2	2	-	1	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	2	3	-	1	-	1	-	-	-

ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

une société institution ou d'ensei- publique vée (Art. 14, 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure (Colonnes 6 à 17)		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation (Art. 37)	
	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
11	Garçons	Filles	Garçons	Filles	16	17	18	19	20	21
63	167	43	40	15	4	3	432	179	-	-
7	19	4	4	1	-	-	64	18	-	-
2	17	9	2	3	1	-	53	15	-	-
27	130	52	20	4	-	-	249	108	-	-
3	11	8	1	-	-	-	21	18	-	-
3	10	3	3	-	-	-	39	14	-	-
21	88	35	10	1	3	1	158	70	-	-
55	-	-	20	10	1	-	105	72	-	-
11	17	14	4	1	-	-	52	36	-	-
42	58	34	6	2	-	-	168	109	-	-
9	10	3	3	-	-	-	58	28	-	-
7	5	2	7	-	-	-	15	9	-	-
16	18	27	4	5	-	-	97	79	-	-
11	95	25	14	3	2	-	249	72	-	-
-	-	-	-	-	-	-	10	2	-	-
3	8	1	1	2	-	-	27	10	-	-
4	47	6	7	13	-	-	86	35	-	-
4	7	10	9	2	-	-	42	19	-	-
1	7	1	2	3	-	-	13	5	-	-
3	23	2	5	2	-	-	81	11	-	-
13	2	1	5	-	-	-	9	14	-	-
2	5	-	3	-	-	-	31	2	-	-
-	2	-	-	-	-	-	12	3	-	-
3	-	-	-	-	-	-	2	3	-	-
4	7	6	7	-	-	-	68	12	-	-
-	1	-	4	1	-	-	7	3	-	-
314	754	286	181	68	11	4	2.150	946	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
1	-	-	2	-	-	-	2	1	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	-	2	-	-	-	2	2	-	-

TABLEAU 12. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE. - ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 et 37

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont compris qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21 § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles				
																Garçons	Filles	Garçons
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	177	26	7	2	76	6	2	-	66	9	22	9	4	-	-	-	170	24
De 10 à moins de 11 ans	115	23	4	2	57	8	-	-	33	5	16	8	3	-	2	-	111	21
De 11 à moins de 12 ans	149	35	7	3	55	10	2	-	36	11	31	8	7	-	1	-	142	30
De 12 à moins de 13 ans	169	50	1	-	81	12	-	-	35	21	45	16	6	1	1	-	168	50
De 13 à moins de 14 ans	315	137	14	7	138	42	4	2	46	52	87	28	26	5	-	-	301	130
De 14 à moins de 15 ans	397	229	11	10	148	55	11	12	47	70	144	65	33	17	3	-	386	219
De 15 à moins de 16 ans	461	267	10	10	157	66	14	11	46	79	189	80	43	21	2	-	451	257
De 16 à moins de 17 ans	273	145	8	6	39	22	5	13	35	43	177	47	38	14	1	-	265	139
De 17 à moins de 18 ans	159	79	3	3	25	10	10	5	26	24	73	25	21	10	1	2	156	76
Totaux :	2.215	989	65	43	786	231	48	43	370	314	754	286	181	68	11	4	2.150	946

TABLEAU 13. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23 et 37)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles				
																Garçons	Filles	Garçons
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	98	84	4	-	28	21	4	5	23	20	21	32	17	6	1	-	94	84
Inconduite	559	312	12	12	8	8	30	24	157	136	260	86	86	43	6	3	547	300
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	43	138	2	12	9	22	1	3	1	51	30	45	-	5	-	-	41	126
Faits qualifiés infractions :	12	3	-	-	6	2	-	-	1	-	4	-	1	1	-	-	12	3
contre l'autorité	274	218	8	3	107	64	3	9	14	54	129	78	11	10	2	-	266	215
contre les moeurs	1	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1
contre les personnes { crimes	101	13	7	1	76	9	1	-	4	-	10	3	3	-	-	-	94	12
les personnes { délits	56	4	2	-	41	2	-	-	4	-	7	2	2	-	-	-	54	4
contre { incendies	841	89	19	10	381	34	6	1	126	19	253	21	54	3	2	1	822	79
les propriétés { vols	15	1	-	-	8	-	1	-	2	-	4	1	-	-	-	-	15	1
propriétés { escroqueries	118	63	6	-	90	46	1	-	7	8	13	9	1	-	-	-	112	63
d'autre nature	97	63	5	5	31	23	1	1	31	25	23	9	6	-	-	-	92	58
Infraction à la loi scolaire	2.215	989	65	43	786	231	48	43	370	314	754	286	181	68	11	4	2.150	946
Totaux :	2.215	989	65	43	786	231	48	43	370	314	754	286	181	68	11	4	2.150	946

TABEAU 14. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES.
NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES

NATURE DES DECISIONS 1	Nombre 2	Pourcentage 3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	32.583	91,32
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	1.017	2,85
Mineurs placés chez un particulier	91	0,26
Mineurs placés dans une institution privée	684	1,92
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	1.040	2,91
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	249	0,70
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	15	0,04
TOTAUX :	35.679	100,00

TABEAU 15. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS TRIENNALES RENDUS A L'EGARD DES MINEURS - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE, ARTICLE 31.

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	63	32	28	31	102	65	35	33	102	60	56	29	65	26	451	276
Louvain	5	1	-	2	3	1	3	7	11	3	5	1	2	1	29	16
Nivelles	-	1	16	14	8	10	4	3	2	2	6	8	2	2	39	40
Anvers	39	24	15	7	66	57	42	30	41	40	58	22	11	4	272	184
Malines	2	-	8	5	4	9	1	2	-	2	6	2	2	-	23	20
Turnhout	-	-	-	-	11	5	-	-	1	-	4	-	-	-	16	5
Mons	3	3	40	14	39	19	5	14	12	10	22	13	3	1	124	74
Charleroi	78	75	43	45	41	38	74	49	44	62	35	27	21	17	336	313
Tournai	2	2	13	13	20	5	4	7	9	6	3	4	3	-	54	37
Gand	11	14	-	1	65	22	9	62	32	28	30	16	2	13	149	156
Audenarde	1	2	-	-	11	3	1	8	1	7	5	-	1	3	20	23
Termonde	1	1	-	1	27	20	2	26	3	5	3	4	-	4	36	61
Bruges	2	6	-	3	22	20	5	8	5	4	6	3	1	2	41	46
Courtrai	-	-	-	1	15	7	3	2	6	8	10	2	9	-	43	20
Furnes	-	-	-	-	-	1	2	1	-	-	-	2	-	1	2	5
Ypres	1	-	-	-	3	5	2	3	2	3	-	2	2	-	10	13
Liège	7	3	-	1	21	18	16	15	17	24	23	15	13	7	97	83
Huy	-	1	-	-	13	14	2	7	5	6	7	4	2	1	29	33
Verviers	2	-	-	1	7	8	1	3	2	2	6	6	1	1	17	21
Tongres	-	-	-	1	16	2	2	4	6	3	4	1	-	-	28	11
Hasselt	8	2	24	15	9	6	1	4	4	2	2	2	2	3	50	34
Arlon	-	-	-	-	2	2	3	3	3	3	3	5	1	1	17	14
Marche-en-Famenne	-	1	-	1	-	2	2	2	-	-	-	-	2	2	4	8
Neufchâteau	-	1	3	1	1	2	-	1	3	-	-	1	1	-	8	6
Namur	-	-	-	-	18	17	6	12	14	17	9	5	4	1	51	52
Dinant	-	-	-	4	4	10	3	9	2	6	6	4	3	-	18	33
Totaux :	225	169	190	161	528	368	228	315	331	303	309	178	153	90	1.964	1.584

Tableau 13. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSEMENTS

D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE

ETABLISSEMENTS 1	ENTRES			SORTIS							RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de														
	Présents au 1er janvier 2	Entrés pendant l'année 3	Total des mineurs observés 4	à la suite d'une décision du juge des enfants					Total 10	Evadés 11	Décédés 12	Aliénés 13	Entrés à l'armée 14	Rapatriés 15	Expiration de terme 16	Total des sorties 17	Moins de 15 jours 18	15 jours à - de 1 mois 19	1 mois à - de 2 mois 20	2 mois à - de 3 mois 21	3 mois à - de 6 mois 22	6 mois à - de 1 an 23	1 an et plus 24	Total 25	
				Rendus à leurs parents 5	Confiés à un particulier 6	Confiés à une société ou à une institution 7	Placés dans un établissement de l'Etat 8	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état 9																	
Privés																									
Woluwé Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (Filles)	7	48	55	1	1	46	-	1	49	-	-	-	-	-	49	1	2	3	-	-	-	-	-	6	
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (Filles)	76	90	166	36	3	22	9	4	74	-	-	-	2	-	76	20	9	13	7	21	16	4	90		
Malaise centre d'accueil et d'orientation	54	143	197	25	26	64	2	28	145	-	-	-	-	-	145	10	10	20	3	9	-	-	52		
Totaux :	137	281	418	62	30	132	11	33	266	-	-	-	2	-	270	31	21	36	10	30	16	4	148		
D'Etat																									
Moll (Garçons)	103	606	709	225	26	68	181	103	503	9	-	-	2	-	624	13	14	29	19	10	-	-	85		
Namur (Filles)	25	136	161	29	-	-	40	-	68	35	-	-	-	-	103	5	9	12	10	22	-	-	58		
Wauthier-Braine (Garçons)	59	205	264	49	12	22	90	14	167	13	-	-	-	-	202	7	9	10	8	17	10	1	82		
Totaux :	187	947	1.134	302	38	90	311	117	356	57	-	6	6	2	929	25	32	51	37	49	10	1	206		

Tableau 17 - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT
Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation
Etablissements d'éducation de l'Etat -

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS			SORTIS						
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Expiration de terme
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liberté surveillée	7.816	2.021	9.837	541	-	1	-	45	-	1.050
Placements familiaux	121	86	207	46	1	-	-	9	-	482
Placement au travail chez un particulier	253	184	437	169	1	-	1	15	1	27
Etablissements d'éducation privés	905	593	1.498	395	-	-	-	40	4	42
Etablissements spéciaux privés	241	272	513	204	1	-	5	1	-	6
Etablissements d'éducation de l'Etat						1				2
Ruyselede-Wynghene (garçons)	143	152	295	93	10	-	-	20	-	2
Moll (garçons)	71	327	398	281	6	-	23	4	-	-
Saint-Servais (filles)	76	143	219	120	19	-	-	-	-	1
Eruges (filles)	33	81	114	58	13	-	2	-	-	4
Jumet. Home scolaire (garçons)	54	89	143	81	2	-	-	-	-	-
Wauthier-Braine (garçons)	48	80	128	46	35	-	-	-	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat : Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	27	89	116	59	11	-	2	3	1	1
Totaux	9.579	3.892	13.471	1.914	67	1	33	137	6	1.115
	4.376	2.233	6.609	1.532	34	1	8	-	6	547
Total :	14.055	6.125	20.180	3.446	101	2	41	137	12	1.662

N.B. - Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés, rations, etc., ne sont comptés ni à la sortie ni à la rentrée.

L'ANNEE SITUATION AU 31 DECEMBRE

privés - Etablissements spéciaux privés -
Etablissements de l'Etat.

Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Total des mineurs restant au 31 décembre	RESTANT au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de										
			Moins de 1 an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans à 4 ans	4 ans à 5 ans	5 ans à 6 ans	6 ans à 7 ans	7 ans à 8 ans	8 ans à 9 ans	9 ans à 10 ans	10 ans et plus
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
-	1.637	8.200	1.929	1.609	1.237	1.007	724	621	385	289	154	110	135
-	749	2.925	813	634	467	339	260	150	115	56	37	21	33
-	75	132	64	23	21	12	12	-	-	-	-	-	-
-	56	84	37	24	6	8	5	2	2	-	-	-	-
-	214	223	105	56	29	17	11	4	1	-	-	-	-
-	263	322	168	90	33	16	12	2	1	-	-	-	-
-	460	1.038	445	271	140	70	38	38	14	9	9	3	1
-	750	897	412	232	108	65	40	21	6	8	2	1	2
-	212	301	160	58	32	27	10	5	4	3	1	-	1
-	93	138	56	37	16	7	9	5	1	4	-	2	1
16	141	154	112	27	7	2	3	3	-	-	-	-	-
20	334	64	64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	146	72	57	12	3	-	-	-	-	-	-	-	-
-	77	37	32	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	95	48	36	9	3	-	-	-	-	-	-	-	-
19	99	29	21	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20	97	18	12	4	1	-	1	-	-	-	-	-	-
87	3.364	10.207	2.948	2.065	1.470	1.135	799	671	404	301	164	113	137
6	2.134	4.475	1.575	1.034	633	435	326	180	125	68	39	24	36
93	5.498	14.682	4.523	3.099	2.103	1.570	1.125	851	529	369	203	137	173

Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorpo-

TABLEAU 18. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier		Confier à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux	
		avec frais	sans frais	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	Spécial	ordinaire	Total		
														avec frais	sans frais	Total	Spécial	ordinaire	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	1.783	29	55	94	464	1	465	196	1	197	48	53	101	2.540
Louvain	435	-	15	15	54	-	54	18	-	18	5	10	15	538
Nivelles	208	2	10	12	23	-	23	10	-	10	7	6	13	261
Andryes	1.167	1	80	81	192	-	192	17	-	17	14	61	75	1.532
Mahines	152	-	1	1	7	-	7	-	-	-	1	9	10	180
Turbhout	183	-	8	8	14	-	14	-	-	-	2	7	9	214
Moor	565	3	24	27	116	-	116	26	-	26	20	25	45	879
Charleroi	620	1	112	113	291	8	299	39	-	39	24	44	68	1.189
Tournai	212	3	9	12	56	-	55	10	-	10	4	10	14	303
Gand	952	2	116	118	226	3	229	30	-	30	13	30	43	1.272
Audenarde	223	1	14	15	43	2	45	4	-	4	1	7	8	295
Terronede	293	-	4	4	43	-	43	2	-	2	3	8	11	354
Bugis	590	-	29	29	58	-	58	5	-	5	2	23	25	808
Courtrai	992	-	23	23	22	2	24	26	-	26	15	24	39	1.106
Furnes	75	-	4	4	3	-	3	1	-	1	1	-	1	84
Ypres	157	-	3	3	11	-	11	4	-	4	3	2	5	180
Liège	629	1	47	48	88	2	90	14	-	14	29	33	62	824
Huy	247	-	14	14	25	1	25	4	-	4	4	14	18	309
Verviers	209	-	4	4	12	-	12	4	-	4	7	7	14	243
Tongres	522	1	8	9	31	1	32	1	-	1	3	6	9	573
Hasselt	138	-	11	11	17	-	17	4	-	4	2	3	5	175
Arlon	112	-	6	6	20	2	22	2	-	2	2	5	7	149
Marche-en-Famenne	44	-	7	7	10	-	10	2	-	2	-	-	-	63
Neufchâteau	22	-	6	6	18	1	19	1	-	1	-	2	2	50
Namur	392	2	19	21	63	1	64	6	-	6	5	6	11	494
Dinant	97	-	27	27	25	-	25	6	-	6	8	9	17	172
Totaux :	11.125	40	715	755	1.511	24	1.535	433	6	439	223	424	627	14.887

TABLEAU 19. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30^e ANNEE. CONdamnATIONS ENCOURUES AU 31 DECEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITE.

REGIME LE PLUS SEVERE APPLIQUE PENDANT LA MINORITE	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à												Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité																																																																																			
		une ou plusieurs condamnations de police		une condamnation correctionnelle		deux condamnations correctionnelles		trois condamnations correctionnelles		quatre condamnations correctionnelles		cinq condamnations correctionnelles			plus de cinq condamnations correctionnelles		Condamnés par une Cour d'assises		Inter-nés pour vagabondage		Condamnés par une juridiction militaire		Condamnés par plusieurs cours et tribunaux après leur majorité		Total des individus qui ont été condamnés																																																																								
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97
Liberté surveillée	1.526	118	218	78	30	18	9	23	1	7	49	63	614	912																																																																																			
Placement chez un particulier	26	1	3	1	-	-	-	-	-	-	1	3	9	17																																																																																			
Placement dans une institution privée	146	12	29	1	2	5	1	2	1	2	4	10	69	77																																																																																			
Placement dans un établissement spécial privé	17	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	2	7	10																																																																																			
Placement dans un établissement de l'Etat	591	24	92	49	26	23	10	27	3	21	32	64	371	220																																																																																			
Totaux :	2.306	157	344	129	58	46	20	52	5	30	87	142	1.070	1.236																																																																																			
		Hommes												Femmes																																																																																			
Liberté surveillée	320	17	30	5	7	-	-	-	-	1	-	6	66	254																																																																																			
Placement chez un particulier	12	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	7																																																																																			
Placement dans une institution privée	312	17	35	9	3	3	-	3	-	4	-	1	75	237																																																																																			
Placement dans un établissement spécial privé	44	2	4	1	-	1	1	-	-	-	-	-	9	35																																																																																			
Placement dans un établissement de l'Etat	126	5	18	8	4	3	-	3	-	-	-	4	45	81																																																																																			
Totaux :	814	44	89	23	14	7	1	6	-	5	-	11	200	614																																																																																			

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE

DU DROIT DE CONDUIRE

UN VEHICULE

ANNEE 1961

DECHEANCE DU DROIT DE

I. TABLEAU GENERAL

CONDUIRE UN VEHICULE

ANNEE 1961

ARRONDIS- SEMENTS	Cause et durée de																		la déchéance																										
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour									de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour									de plus			plus de 6 mois à 20 ans et après condamnation pour						définitive après condamnation pour								Récapitulation									
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total
Bruxelles	9	103	795	10	384	33	1.188	2.520	41	75	268	7	59	66	37	553	18	9	73	9	16	10	135	2	2	6	3	1	1	15	70	189	1.142	29	1	460	109	1.223	3.223						
Louvain		1	55	1	9			66	3	13	77	6	15	1	3	118	1	2	5	2	1		11				1		1	2	4	16	137	10		25	1	4	197						
Nivelles		7	39	4	7			57	1	5	26	3	3			38				5			5			2	1	1	5	1	12	67	13	1	10		1	105							
Anvers		6	601	3	182	13	36	841	6	6	237	11	23	4	2	289	3	3	28	4	4		42	1		4	4		9	10	15	870	22		209	17	38	1.181							
Malines		2	74	1	11			88		1	21		1			23	1	2	1				4	1					1	2	5	96	1		12			116							
Turnhout		3	119		19		1	142		6	27		4			37	2		4	1			7	1					1	3	9	150	1		23			185							
Mons	1		154	2	18	1	3	179	2	4	28	2	3			39	2		8	2			12						3	5	4	190	8	1	21	1	3	233							
Charleroi		11	121	2	25	40	1	212	2	14	114	6	16	19		172	1	4	13	2		3	24		1	1			2	3	30	249	10	3	44	59	12	410							
Tournai	1	25	59	1	11	7	1	105		10	29	3	4	4		50	2	3	4	2			11							3	38	92	6		15	11	1	166							
Gand		13	334	4	73	11	40	475	11	13	156	5	19	24	2	230	13	4	19	3		5	4	48	2		4	2	8	26	30	513	14		97	39	42	761							
Audenarde		5	104	5	33		16	163	2	2	21	1	2			28			2	1		1		4					2	2	7	129	7		36		16	197							
Termonde		14	237		4	3	11	428	2	2	49	8	3		6	70	1		4	3			9						1	3	16	290	11	1	67	3	117	508							
Bruges		26	281	4	50	8	6	375	2	11	169	7	15		2	206	2		19	5		4		30			1		4	37	470	16		69	8	8	612								
Courtrai	2	6	232	1	46	1	28	316	3	1	65	1	3		1	74	2		1			1		4					7	7	298	2		50	1	29	394								
Furnes			15	1	6			22			23					23			1				2						1	2		40	2		6		1	49							
Ypres		4	73	1	11		4	93	1	2	38	1	5	1		48	1		1			1		3						2	6	112	2		17	1	4	144							
Liège	2	15	80	4	31	12	6	130	15	24	256	4	30	17	4	351	19	4	29	3		2	6	1	64	3	1	7		2	39	44	352	11	3	63	35	11	558						
Huy		16	27		24	29	7	103	1	4	49	1	1	34	2	93			7	4				11		2				3	1	22	83	5	1	25	64	9	210						
Verviers			16	1	6	1		24	1	3	109		1			114	2	1	13				3		19					3	4	138	1		7	4		157							
Tongres		7	85		6	29	1	128	1	8	44	1	6	22	1	83	4	2	6	1		1	3	17	2		1	1		4	7	17	136	3		13	54	2	232						
Hasselt		2	103		16	6	3	130	2	19	50	1	7	6	1	86	2	2	10	2		2		18			1		4	23	164	3		25	12	4	235								
Arlon		1	13	2	11			28		2	53	2	5	5	3	74			5	2	3			10						3	71	6	8	16	5	3	112								
Marche-en-Famenne			14			1		15		1	20	2		1		24			2					2						1		2	36	2		2			42						
Neufchâteau		1	22		2		3	28	1	2	14	1	2			20			4					5						1	4	40	1		4		3	53							
Namur			55		19		2	76			83	7	18		4	112			13	1	1			15							151	8	1	37		6	203								
Dinant		4	39		7	15	6	71	1	1	38	1	2	3	3	50			2			2		4			1	1		2	1	5	79	2	2	11	18	9	127						
LE ROYAUME :	15	272	3.727	47	1.071	210	1.476	6.815	98	229	2.064	81	247	207	71	3.005	76	37	274	53	4	43	26	3	516	12	7	30	15	7	1	1	3	76	201	545	6.095	196	22	1.362	444	1.547	10.412		

II. APERCUS

RETROSPECTIFS

ANNEES	Cause et durée de															la déchéance																													
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour					de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour					de plus de					6 mois à 20 ans et + après condamnation pour					définitive après condamnation pour					Récapitulation																			
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total									
	A. Nombre															absolus																													
1953	6	67	1.803	5	153			2.034	26	153	1.162	35		154			1.530	34	3	5	44		3			89	8	9	2	3			23	74	232	2.972	87		311			3.676			
1954	2	88	2.139	37	10	333	10	2.619	40	133	1.182	52	12	328	6		1.753	36	2	7	49	-	1	-		95	9	6	5	8	5	1	-	34	87	229	3.333	146	27	663	16		4.501		
1955	8	110	2.445	25	3	376	6	2.973	54	129	1.473	92	14	349	11		2.122	48	1	5	41	1	5		1	102	12	4	4	8	3	1	1	33	122	244	3.927	166	21	731	19		5.230		
1956	4	148	2.882	31		560		3.625	58	202	1.656	93		345			2.354	68	2	8	28		7			113	11	4	13	10		2	40	141	356	4.559	162		914			6.132			
1957	13	132	3.379	28	1	491	7	6.405	53	180	1.694	97	3	261	3	2	2.293	62	8	13	27	-	9	11	1	131	15	5	6	11		8	-	49	143	325	5.096	163	4	769	21	9	6.530		
1958	4	127	3.427	34	12	709	57	13.438	77	228	1.801	91	8	308	101	11	2.625	73	12	32	26	3	8	22	-	176	11	3	18	1	2	1	1	3	40	165	370	5.278	152	25	1.026	181	27	7.224	
1959	11	161	3.265	44	4	690	91	16.428	71	211	1.775	89	26	234	195	10	2.611	76	7	31	20	2	8	38	2	184	8	8	17	4	3	2	-	5	47	166	387	5.088	157	35	934	324	33	7.124	
1960	21	175	3.476	24	7	774	186	786.5.445	76	152	1.873	70	6	244	127	45	2.593	63	25	224	28	3	12	42	2	399	19	7	22	11	3	5	2	1	70	179	359	5.595	133	21	1.033	357	830	8.057	
1961	15	272	3.727	47	3	1.071	210	1.470.6.815	98	229	2.064	81	8	247	207	71	3.005	76	37	274	53	4	43	26	3	516	12	7	30	15	7	1	1	3	76	201	545	6.095	196	22	1.362	444	1.547	10.412	
	B. Pour-															centages																													
1953	0,3	3,3	88,6	0,3	7,5			100	1,7	10,7	75,9	2,3	10,1			100	38,2	3,4	5,6	49,4		3,4			100	34,8	39,1	8,7	13,0			4,4			100	2,-	6,3	80,8	2,4		8,5			100	
1954	0,1	3,4	81,6	1,4	0,4	12,7		0,4	100	2,3	7,6	67,4	3,0	0,7	18,7		0,3	100	37,9	2,1	7,4	51,6		1,0		100	26,6	17,6	14,7	23,5	14,7	2,9			100	1,9	5,1	74,1	3,2	0,6	14,7			100	
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	12,7		0,2	100	2,6	6,1	69,4	4,3	0,7	16,4		0,5	100	47,0	1,0	4,9	40,2	1,0	4,9		1,0	100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3,-		3,0	100	2,3	4,6	75,1	3,2	0,4	14,0			100
1956	0,1	4,1	79,5	0,9		15,4			100	2,5	8,6	70,3	4,0		14,6			100	60,2	1,7	7,1	24,8		5,2			100	27,5	10,0	32,5	25,0		5,-			100	2,3	5,8	74,3	2,7		14,9			100
1957	0,3	3,2	83,4	0,7	-	12,1	0,2	0,1	100	2,3	7,8	74,0	4,2	0,1	11,4	0,1	0,1	100	47,3	6,1	9,9	20,6	-	6,9	8,4	0,8	100	30,6	10,2	20,4	22,5	-	16,3	-	-	100	2,2	5,-	78,0	2,5	0,1	11,8	0,3	0,1	100
1958	0,1	2,9	78,2	0,8	0,3	16,1	1,3	0,3	100	2,9	8,7	68,8	3,5	0,3	11,7	3,9	0,4	100	41,5	6,8	18,2	14,8	1,7	4,5	12,5	-	100	27,5	7,5	45,0	2,5	5,0	2,5	2,5	7,5	100	2,3	5,1	73,1	2,1	0,3	14,2	2,5	0,4	100
1959	0,3	3,8	76,2	1,0	0,1	16,1	2,1	0,4	100	2,7	8,1	68,0	3,4	1,0	8,9	7,5	0,4	100	41,3	3,8	16,8	10,9	1,1	4,3	20,7	1,1	100	17,0	17,0	36,2	8,5	16,4	4,3	-	10,6	100	2,3	5,4	71,4	2,2	0,5	13,1	4,6	0,5	100
1960	0,4	3,2	63,8	0,5	0,1	14,2	3,4	14,4	100	2,9	5,9	72,2	2,7	0,2	9,4	4,9	1,8	100	15,8	6,3	56,1	7,0	0,8	3,0	10,5	0,5	100	27,1	10,0	31,4	15,7	4,3	7,2	2,9	1,4	100	2,1	4,2	65,8	1,6	0,2	12,1	4,2	9,8	100
1961	0,2	4,0	54,6	0,6	0,4	15,7	3,0	21,5	100	3,3	7,6	68,7	2,7	0,2	8,2	6,9	2,4	100	14,7	7,2	53,1	10,3	0,8	8,3	5,0	0,6	100	15,8	9,2	39,5	19,7	9,2	1,3	1,3	4,0	100	1,9	5,2	58,5	1,9	0,2	13,1	4,3	14,9	100

Le nombre de déchéances est encore en augmentation cette année : 10.412 contre 8.507 en 1960.

Les déchéances pour cause d'ivresse sont relativement moins nombreuses (58,5 % contre 65,8 % en 1960). On note une hausse très forte des déchéances prononcées pour "autres motifs". Cette hausse surtout sensible pour les déchéances de faible durée, est en grande partie imputable à l'arrondissement de Bruxelles. Elle est due à l'application fréquente de la loi du 15 avril 1958 art. 3 (2-7) qui multiplie les cas de déchéance possible.

III. Répartition d'après la sévérité de la mesure - Pourcentages

ANNEES	8 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 20 ans et +	Définitive	Total
1953	55,3	41,6	2,4	0,7	100
1954	58,2	38,9	2,1	0,8	100
1955	56,8	40,6	2,0	0,6	100
1956	59,1	38,4	1,8	0,7	100
1957	62,1	35,1	2,0	0,8	100
1958	60,7	36,3	2,4	0,6	100
1959	60,1	36,6	2,6	0,7	100
1960	64,0	30,5	4,7	0,8	100
1961	65,4	28,9	5,0	0,7	100

S T A T I S T I Q U E D E S

C O N C O R D A T S E T F A I L L I T E S

A N N E E 1 9 6 1

1° Concordats judiciaires

Tableau 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1961

ANNEES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admisses par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retrées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1951	216	172	74	15	16	-	27	1	39
1952	256	134	72	11	4	-	21	3	23
1953	227	175	67	17	10	11	17	8	45
1954	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1955	266	195	85	16	8	2	24	10	50
1956	291	172	64	17	7	5	23	5	51
1957	304	178	79	30	3	2	18	9	37
1958	275	220	106	21	6	2	34	1	50
1959	268	150	86	15	2	-	35	2	10
1960	334	126	58	12	6	-	25	3	22
1961	323	141	78	12	8	-	11	3	29

Tableau 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION APRES ABANDON D'ACTIF EN 1961

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000F	de 1.000.000F à moins de 5.000.000F	de 5.000.000F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Moins de 10%	-	-	-	-	1	1	2	1	5
De 10 à 20%	-	-	-	1	-	1	-	-	2
De 20 à 30 %	-	-	-	1	-	-	2	-	3
De 30 à 50 %	-	-	-	-	-	-	-	1	1
De 50 à 75 %	-	-	-	-	-	1	-	-	1
De 75 % et +	-	-	-	1	1	-	-	-	2
Paiement intégral	-	-	-	1	3	1	1	-	6
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total :	-	-	-	4	5	4	6	2	21

2° Faillites

Tableau 3 - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1961

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES												
	anté- rieu- res à l'année	déclarées ou rouvertes pendant l'année					Total	terminées					restant à terminer à la fin de l'année
		sur aveu du failli	à la poursuite des créanciers		d'offi- ce	Total des fail- lites		par concor- dat	par liqui- dation	révo- quées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assi- gnation	sur re- quête									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	433	116	55	2	19	192	625	2	17	-	170	189	436
Louvain	46	4	7	-	3	14	60	-	2	-	4	6	54
Nivelles	31	9	9	-	2	20	51	-	7	3	2	12	39
Anvers	456	56	78	6	17	157	613	2	115	9	44	170	443
Malines	98	5	9	2	1	17	115	1	13	1	4	19	96
Turnhout	40	6	1	-	-	7	47	-	7	-	1	8	39
Mons	57	17	4	1	6	28	85	-	6	-	14	20	65
Charleroi	193	24	8	-	3	35	228	3	7	-	14	24	204
Tournai	10	3	4	2	4	13	23	-	3	1	5	9	14
Gand	140	15	9	4	4	32	172	1	4	1	20	26	146
Audenarde	23	1	3	-	-	4	27	-	1	-	2	3	24
Alost	65	6	6	-	1	13	78	-	5	-	2	7	71
Saint-Nicolas	42	5	8	1	-	14	56	-	4	-	16	20	36
Termonde	21	3	1	-	-	4	25	-	3	-	1	4	21
Bruges	140	5	1	6	8	20	160	1	14	-	12	27	133
Ostende	53	9	3	-	7	19	72	2	20	-	6	28	44
Courtrai	126	8	11	4	5	28	154	-	18	-	7	25	129
Furnes	23	2	1	-	3	6	29	-	2	-	2	4	25
Ypres	25	1	-	-	3	4	29	-	-	-	3	3	26
Liège	218	32	25	5	20	82	300	1	51	2	12	66	234
Huy	36	3	5	-	1	9	45	-	6	-	-	6	39
Verviers	63	8	11	-	5	24	87	-	6	-	21	27	60
Tongres	54	4	4	-	2	10	64	-	1	-	1	2	62
Hasselt	42	1	2	-	2	5	47	1	3	-	4	8	39
Arlon	17	-	1	-	1	2	19	-	-	-	2	2	17
Marche-en-Famenne	14	1	-	2	2	5	19	-	4	-	1	5	14
Neufchâteau	26	1	-	-	-	1	27	-	3	-	1	4	23
Namur	57	10	4	-	7	21	78	1	19	-	1	21	57
Dinant	43	1	2	-	4	7	50	-	8	-	-	8	42
Cour d'appel de Bruxelles	1.364	240	175	13	55	483	1.847	8	177	14	258	457	1.390
Cour d'appel de Gand	658	55	43	15	31	144	802	4	71	1	71	147	655
Cour d'appel de Liège	570	61	54	7	44	166	736	3	101	2	43	149	587
Totaux généraux :	2.592	356	272	35	130	793	3.385	15	349	17	372	753	2.632

TABLEAU 4. - FAILLITES DECLAREES - 1961

1. - Montant du passif

TRIBUNAUX	Nombre total des fail- lites déclarées ou rouvertes	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10.000F	de à moins de 50.000 F	de à moins de 100.000F	de à moins de 200.000 F	de à moins de 500.000 F	de à moins de 1.000.000F	de à moins de 5.000.000F	de 5.000.000 F et plus	encore inconnu
		3	4	5	6	7	8	9	10	11
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	192	-	8	7	25	35	49	50	18	-
Louvain	14	-	1	-	2	1	3	6	-	1
Nivelles	20	-	-	1	-	4	6	6	-	3
Anvers	157	-	6	12	16	40	15	32	7	29
Malines	17	-	3	-	4	6	2	1	-	1
Turnhout	7	-	-	-	-	2	1	4	-	-
Mons	28	-	1	-	3	6	3	4	-	11
Charleroi	35	-	1	-	6	10	5	8	3	2
Tournai	13	-	-	-	1	3	4	4	1	-
Gand	32	-	4	1	-	7	7	3	3	7
Audenarde	4	-	1	-	1	-	-	2	-	-
Alost	13	-	-	1	2	4	1	4	-	1
Saint-Nicolas	14	-	-	-	2	3	3	5	-	-
Termonde	4	-	1	-	-	1	-	1	1	-
Bruges	20	-	-	1	2	7	4	6	-	-
Ostende	19	-	1	-	3	2	4	6	1	2
Courtrai	28	-	2	2	3	4	2	8	2	5
Furnes	6	-	-	-	-	-	-	5	1	-
Ypres	4	-	-	-	-	-	-	2	2	-
Liège	82	1	2	3	10	18	14	16	4	14
Huy	9	-	-	-	2	1	2	4	-	-
Verviers	24	-	-	1	3	6	6	8	-	-
Tongres	10	-	-	1	-	3	2	4	-	-
Hasselt	5	-	-	-	-	1	1	-	-	-
Arlon	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	5	-	1	1	-	2	-	1	-	-
Neufchâteau	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Namur	21	-	-	-	1	6	10	4	-	-
Dinant	7	-	-	-	2	3	1	1	-	-
Cour d'appel de Bruxelles	483	-	20	20	57	107	88	115	29	47
Cour d'appel de Gand	144	-	9	5	13	29	21	42	10	15
Cour d'appel de Liège	166	1	3	6	18	41	37	42	4	14
Totaux généraux :	793	1	32	31	88	177	146	199	43	76

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Alost	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Fumes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total	
I. Vente ou location de denrées et marchandises																															
a) Produits bruts et demi-finis :																															
Industrie extractive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
Industrie des métaux	8	-	-	3	2	-	1	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	18	
Verrerie et céramique	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
Produits chimiques	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	10	
Produits agricoles	-	-	-	4	-	2	1	1	-	3	1	-	-	-	-	1	5	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	
Bois	3	-	2	5	3	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	1	-	1	1	-	-	1	-	-	-	20	
Peaux et cuirs	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
Papiers et cartons	4	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	
b) Produits finis et de consommation immédiate :																															
Marchands de charbon	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	8	
Machines diverses, outils, quincailleries	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	9	
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Drogueries et pharmacies	1	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	6	
Produits agricoles, de chasse et de pêche	-	-	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	8	
Produits alimentaires	24	1	2	13	2	1	4	-	2	2	-	-	2	1	1	4	4	-	-	13	-	4	1	-	-	-	-	3	1	85	
Tissus, vêtements, habillement	15	-	-	3	1	1	3	3	2	-	-	2	4	-	-	-	2	-	1	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	41	
Produits textiles	5	1	-	2	-	-	-	1	-	2	1	-	2	1	-	-	4	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	21	
Ameublement	5	-	1	9	-	-	1	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	10	1	1	3	-	-	-	-	1	-	35	
Accessoires du bâtiment	4	2	2	10	3	-	4	6	-	-	-	2	2	-	-	-	1	-	-	3	-	4	1	-	-	-	1	2	48		
Tabacs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc..)	10	-	-	5	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	
Automobiles et accessoires	7	-	-	7	2	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	4	3	4	1	1	1	-	-	1	1	36	
Electricité et appareils électro-ménagers	14	-	1	6	-	-	-	2	-	7	-	1	1	-	-	2	1	2	1	5	-	2	-	-	1	-	-	7	-	53	
Art et précision	5	-	-	4	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	
Articles divers	13	1	-	9	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	1	30	
c) Autres commerces de vente ou locations :																															
II. Entreprises de travaux publics ou privés	18	5	6	26	3	3	2	5	-	5	-	1	-	-	2	3	2	1	-	11	-	4	2	3	-	1	-	4	-	107	
III. Transports	3	2	-	9	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-	1	-	6	1	1	-	-	-	1	-	-	-	29	
IV. Agences et bureaux d'affaires	6	-	-	3	-	-	1	4	2	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	
V. Banque et crédit	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	
VII. Assurances	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
VIII. Intermédiaires commerciaux	16	-	1	5	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	25	
IX. Divertissements publics	3	-	-	1	-	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	
X. Hôtels, cafés, restaurants	7	-	-	15	-	-	1	2	2	1	-	-	-	-	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2	1	36	
XI. Soins personnels, blanchisseries, teintureries	6	-	-	5	-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	
XII. Activité commerciale inconnue ou mal déterminée	4	1	2	5	-	-	-	-	4	3	-	1	1	1	11	-	2	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	39	
TOTAL :	192	14	20	157	17	7	28	34	13	32	4	13	15	4	20	19	28	6	4	82	9	24	10	5	2	5	1	21	7	793	

Tableau 5. - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1961

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000F à moins de 5.000.000F	de 5.000.000F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	"	"	"	1	"	"	"	"	1
Moins de 10 %	"	"	"	"	"	"	"	"	"
De 10 à 20 %	"	"	"	"	"	"	"	1	1
De 20 à 30 %	"	"	"	"	"	"	"	"	"
De 30 à 50 %	"	"	"	"	"	"	"	"	"
De 50 à 75 %	"	"	"	"	"	1	"	"	1
De 75 % et +	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paiement intégral	"	1	"	"	1	"	"	"	2
Inconnu	"	"	"	1	4	"	5	"	10
Total :	"	1	"	2	5	1	5	1	15

Tableau 6. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1961

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000F à moins de 5.000.000F	de 5.000.000F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	"	2	11	30	59	36	34	4	173
Moins de 10 %	"	"	2	3	22	15	14	"	56
De 10 à 20 %	"	"	2	7	8	5	3	"	25
De 20 à 30 %	"	1	"	4	8	6	7	"	26
De 30 à 50 %	"	"	3	5	7	5	3	1	24
De 50 à 75 %	"	"	"	1	2	5	1	1	10
De 75 % et +	"	1	1	1	8	1	2	"	14
Paiement inté- gral	"	3	4	2	"	"	1	"	10
Inconnu	1	"	2	1	3	"	1	"	8
Total :	1	7	25	54	117	73	66	6	349

Tableau 7. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1961

Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	Nombre des faillites	Passif chirographaire	Actif réalisé	Frais de tout genre	Honoraires des curateurs	Paiements aux créanciers	
						priviliégés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 10.000 francs	9	13.326	439.858	37.101	46.949	358.427	-
De 10.000 à - 50.000 F	13	373.482	1.473.604	110.545	217.730	841.228	160.858
De 50.000 à - 100.000 F	31	2.242.811	1.656.214	290.442	266.785	685.534	421.765
De 100.000 à - 200.000 F	52	8.011.614	4.049.156	519.988	423.903	2.157.271	858.837
De 200.000 à - 500.000 F	109	36.454.081	15.904.606	1.492.085	1.790.107	9.441.352	3.290.185
De 500.000 à - 1.000.000 F	63	43.935.408	21.762.418	1.615.604	1.794.907	15.188.736	3.375.196
De 1.000.000 à - 5.000.000 F	57	109.254.107	33.745.092	3.877.013	2.533.528	16.731.855	10.195.344
De 5.000.000 francs et plus	4	95.750.525	9.339.101	539.638	448.130	3.936.664	4.408.669
Total des faillites terminées par liquidation	338	296.035.354	88.364.049	8.482.416	7.522.039	49.341.067	22.710.854

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'aure part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

3° Protêts

Tableau 8 - NOMBRE DES LETTRES DE CHANGE ACCEPTEES PROTESTEES
Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUDX	1958		1959		1960		1961	
	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées
Bruxelles	23.135	234.352.251	20.696	216.526.439	18.970	163.133.195	18.250	180.055.101
Louvain	1.901	15.985.712	1.775	11.901.886	1.894	13.113.381	1.813	15.928.643
Nivelles	2.086	16.654.269	2.232	21.747.472	2.231	14.648.029	2.428	21.451.223
Anvers	10.274	102.394.833	9.713	105.701.025	9.599	81.221.414	9.733	66.346.854
Malines	1.672	17.680.681	1.440	26.312.405	1.428	11.467.141	1.386	11.474.130
Turnhout	1.300	8.781.682	1.366	13.406.808	1.705	17.348.566	1.467	16.511.828
Mons	6.005	31.648.365	5.579	30.922.708	5.769	32.728.707	5.231	39.975.439
Charleroi	10.444	53.885.312	9.474	49.667.387	9.664	63.615.221	9.675	63.254.105
Tournai	2.359	13.271.834	2.103	11.129.867	1.933	13.733.842	2.091	15.827.312
Gand	4.202	39.624.852	3.048	27.782.461	3.051	23.604.473	3.139	29.810.769
Audenarde	591	4.475.072	352	2.709.416	310	4.894.669	344	3.026.653
Alost	1.707	14.673.599	1.453	10.065.677	1.625	14.016.118	1.295	9.527.480
Saint-Nicolas	1.046	11.807.741	1.074	16.625.678	811	5.322.699	938	8.351.651
Termonde	761	5.352.447	814	9.747.666	709	6.315.373	612	7.212.087
Bruges	1.452	42.526.196	1.360	15.549.288	1.271	12.700.813	1.342	9.442.546
Ostende	1.108	13.210.695	818	6.457.320	743	6.855.018	940	9.845.784
Courtrai	2.794	26.791.948	2.132	34.631.952	1.871	15.075.604	2.415	34.392.612
Furnes	647	5.433.443	448	3.780.334	556	5.105.658	655	6.428.741
Ypres	1.042	6.537.573	811	5.126.742	774	9.930.070	702	4.779.266
Liège	8.748	72.218.354	7.287	47.234.603	7.753	56.389.891	8.356	73.944.627
Huy	1.889	12.156.406	1.747	10.483.661	1.574	10.520.508	1.718	15.294.986
Verviers	2.440	18.560.986	1.713	11.289.166	1.924	18.968.676	1.759	15.969.451
Tongres	2.512	15.836.972	2.255	12.124.212	2.108	9.631.130	2.172	15.513.166
Hasselt	2.092	21.770.724	2.124	18.307.174	2.035	14.979.413	2.082	18.989.905
Arlon	1.154	6.062.708	927	3.218.175	1.093	3.885.163	1.006	5.066.257
Marche-en-Famenne	793	4.396.088	755	5.883.698	916	7.065.168	677	4.544.319
Neufchâteau	815	5.019.394	716	4.118.630	685	4.405.910	682	5.860.317
Namur	4.128	27.085.306	3.286	19.855.034	3.302	16.726.093	3.246	19.931.904
Dinant	2.376	12.680.008	1.907	11.417.545	1.922	13.953.713	1.889	14.617.247
Cour d'Appel de								
{ Bruxelles	59.176	494.654.939	54.384	487.315.997	53.193	411.009.496	52.074	430.824.635
{ Gand	15.350	170.433.566	12.310	132.476.534	11.721	103.820.495	12.382	122.818.589
{ Liège	26.947	195.786.926	22.717	143.931.898	23.312	156.525.665	23.587	189.731.179
TOTAUX GENERAUX :	101.473	860.875.431	89.411	763.724.429	88.226	671.355.656	88.043	743.374.403

4° Saisies immobilières

Tableau 9 - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES
(du 1er août au 31 juillet)

ARRONDISSEMENTS	1953 1954	1954 1955	1955 1956	1956 1957	1957 1958	1958 1959	1959 1960	1960 1961	1961 1962
Bruxelles	109	102(1)	73	94	117(2)	96(3)	108	105	83
Louvain	38	34	43	40	36	48	31	30	40
Nivelles	23	9	21	26	17	37	29	22	27
Anvers	58	53	45	68	71	65	68	66	38
Malines	7	14	13	11	16	21	16	18	19
Turnhout	20	18	26	22	31	19	23	18	22
Mons	39	54	56	46	41	42	50	34	51
Charleroi	52	40	38	51	65	69	72	70	87
Tournai	29	30	46	38	35	32	40	24	19
Gand	28	24	20	40	22	26	20	30	17
Audenarde	16	20	12	27	24	27	13	11	25
Termonde	16	13	18	22	31	23	26	23	26
Bruges	21	23	23	25	19	30	23	26	15
Courtrai	34	43	54	47	55	46	39	27	35
Furnes	11	18	6	4	10	10	9	10	2
Ypres	4	3	4	2	2	3	6	1	3
Liège	32	31	36	29	44	43	28	33	29
Huy	16	9	9	24	34	30	18	17	29
Verviers	17	15	15	20	26	27	18	31	26
Tongres	7	19	16	17	14	26	26	16	21
Hasselt	34	27	33	22	30	25	28	40	31
Arlon	5	6	12	10	8	19	7	12	10
Marche-en-Famenne	8	16	17	15	19	16	18	24	12
Neufchâteau	16	24	13	12	10	6	10	14	16
Namur	19	21	37	163	71	33	26	29	29
Dinant	31	13	26	21	22	28	22	22	23
Le Royaume	685	679	712	896	870	847	774	753	735

- (1) dont 2 renouvellements
- (2) dont 5 renouvellements
- (3) dont 2 renouvellements

5° Sursis de paiement

Tableau 10 - NOMBRE DES DECISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Sursis provisoires	1	1	1	1	-	-	1	-	1
Sursis définitifs	-	-	1	1	-	-	-	-	1
TOTAL :	1	1	2	2	-	-	1	-	2

S T A T I S T I Q U E

D E S

A C T E S N O T A R I E S

A N N E E 1 9 6 1

ACTES NOTARIES

ANNEE 1961

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTARIES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR

CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT ANNEE 1961

CANTONS	1961		CANTONS	1961	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistre- ment perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistre- ment perçus
Bruxelles (4 cantons)	28.732	776.873.646	Malines (2 cantons)	5.663	37.501.083
Anderlecht	7.207	68.683.240	Duffel	1.864	10.805.860
Asse	3.293	17.538.168	Heist-op-den-Berg	3.156	13.949.925
Hal	3.207	22.077.377	Lierre	1.874	13.049.563
Ixelles (2 cantons)	8.807	100.442.874	Puurs	1.635	7.367.010
Molenbeek-Saint-Jean	4.706	40.463.621	Arrond.jud.de Malines :	14.192	82.673.441
Saint-Gilles	2.425	32.794.956	Turnhout	3.040	19.808.992
Saint-Josse	7.336	75.531.356	Arendonk	1.452	11.245.756
Schaerbeek (2 cantons)	8.093	79.854.368	Herentals	3.835	17.792.098
Sint-Kwintens-Lennik	2.779	13.520.425	Hoogstraten	1.396	9.316.578
Uccle	6.439	63.749.973	Mol	4.458	21.163.365
Vilvorde	2.953	20.190.883	Westerlo	1.943	7.009.069
Wolvertem	3.636	24.519.349	Arrond.jud.de Turnhout :	16.124	86.335.808
Arrond.jud.de Bruxelles :	89.613	1.336.240.236	Mons	4.878	29.656.021
Louvain (2 cantons)	9.355	69.476.660	Boussu	2.453	6.620.549
Aarschoot	1.984	8.476.892	Chièvres	737	2.552.367
Diest	2.201	13.492.861	Dour	2.065	6.783.407
Glabbeek	957	4.673.777	Enghien	842	3.380.162
Haacht	2.608	16.187.934	La Louvière	2.961	14.750.176
Tirlemont	2.496	13.366.467	Lens	1.828	8.442.175
Léau	821	3.803.109	Pâturages	2.293	8.332.689
Arrond.jud.de Louvain :	20.422	129.477.700	Rœulx	1.714	7.183.964
Nivelles	5.342	55.787.153	Soignies	1.853	11.261.783
Genappe	1.351	7.253.420	Arrond.jud.de Mons :	21.624	98.963.293
Jodoigne	1.717	8.379.572	Charleroi (2 cantons)	8.249	45.295.248
Perwez	1.255	6.977.045	Beaumont	720	3.106.845
Wavre	4.990	35.008.283	Binche	2.836	17.084.639
Arrond.jud.de Nivelles :	14.655	113.405.473	Châtelet	3.626	15.629.645
Anvers (4 cantons)	28.586	308.787.977	Chimay	1.204	6.681.667
Berchem	2.506	20.732.106	Fontaine-l'Evêque	2.548	12.071.579
Boom	1.766	16.593.763	Gosselies	2.423	10.788.438
Borgerhout	5.531	36.482.095	Jumet	2.666	11.918.243
Brecht	2.915	22.791.972	Marchienne-au-Pont	1.793	10.318.215
Ekeren	3.258	22.675.455	Merbes-le-Château	863	3.313.475
Kontich	2.371	20.327.556	Seneffe	1.898	8.962.852
Zandhoven	1.914	14.773.389	Thuin	1.697	7.868.507
Arrond. jud. d'Anvers	48.847	463.164.313	Arrond.jud.de Charleroi :	30.523	153.039.351

CANTONS	1961		CANTONS	1961	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.622	19.139.350	Bruges (3 cantons)	10.691	112.325.582
Antoing	1.131	4.445.155	Ardoise	696	3.517.190
Ath	988	5.807.594	Gistel	1.232	9.057.556
Celles	522	2.887.591	Ostende	3.503	39.120.051
Flobecq	541	1.774.571	Ruisselede	540	3.484.123
Frasnes	864	3.903.519	Tielt	701	5.903.921
Lessines	1.327	6.942.992	Torhout	2.756	15.785.029
Leuze	1.054	5.537.096	Arrond.jud.de Bruges :	20.119	189.303.452
Péruwelz	1.272	4.815.510	Courtrai (2 cantons)	4.843	44.017.441
Quevaucamps	1.145	4.608.753	Avelgem	709	3.575.481
Templeuve	975	5.001.311	Harelbeke	2.328	14.737.620
Arrond.jud.de Tournai :	12.441	64.863.442	Izegem	1.749	11.650.094
Gand (3 cantons)	9.139	82.490.377	Menin	2.572	16.566.111
Assenede	946	6.121.658	Meulebeke	1.095	5.909.703
Deinze	1.048	10.672.174	Mouscron	2.638	14.624.445
Eeklo	1.898	14.840.820	Moorsele	1.296	8.404.884
Evergem	2.948	25.476.372	Oostrozebeke	595	3.354.061
Kaprijke	633	4.209.431	Roulers	2.177	17.775.217
Kruthoutem	1.042	7.345.497	Arrond.jud.de Courtrai	20.002	140.615.057
Ledeberg	1.642	19.847.779	Furnes	1.735	20.867.308
Lochristi	1.162	10.692.602	Dixmude	1.028	8.323.467
Nazareth	1.134	9.405.999	Haringe	596	4.423.127
Neville	753	4.054.417	Nieuport	1.987	20.011.806
Oosterzelle	1.680	15.320.635	Arrond.jud.de Furnes :	5.346	53.625.708
Waarschoot	643	4.124.447	Ypres (2 cantons)	1.477	13.043.813
Zomergem	1.019	6.452.127	Hooglede	681	5.157.616
Arrond.jud.de Gand	25.687	221.054.335	Messines	772	4.998.958
Audenarde	1.946	11.270.911	Passendale	959	6.589.517
Grammont	1.450	9.876.443	Poperinge	857	6.603.250
Herzelle	2.662	15.911.668	Wervik	976	5.041.718
Nederbrakel	1.097	4.453.608	Arrond.jud. d'Ypres	5.722	41.434.772
Ninove	3.421	19.161.588	Liège (2 cantons)	12.297	95.450.987
Roncha	1.481	11.100.006	Dalhem	1.097	5.673.911
Sint-Martinuskerke	468	2.273.639	Fexhe-Slins	2.304	8.979.017
Zoutgem	1.330	8.718.790	Fléron	2.804	13.384.678
Arrond.jud.d'Audenarde :	13.855	82.766.653	Grivegnée	2.347	15.548.622
Termonde	2.325	14.440.475	Herstal	2.467	11.294.387
Alost	4.396	31.135.781	Hollogne-aux-Pierres	2.549	11.302.007
Beveren	1.538	10.572.704	Louveligné	1.343	4.603.771
Hamme	1.620	10.042.630	Saint-Nicolas	2.507	12.233.885
Lekien	1.613	10.167.151	Seraing	3.750	37.803.252
Sint-Gillis-Waas	2.965	11.974.529	Waremmé	1.509	7.919.008
Saint-Nicolas	2.605	18.579.494	Arrond.jud. de Liège :	34.914	224.193.525
Tarnat	1.605	8.591.336			
Wetteren	1.745	11.864.401			
Zele	1.379	6.929.425			
Arrond.jud.de Namur :	21.791	134.297.926			

CANTONS	1961		CANTONS	1961	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	3.462	17.472.730	Marche-en-Famenne	965	4.431.943
Ferrières	884	3.052.139	Durbuy	920	6.344.250
Hannut	1.216	6.576.638	Erezée	390	2.226.305
Jehay-Bodegnée	1.864	7.530.735	Houffalize	577	3.632.380
Landen	1.192	3.793.873	Laroche	675	3.438.243
Nandrin	1.193	5.647.018	Nassogne	672	4.811.491
Arrond.jud.de Huy :	9.811	44.073.133	Vielsalm	667	3.506.142
Verviers	3.181	23.431.583	Arrond.jud.de Marche-en-Famenne :	4.866	28.390.754
Aubel	883	5.694.361	Neufchâteau	935	4.732.438
Dison	930	4.656.477	Bastogne	994	5.134.264
Eupen	1.326	11.501.154	Bouillon	496	1.799.565
Herve	814	5.063.620	Paliseul	676	3.439.732
Limbourg	762	5.350.027	Saint-Hubert	700	3.101.578
Malmédy	1.566	6.516.086	Sibret	573	3.125.891
Saint-Vith	1.180	4.239.787	Wellin	406	2.068.049
Spa	2.241	12.962.135	Arrond.jud. de Neufchâteau :	4.780	23.401.517
Stavelot	1.196	6.921.364	Namur (2 cantons)	6.333	43.368.225
Arrond.jud.de Verviers	14.079	86.336.594	Andenne	1.373	9.097.558
Tongres	2.862	15.495.431	Eghezée	900	3.282.687
Bilzen	1.418	4.486.848	Fosse	2.817	10.805.352
Borgloon (Looz)	1.522	6.826.824	Gembloux	1.961	11.042.387
Brée	1.050	4.419.468	Arrond.jud. de Namur :	13.384	79.596.209
Genk	1.634	9.998.051	Dinant	1.902	8.594.619
Maaseik	1.396	6.678.236	Beauraing	643	2.734.950
Mechelen/s/Meuse	2.271	8.944.593	Ciney	1.508	9.436.807
Arrond.jud.de Tongres :	12.153	56.849.451	Couvin	1.395	6.033.441
Hasselt	4.409	28.955.108	Florennes	736	3.787.520
Beringen	3.440	13.361.196	Gedinne	708	2.763.085
Herck-la-Ville	1.699	7.838.919	Philippeville	790	4.570.568
Neerpelt	2.569	10.167.690	Rochefort	975	5.149.183
Peer	1.439	6.209.694	Walcourt	1.053	4.077.050
Saint-Trond	2.293	13.381.371	Arrond.jud. de Dinant :	9.710	47.147.223
Arrond.jud.de Hasselt :	15.849	79.913.978	TOTAL GENERAL :	505.775	4.087.066.775
Arlon	1.339	10.191.337			
Etalles	866	2.674.028			
Fauvillers	180	568.701			
Florenville	630	2.559.323			
Messancy	1.153	5.015.946			
Virton	1.098	4.894.096			
Arrond.jud.d'Arlon :	5.266	25.903.431			

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE
44, rue de Louvain - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1961

Nr. 3

SEPTEMBRE 1963

*La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source*

SOMMAIRE

Activité des Cours et Tribunaux	P. 1
Grâces et libérations conditionelle	57
Défense sociale	68
Juridiction du Travail	76
Conseil d'Etat	113

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DES

COURS ET TRIBUNAUX

Année 1961

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ACTIVITE DES COURS ET TRIBUNAUX
Année 1961

A - Affaires pénales

1° Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1 - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1961)

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATION ET PROCES-VERBAUX							
		Nombre des Affaires							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laidées sans poursuite		terminées par transactions acceptées (1)
du ministère public	de la partie civile		d'une administration publique	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	82.045	3.221	3.984	135	1.179	5.929	14.102	52.155	2.453
Louvain	14.606	592	785	47	64	1.606	3.115	7.717	455
Nivelles	9.619	312	524	2	119	1.640	2.412	4.145	253
Anvers	65.284	2.232	3.506	139	454	4.196	35.693	19.235	2.205
Malines	12.558	(2) 393	1.330	33	13	2.109	3.459	4.446	710
Turnhout	12.770	325	1.110	6	80	1.869	1.385	7.907	238
Mons	25.122	1.065	1.621	1	114	3.082	4.922	15.054	490
Charleroi	28.964	2.700	1.612	201	243	4.307	5.280	15.093	227
Tournai	10.472	678	812	2	39	1.222	2.199	5.174	179
Gand	34.273	1.374	2.845	80	168	2.840	9.127	17.603	902
Audenarde	8.719	471	1.155	41	23	1.196	1.973	2.768	211
Termonde	19.592	745	1.945	17	102	2.842	3.849	8.509	544
Bruges	26.793	920	2.976	59	80	3.217	10.922	7.435	1.268
Courtrai	21.163	1.062	2.004	37	111	2.917	3.105	10.361	1.082
Furnes	6.139	264	675	11	16	1.106	1.668	2.190	194
Ypres	6.417	234	826	27	23	445	1.212	3.583	107
Liège	30.858	3.007	1.398	10	449	6.670	4.579	13.691	361
Huy	7.673	257	476	4	84	1.006	1.636	3.540	49
Verviers	10.449	751	639	10	118	3.962	1.546	3.410	82
Tongres	12.445	423	1.291	1	86	2.600	1.902	6.117	154
Hasselt	12.590	401	1.541	64	70	2.455	2.005	5.425	598
Arlon	5.230	297	461	-	25	1.346	532	2.439	18
Marche-en-Famenne	3.448	287	86	2	23	1.227	392	1.299	27
Neufchâteau	4.249	200	348	-	36	748	395	2.397	82
Namur	12.711	674	1.240	8	95	3.169	2.995	4.186	239
Dinant	8.493	374	712	14	50	2.701	877	3.520	94
Totaux :	492.682	23.259	35.902	951	3.864	65.966	116.281	230.659	13.202

(1) Voir aussi tableau 1 bis.

(2) Dont 4 probations.

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1961)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	2.677	2.453	2.283.478
Louvain	481	455	267.031
Nivelles	275	253	152.450
Anvers	2.267	2.205	775.624
Malines	767	710	364.652
Turnhout	245	238	83.800
Mons	525	490	200.925
Charleroi	291	227	176.050
Tournai	182	179	109.950
Gand	960	902	409.245
Audenarde	220	211	123.760
Termonde	544	544	435.680
Bruges	1.313	1.268	1.037.934
Courtrai	1.200	1.082	578.350
Furnes	214	194	112.605
Ypres	107	107	42.700
Liège	396	361	313.154
Huy	53	49	21.950
Verviers	68	62	31.900
Tongres	172	154	62.550
Hasselt	645	598	235.850
Arlon	19	18	8.700
Marche-en-Famenne	27	27	14.500
Neufchâteau	88	82	45.600
Namur	258	239	116.650
Dinant	103	94	25.255
Totaux :	14.097	13.202	8.030.343

(1) Voir tableau n° 1, col. 10

Tableau n° 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRAS DE CONNEXION
AFFAIRES TERMINÉES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1961)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES									
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES									
	de renvoi devant									
	la chambre des mises en accusation	le tribunal de police	sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la L. 4 oct. 1867	après instruction	après autres juridictions	d'insinuation	de révision	de réexamen	de réexamen	de réexamen	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	-	2.428	219	5	11	13	555	16	1	2.439
Louvain	1	261	207	-	12	14	175	2	-	672
Nivelles	-	214	368	-	-	11	85	-	-	678
Anvers	2	1.525	101	1	19	113	317	31	1	2.117
Malines	1	224	183	-	-	24	112	13	-	547
Turnhout	1	177	436	1	16	13	127	11	-	772
Mons	1	710	869	11	-	21	277	25	-	1.813
Charleroi	-	1.922	2.855	22	41	51	116	32	-	5.789
Tournai	-	371	440	7	14	14	235	2	-	1.083
Gand	2	775	-	1	3	24	406	231	1	1.417
Audenarde	-	270	-	5	6	3	285	-	1	561
Termonde	2	396	1	1	6	11	175	145	-	737
Bruges	3	555	1	1	2	32	161	13	-	763
Courtrai	2	647	220	-	15	20	274	13	-	1.191
Furnes	1	125	18	1	-	1	135	-	-	270
Ypres	-	153	-	-	-	2	-	-	-	157
Liège	3	2.145	3.707	30	1	48	489	1.134	-	7.507
Huy	1	157	564	-	1	1	82	-	-	796
Verviers	-	437	993	41	2	13	208	-	-	1.494
Tongres	-	290	706	8	1	-	-	-	-	1.005
Hasselt	-	240	569	13	2	-	131	-	-	955
Arlon	-	170	334	40	5	-	101	-	-	650
Marche-en-Famenne	4	202	194	3	1	7	11	-	-	418
Neufchâteau	1	115	184	2	2	7	-	1	-	311
Namur	2	428	1.452	4	-	14	111	-	-	2.012
Dinant	1	238	490	1	15	3	35	-	-	883
Totaux	28	15.279	15.167	198	167	523	2.131	1.811	1	33.137

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRETS (1961)

NOMBRE DES ARRETS	Cours d'appel			Total	
	Bruxelles	Gand	Liège		
1	2	3	4	5	
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	9	7	19	35	
(aux assises	8	8	7	23	
(au tribunal correctionnel	14	13	17	44	
Portant renvoi	-	-	1	1	
(au tribunal de police	-	-	2	2	
(devant une autre juridiction	-	-	-	-	
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	39	12	16	67	
Prévenu décédé	-	-	-	-	
Totaux	70	40	62	172	
Statuant sur des demandes en réhabilitation	Octrois	1.732	739	444	2.915
		Rejets	79	44	155	278
Totaux	1.811	783	599	3.193	

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT
ETE SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1961)

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMEES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits	pour vice de forme	pour autres motifs	
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre				
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	687	80	49	2	1	123	942
(auxquelles il a été formé opposition	17	15	10	-	-	3	45
(par le ministère public	69	7	1	-	-	1	78
(par les parties civiles	10	-	-	-	-	1	11
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	-	-	-	-	-	-	-
(ou dont il a été interjeté appel	-	-	-	-	-	-	-
(par les prévenus	-	-	-	-	-	-	-
(par les inculpés	-	-	-	-	-	-	-
(art. 8, L.9.4.30	7	-	-	-	-	2	9
(dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	388	60	22	-	-	29	499
Cours d'appel	177	29	38	2	-	16	262
(Bruxelles	225	13	-	-	1	85	324
(Gand	-	-	-	-	-	-	-
(Liège	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	790	102	60	2	1	130	1.085

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par vote d'opposition
Bruxelles 0 - Gand 7 - Liège 0

Détention préventive

Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JURES CONTRAICTOIREMENT
PAR LES COURS D'ASSISES (1961)

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE										
			Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 4 mois	De 4 à 5 mois	De 5 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 mois à 1 an	1 an et plus	Durée inconnue	
				à moins de 1 mois	à moins de 2 mois	à moins de 3 mois	à moins de 4 mois	à moins de 5 mois	à moins de 6 mois	à moins de 9 mois			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Brabant	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	-
Anvers	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	-
Hainaut	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Flandre orientale	4	4	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-
Liège	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Luxembourg	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Namur	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Nombre des condamnés	16	16	-	-	-	-	-	-	-	3	6	7	-
Nombre des acquittés	8	8	-	-	-	-	-	-	1	1	2	4	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	24	24	-	-	-	-	-	-	1	4	8	11	-

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1961)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	9	7	2	-	-
Gand	8	-	2	6	-
Liège	-	-	-	-	-
Totaux	17	7	4	6	-

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION (1961)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-
Totaux	-	-	-	-	-

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES FOURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1961)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES dechargés des poursuites par les chambres de conseil				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'empêchement				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à être présents				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels acquittés												
	DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive												
	Mois de 1 à 2 1 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	Total	Mois de 1 à 2 1 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	Total	Mois de 1 à 2 1 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	Total	Mois de 1 à 2 1 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	Total									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles	481	222	122	42	17	4	655	481	222	122	42	17	4	655	481	222	122	42	17	4	655	481	222	122	
Louvain	9	28	10	6	1	1	54	9	28	10	6	1	1	54	9	28	10	6	1	1	54	9	28	10	6
Nivelles	3	5	2	1	1	1	12	3	5	2	1	1	1	12	3	5	2	1	1	1	12	3	5	2	1
Anvers	108	116	27	17	1	1	319	108	116	27	17	1	1	319	108	116	27	17	1	1	319	108	116	27	17
Marche	2	19	1	1	1	1	21	2	19	1	1	1	1	21	2	19	1	1	1	1	21	2	19	1	1
Turnhout	1	1	1	1	1	1	10	1	1	1	1	1	1	10	1	1	1	1	1	1	10	1	1	1	1
Mons	41	53	13	13	2	1	114	41	53	13	13	2	1	114	41	53	13	13	2	1	114	41	53	13	13
Charleroi	117	90	84	13	2	1	287	117	90	84	13	2	1	287	117	90	84	13	2	1	287	117	90	84	13
Wavre	3	33	4	1	1	1	41	3	33	4	1	1	1	41	3	33	4	1	1	1	41	3	33	4	1
Leuven	24	24	19	7	1	1	89	24	24	19	7	1	1	89	24	24	19	7	1	1	89	24	24	19	7
Liège	33	45	11	5	1	1	95	33	45	11	5	1	1	95	33	45	11	5	1	1	95	33	45	11	5
Anderlecht	53	40	17	2	1	1	114	53	40	17	2	1	1	114	53	40	17	2	1	1	114	53	40	17	2
Bruxelles	125	55	40	17	2	1	275	125	55	40	17	2	1	275	125	55	40	17	2	1	275	125	55	40	17
Bruxelles	275	140	86	35	7	1	539	275	140	86	35	7	1	539	275	140	86	35	7	1	539	275	140	86	35
Bruxelles	185	56	9	3	1	1	264	185	56	9	3	1	1	264	185	56	9	3	1	1	264	185	56	9	3
Bruxelles	20	39	1	1	1	1	62	20	39	1	1	1	1	62	20	39	1	1	1	1	62	20	39	1	1
Bruxelles	39	16	21	1	1	1	78	39	16	21	1	1	1	78	39	16	21	1	1	1	78	39	16	21	1
Bruxelles	433	56	27	25	1	1	543	433	56	27	25	1	1	543	433	56	27	25	1	1	543	433	56	27	25
Bruxelles	56	27	25	1	1	1	110	56	27	25	1	1	1	110	56	27	25	1	1	1	110	56	27	25	1
Bruxelles	100	42	9	4	1	1	164	100	42	9	4	1	1	164	100	42	9	4	1	1	164	100	42	9	4
Tongres	94	43	35	15	7	2	186	94	43	35	15	7	2	186	94	43	35	15	7	2	186	94	43	35	15
Paris	42	10	21	7	2	2	82	42	10	21	7	2	2	82	42	10	21	7	2	2	82	42	10	21	7
Alost	75	28	29	11	5	3	170	75	28	29	11	5	3	170	75	28	29	11	5	3	170	75	28	29	11
Marche-en-Famenne	14	6	6	3	1	1	36	14	6	6	3	1	1	36	14	6	6	3	1	1	36	14	6	6	3
Neufchâteau	12	4	5	2	1	1	25	12	4	5	2	1	1	25	12	4	5	2	1	1	25	12	4	5	2
Namur	61	5	30	14	8	4	143	61	5	30	14	8	4	143	61	5	30	14	8	4	143	61	5	30	14
Dinant	61	15	36	3	5	1	131	61	15	36	3	5	1	131	61	15	36	3	5	1	131	61	15	36	3
Totaux	18	15	2	1	1	1	3.361	18	15	2	1	1	1	3.361	18	15	2	1	1	1	3.361	18	15	2	1

Tableau n° 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE - (1961)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	69.400	62.669	18.188.893	Turnhout	3.221	2.348	454.850
Asse	3.058	2.966	705.850	Anderlecht	1.187	909	191.450
Hal	7.213	5.748	2.104.850	Hesbroye	2.349	2.180	552.200
Sint-Kwintens-Lennik	1.108	1.010	227.500	Hoogerstraten	792	587	118.000
Vilvorde	4.393	4.105	1.085.200	Mol	4.103	3.525	759.100
Wolvenstem	4.115	3.943	1.049.650	Westerloo	1.114	1.072	232.900
Totaux :	89.298	81.441	23.362.04	Totaux :	10.562	10.921	2.508.500
Louvain	12.400	11.974	3.009.259	Mons	3.750	3.246	836.750
Aarschoot	1.087	1.039	265.765	Bousses	297	2.500	691.950
Diest	1.529	1.300	313.650	Chièvres	336	335	84.721
Glabbeek	695	653	152.300	Dour	1.495	1.342	317.400
Haacht	831	785	209.240	Enghien	891	823	223.200
Tirlemont	2.924	2.664	636.400	La Louvière	2.734	2.436	549.600
Léau	1.733	1.366	394.000	Lons	1.135	1.039	217.900
Totaux :	21.199	19.781	4.981.615	Pâturages	1.256	1.171	313.350
Nivelles	5.400	5.253	1.516.245	Rocoux	3.332	3.117	732.100
Genappe	1.290	1.252	376.000	Soignies	2.248	2.165	589.400
Jodoigne	1.432	1.247	392.100	Totaux :	19.761	18.174	4.585.371
Perruez	624	576	117.500	Charleroi	19.000	17.172	3.263.591
Wavre	2.876	2.720	1.006.740	Beaumont	810	718	186.645
Totaux :	11.632	11.048	3.508.585	Bincin	2.295	2.170	601.570
Anvers	49.600	44.273	12.604.200	Châtelet	2.730	2.494	756.365
Boom	2.683	2.395	709.550	Chimay	459	324	86.900
Brecht	2.400	1.990	482.770	Fontaine	2.454	1.833	697.370
Kontich	3.460	3.032	793.075	L'Esque	3.454	3.205	1.180.592
Zandhoven	2.700	2.368	519.150	Gosselies	3.370	3.205	1.180.592
Totaux :	60.343	54.928	15.109.345	Jumet	(*)	-	-
Malines	3.900	3.742	902.570	Marchienne-au-Pont	(*)	-	-
Duffel	1.199	1.127	320.100	Merbecq	519	441	70.750
Heist-op-den-Berg	924	832	197.900	Chartrai	1.209	1.085	279.150
Lierre	1.600	1.423	427.350	Senefte	713	580	150.400
Puurs	1.357	1.254	335.300	Thun	-	-	-
Totaux	8.980	8.378	2.183.220	Totaux :	25.194	23.829	6.288.333

(*) Les cantons de Jumet et Marchienne-au-Pont sont absorbés par le canton de Charleroi en date du 1er juin 1960 (loi du 25.4.1960)

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	1.925	1.776	502.940	Bruges	15.600	14.090	3.437.960
Antoing	680	621	127.200	Ardooise	956	909	233.670
Ath	944	883	234.000	Gistel	1.246	1.184	315.200
Celles	357	316	65.600	Ostende	2.730	2.574	692.321
Flobecq	318	273	58.300	Ruiselede	619	595	140.780
Frasnes	361	335	74.850	Tielt	1.000	956	229.195
Lessines	991	941	219.825	Torhout	2.129	2.036	470.670
Leuze	3.021	2.747	782.697	Totaux :	23.680	22.344	5.519.796
Péruwelz	727	670	175.143	Courtrai	3.485	3.293	980.050
Quevaucamps	1.733	1.476	363.000	Avelgem	648	601	163.990
Templeuve	1.100	1.022	262.450	Harelbeke	2.940	2.824	805.250
Totaux :	12.177	11.060	2.866.005	Izegem	913	864	229.000
Gand	15.524	13.486	3.385.635	Menin	5.224	3.059	692.200
Assenede	1.484	1.322	307.575	Meulebeke	419	398	87.163
Deinze	3.400	3.277	839.865	Mouscron	1.788	1.581	443.595
Eeklo	3.115	2.962	754.120	Moosele	291	279	66.550
Evergem	(*) -	-	-	Oostrozebeke	685	670	170.250
Kaprijke	630	572	128.350	Roulers	1.500	1.341	381.403
Kruishoutem	1.023	957	218.645	Totaux :	15.893	14.910	4.019.451
Ledeberg	(*) -	-	-	Furnes	2.366	2.295	439.214
Lochristi	2.029	1.945	493.095	Dixmude	607	582	133.600
Nazareth	1.477	1.436	295.000	Haringe	296	268	64.550
Nevele	1.640	1.442	355.150	Nieuport	1.339	1.279	293.200
Oosterzele	1.800	1.703	450.200	Totaux :	4.608	4.424	930.564
Waarschoot	543	503	119.970	Ypres	1.410	1.342	364.200
Zomergem	1.100	1.041	272.425	Hooglede	459	445	117.950
Totaux :	33.765	30.646	7.620.030	Messines	595	559	140.010
Audenarde	1.080	1.032	240.400	Passendale	382	363	95.850
Grammont	1.133	928	264.650	Poperinge	601	588	160.925
Herzele	906	799	175.350	Wervik	1.047	962	287.110
Nederbrakel	549	510	149.475	Totaux :	4.494	4.259	1.166.045
Ninove	1.793	1.499	440.000	Liège	14.333	11.536	2.825.000
Renaix	946	882	250.400	Dalhem	1.100	816	169.150
Horebeke-Ste-Marie	320	260	59.000	Fexhe-Slins	859	769	176.800
Zottegem	698	625	165.790	Fléron	900	713	181.320
Totaux :	7.425	6.535	1.745.065	Hollogne-aux-Pierres	1.000	812	182.700
Termonde	1.525	1.067	402.425	Louveigné	770	655	168.300
Alost	3.408	3.111	1.163.690	Seraing	2.330	2.002	530.550
Beveren	1.651	1.280	462.672	Waremmé	2.479	2.111	760.835
Hamme	1.189	1.097	369.476	Totaux :	23.771	19.214	5.000.655
Lokeren	1.532	1.354	431.230				
Sint-Gillis-Waas	1.350	1.160	305.690				
Saint-Nicolas	3.175	2.836	890.050				
Tamise	1.246	1.082	356.285				
Wetteren	1.522	1.365	397.425				
Zele	983	894	299.525				
Totaux :	17.581	15.246	5.078.468				

(*) Les cantons de Evergem et Ledeberg sont absorbés par le canton de Gand, en date du 1er juin 1960 (loi du 25.4.1960)

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	1.912	1.673	426.126	Marche-en-Famenne	397	340	88.350
Ferrières	195	156	41.630	Durbuy	205	184	42.350
Hannut	350	280	66.144	Erezée	258	227	56.850
Jehay-Bodegnée	492	377	105.890	Houffalize	240	223	48.580
Landen	358	277	72.074	Laroche	192	160	44.050
Nandrin	1.297	1.064	246.650	Nassogne	129	118	32.600
Totaux	4.604	3.827	958.514	Vielsalm	132	116	23.400
Verviers	1.275	1.158	337.158	Totaux	1.569	1.368	336.180
Aubel	684	146	147.340	Neufchâteau	450	364	108.000
Dison	271	242	62.680	Bastogne	805	744	189.860
Eupen	936	611	202.540	Bouillon	541	507	115.660
Herve	350	298	16.755	Paliseul	261	256	55.600
Limbourg	375	351	90.990	Saint-Hubert	256	226	57.300
Malmédy	992	910	254.590	Sibret	248	213	77.395
St-Vith	550	35	143.440	Wellin	244	222	52.670
Spa	796	696	185.280	Totaux	2.805	2.532	656.485
Stavelot	332	300	10.410	Namur	5.210	4.477	1.304.300
Totaux	6.561	4.747	1.451.183	Andenne	1.150	948	288.900
Tongres	2.475	1.897	388.790	Eghezée	914	811	244.750
Bilzen	1.319	836	130.450	Fosse	1.450	1.200	229.690
Looz	1.738	1.012	217.800	Gembloux	2.244	1.755	578.780
Bree	770	545	130.300	Totaux	10.968	9.191	2.646.420
Genk	1.999	1.080	245.600	Dinant	770	681	177.490
Maaseik	1.220	639	118.000	Beauraing	216	176	22.814
Mechelen	2.010	1.299	284.393	Ciney	1.825	1.628	413.900
Totaux	11.531	7.308	1.515.333	Couvin	408	332	86.471
Hasselt	4.587	4.157	1.120.530	Florennes	802	641	166.660
Beringen	5.053	4.244	945.900	Gedinne	284	224	49.900
Herck-la-Ville	693	599	133.850	Philippeville	224	198	56.619
Neerpelt	2.049	1.693	276.600	Rochefort	1.000	881	248.934
Peer	1.925	1.476	347.750	Walcourt	318	284	80.600
Saint-Trond	3.560	3.264	755.220	Totaux	5.847	5.045	1.303.388
Totaux	17.847	15.433	3.579.850	Total Général :	457.351	404.823	109.601.094
Arlon	866	673	185.700				
Etalle	486	418	163.100				
Fauvillers	181	159	42.500				
Florenville	203	187	56.550				
Messancy	462	349	119.900				
Virton	478	355	111.900				
Totaux	2.676	2.141	679.650				

Tableau n° 10 - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1961

TRIBUNAUX	Nom- bre total des juge- ments	Juge- ments au fond en matière répres- sive	Inculpés jugés en matière de police										Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)			Individus jugés en matières de lois électorales (Absence au vote)				
			Total	Acquittés ou renvoyés: des pour- suits, le tribunal s'étant déclaré incom- pétent					condamnés					Total	Acquittés	Mis à la dispo- sition du gouver- nement	Total	Acquittés	Condamnés	
				à l'emprisonnement		à l'amende			simple	condi- tionnelle	simple	condi- tionnelle	simple							condi- tionnelle
				condi- tionnel	simple	condi- tionnelle	simple	condi- tionnelle													simple
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15							
Bruxelles	20.374	20.112	21.885	1.270	122	510	15.948	239	10	11	12	13	14	15						
Assz	827	82	1.132	343	-	148	635	5	229	5	23	-	-	23						
Hal	892	874	862	56	4	22	795	18	-	18	-	-	-	-						
Sint-Winterbrugge	302	309	415	22	15	71	255	-	-	-	-	-	-	-						
Willebroeck	1.038	1.017	1.343	21	8	50	1.158	9	9	9	12	2	10	10						
Wolvenraem	1.328	1.319	1.364	95	2	73	1.156	9	9	9	9	-	-	-						
Totaux	24.808	24.493	26.050	1.845	150	874	24.056	280	10	10	270	35	2	33						
Louvain	1.556	1.575	2.569	155	6	809	1.119	23	-	25	-	-	-	-						
Aarschot	288	288	314	34	-	111	169	-	-	-	-	-	-	-						
Diest	524	522	522	37	-	127	358	2	-	2	-	-	-	-						
Glabbeek	67	60	87	7	-	40	40	1	1	-	-	-	-	-						
Haacht	170	170	175	23	2	30	120	-	-	-	-	-	-	-						
Tirlemont	475	456	636	40	7	281	308	8	-	-	8	1	-	1						
Léau	338	338	435	56	-	94	245	-	-	-	-	-	-	-						
Totaux	3.460	3.425	4.258	392	15	1.492	2.359	34	1	33	1	1	2	1						

Tableau n° 10 (suite)

TRIBUNAUX	Nom- bre total des juge- ments	Juge- ments au fond en matière répres- sive	Inculpés jugés en matière de police										Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)			Individus jugés en matières de lois électorales (Absence au vote)				
			Total	Acquittés ou renvoyés: des pour- suits, le tribunal s'étant déclaré incom- pétent					condamnés					Total	Acquittés	Mis à la dispo- sition du gouver- nement	Total	Acquittés	Condamnés	
				à l'emprisonnement		à l'amende			simple	condi- tionnelle	simple	condi- tionnelle	simple							condi- tionnelle
				condi- tionnel	simple	condi- tionnelle	simple	condi- tionnelle													simple
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15							
Nivelles	975	964	1.275	182	-	308	783	11	-	11	-	-	-	-						
Genappe	184	167	234	32	-	57	143	2	-	2	-	15	3	12						
Jodogne	275	274	328	52	-	121	154	1	-	1	-	-	-	-						
Perwez	204	204	215	29	-	81	105	-	-	-	-	-	-	-						
Wavre	570	553	630	102	-	155	373	1	-	1	-	16	2	14						
Totaux	2.208	2.162	2.682	397	5	722	1.558	15	-	15	31	5	5	26						
Anvers	18.484	18.201	19.911	2.147	17	3.124	14.502	229	13	216	54	3	3	51						
Boom	860	854	1.259	281	-	335	643	6	2	4	-	-	-	-						
Brecht	1.100	1.072	1.422	108	-	440	870	18	3	15	10	1	1	9						
Kontich	1.204	1.191	1.294	184	-	393	715	7	-	7	6	1	1	5						
Zandhoven	751	740	1.087	272	1	126	687	7	2	5	4	-	-	4						
Totaux	22.399	22.058	24.973	2.992	18	4.418	17.417	267	20	247	74	5	5	69						
Malines	1.106	1.075	1.427	141	3	434	840	30	-	30	1	-	-	1						
Duffel	351	350	377	65	-	90	221	1	-	1	-	-	-	-						
Heist-op-den-Berg	238	238	238	46	-	34	156	-	-	-	-	-	-	-						
Lierre	584	573	583	121	-	159	300	4	-	4	7	3	3	4						
Puut	317	316	343	39	-	113	190	1	-	1	-	-	-	-						
Totaux	2.596	2.592	2.969	414	3	830	1.707	35	-	36	8	3	3	5						
Turnhout	1.147	1.098	1.111	131	-	450	515	49	2	47	-	-	-	-						
Arendonk	462	461	678	97	-	366	214	1	-	1	-	-	-	-						
Herentals	573	561	597	64	-	249	278	9	-	9	3	2	2	1						
Hoogstraten	576	435	495	112	-	268	115	141	-	141	-	-	-	-						
Mol	873	865	985	61	-	408	413	8	1	7	-	-	-	-						
Westerlo	240	245	246	18	-	93	135	1	-	1	-	-	-	-						
Totaux	3.899	3.865	4.012	483	25	1.834	1.070	209	3	206	3	2	2	1						

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mons	1.306	1.256	1.486	133	-	-	3	3	1.347	48	-	48	-	-	-
Boussu	1.059	1.050	1.299	306	-	-	1	3	989	9	2	7	-	-	-
Châtèves	91	90	103	22	3	3	2	8	68	1	-	1	-	-	-
Dour	556	552	752	98	-	-	-	18	636	4	1	3	-	-	-
Enghien	202	200	208	44	-	-	1	69	94	2	-	2	-	-	-
La Louvière	732	721	855	211	-	-	4	217	423	11	-	11	-	-	-
Lens	245	237	268	48	10	10	-	35	175	-	-	-	8	2	6
Pâturages	493	489	581	121	2	2	-	12	446	4	-	4	-	-	-
Roculx	739	734	895	164	-	-	-	274	447	5	-	5	-	-	-
Soignies	543	512	589	85	-	2	-	145	357	31	-	31	-	-	-
Totaux	5.966	5.843	7.273	1.532	17	17	11	784	4.982	115	3	112	8	2	6
Charleroi	7.308	7.232	8.985	899	2	2	22	1.395	6.667	52	-	52	24	1	23
Beaumont	303	294	338	74	-	-	-	37	227	2	-	2	7	3	4
Binche	879	871	1.154	265	-	-	-	72	817	3	1	3	5	1	4
Châtelet	1.182	1.180	1.417	194	-	-	4	77	1.142	2	-	2	-	-	-
Chimay	326	318	387	112	-	-	1	100	144	2	-	2	6	-	6
Fontaine-l'Évêque	888	885	1.001	142	-	-	1	146	712	3	-	3	-	-	-
Gosselies	1.494	1.487	1.697	300	2	2	-	100	1.295	7	-	7	-	-	-
■ Jumet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
■ Marchienne-au-Pont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Merbes-le-Château	364	359	383	32	-	-	-	74	276	5	-	5	-	-	-
Seneffe	765	762	849	156	2	2	-	250	441	3	-	3	-	-	-
Thuin	564	556	689	63	-	-	-	79	547	8	-	8	-	-	-
Totaux	14.073	13.944	16.870	2.238	6	6	28	2.330	12.268	87	1	86	42	5	37

■ Les cantons de Jumet et Marchienne-au-Pont sont absorbés par le canton de Charleroi à partir du 1.6.1960 (Loi du 25.4.1960)

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	473	461	662	129	-	1	10	73	449	12	1	11	-	-	-
Antoing	174	173	208	32	-	3	3	71	99	1	-	1	-	-	-
Ath	186	178	222	31	-	-	4	55	122	8	-	8	-	-	-
Celles	93	91	111	33	-	-	1	23	54	2	-	2	-	-	-
Flobecq	76	75	87	7	-	-	1	39	40	1	-	1	-	-	-
Frasnes	72	72	85	26	-	-	-	15	44	-	-	-	-	-	-
Lessines	184	182	247	20	-	-	-	57	170	2	-	2	-	-	-
Leuze	419	412	417	57	-	-	10	125	225	7	3	4	-	-	-
Péruwelz	250	249	283	36	-	-	5	105	137	1	-	1	-	-	-
Quevaucamps	574	573	811	134	-	-	-	191	486	1	-	1	-	-	-
Templeuve	212	197	322	31	-	-	2	64	225	15	1	14	-	-	-
Totaux	2.713	2.663	3.455	536	4	4	36	828	2.061	50	5	45	-	-	-
Gand	3.660	3.608	4.102	298	2	2	95	808	2.899	52	1	51	-	-	-
Assenede	278	275	325	5	-	-	1	102	217	3	-	3	-	-	-
Deinze	140	138	150	19	-	-	-	29	102	2	-	2	-	-	-
Explo	464	462	611	91	-	-	-	160	360	2	-	2	-	-	-
■ Evergem	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kaprijke	123	123	173	40	-	-	-	44	89	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	128	128	144	17	-	-	-	40	87	-	-	-	-	-	-
■ Ledebeg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lochnisti	197	197	221	25	-	-	2	69	125	-	-	-	-	-	-
Nazareth	154	154	185	42	-	-	-	26	117	-	-	-	-	-	-
Nevelr	383	382	347	28	-	-	3	73	243	1	-	1	-	-	-
Oosterveld	424	422	458	76	-	1	8	32	341	2	1	1	-	-	-
Waarschoot	83	82	114	42	-	-	1	38	33	1	-	1	-	-	-
Zemmergem	171	170	245	40	-	-	-	110	95	-	-	-	1	-	1
Totaux	11.511	11.501	12.075	723	3	3	110	1.531	4.708	63	2	61	-	-	1

■ Les cantons de Evergem et Ledebeg sont absorbés par le canton de Gand, en date du 1.6.1960 (loi 25.4.1960)

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Audenarde	374	371	534	109	7	8	262	148	3	-	3	-	-	-
Grammont	354	352	378	66	5	5	151	151	2	-	2	-	-	-
Herzele	822	818	1.092	196	1	10	282	603	4	-	4	-	-	-
Nederbrakel	102	101	138	27	6	6	8	91	1	-	1	-	-	-
Ninove	782	772	1.059	194	25	14	75	750	6	-	6	-	-	4
Renaix	287	285	360	38	26	9	130	157	2	-	2	-	-	-
Saint-Maria-Hors-bœre	121	121	102	25	2	2	72	60	-	-	-	-	-	-
Zottegem	250	242	358	58	4	11	57	228	3	-	3	-	-	5
Totaux	3.052	3.042	4.061	714	70	65	1.035	2.188	21	-	21	9	-	9
Termonde	854	853	959	44	-	1	345	578	3	-	3	-	-	-
Alost	1.623	1.608	1.834	170	-	15	715	983	15	-	15	-	-	-
Beveren	895	895	940	120	2	9	245	500	-	-	-	-	-	-
Hamme	334	331	375	46	-	-	78	261	1	-	1	-	-	2
Lokeren	546	537	563	59	-	9	150	345	9	-	9	-	-	-
Sint-Gillis-Waas	354	352	362	56	-	4	137	165	2	-	2	-	-	-
Saint-Nicolas	1.407	1.397	1.444	123	-	1	311	1.009	10	-	10	-	-	-
Tamise	298	298	304	14	-	2	166	122	-	-	-	-	-	-
Wetteren	457	455	475	91	-	2	140	242	2	-	2	-	-	-
Zele	321	319	350	15	-	3	64	268	2	1	1	-	-	-
Totaux	7.091	7.045	7.616	737	2	47	2.346	4.484	44	1	43	2	-	2

Tableau n° 11

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges	2.884	2.847	3.044	278	184	194	547	1.058	14	2	40	15	-	15
Ardoene	164	162	142	11	-	4	60	67	-	-	-	2	-	2
Gistel	314	309	432	100	17	9	130	176	5	-	5	-	-	-
Ostende	993	971	1.089	161	55	23	500	350	12	-	12	-	-	10
Ruislede	97	97	105	13	-	-	19	73	-	-	-	-	-	-
Tielt	185	184	222	37	3	-	45	137	1	-	1	-	-	-
Torton	493	491	509	81	41	5	258	184	2	-	2	-	-	-
Totaux	5.130	5.061	5.600	681	300	235	1.559	2.825	42	2	40	27	-	27
Coutrai	1.750	1.732	2.163	374	-	13	764	1.412	18	2	16	-	-	-
Avesse	172	170	183	42	1	-	29	111	2	-	2	-	-	-
Hardobbe	781	780	739	84	-	1	144	702	1	-	1	-	-	-
Izegem	442	441	482	36	-	-	205	222	1	-	1	-	-	-
Mear	717	707	930	91	-	19	340	486	10	-	9	-	-	-
Meulebeke	163	162	233	35	-	-	107	91	-	1	-	-	-	-
Meulebeke	925	910	1.039	114	-	3	308	613	-	2	16	-	-	-
Montzen	112	112	188	23	-	-	40	108	-	-	-	-	-	-
Oudenaarde	250	256	371	44	-	-	135	192	-	-	-	-	-	-
Rumbeke	643	637	723	63	-	23	240	391	7	-	6	-	-	-
Totaux	6.604	6.547	7.010	907	1	59	2.315	4.551	62	5	51	-	-	-
Putte	412	412	629	154	-	4	69	392	11	-	11	-	-	4
D'Armentières	108	108	224	44	-	1	43	130	2	-	2	-	-	-
Willebroeck	38	38	124	11	-	-	1	70	-	-	-	-	6	-
Willebroeck	307	307	344	31	-	-	61	225	1	1	4	-	1	2
Totaux	1.000	1.000	1.000	317	-	5	178	939	19	1	17	13	-	13
Ypres	140	140	904	12	-	2	193	611	-	-	-	-	-	-
Heulebeke	141	140	209	24	-	1	11	117	-	-	1	-	-	-
Mouscron	17	174	146	12	-	-	18	110	-	-	3	-	-	-
Eschtrun	116	113	144	15	-	-	16	104	-	-	1	-	-	-
Poperinghe	117	116	144	14	-	-	26	83	-	-	-	-	-	-
Wetteren	352	352	457	45	-	2	99	311	-	-	7	-	-	-
Totaux	1.000	1.000	1.000	178	-	5	306	1.475	19	-	19	-	-	0

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liège	7.704	7.653	10.227	2.412	19	70	1.692	6.034	51	3	48	-	-	-
Dalhem	731	730	956	245	-	-	77	634	1	-	1	-	-	-
Fexhe-Slins	750	749	821	183	3	1	257	377	1	-	1	-	-	-
Fléron	1.408	1.403	2.636	306	-	4	244	1.532	5	-	5	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1.277	1.274	2.127	262	-	-	34	1.831	3	-	3	-	-	-
Louveigné	573	573	757	245	-	-	192	320	-	-	-	-	-	-
Seraing	1.454	1.442	2.149	324	-	6	388	1.431	5	-	5	7	-	7
Waremmé	375	372	580	116	3	-	53	414	-	-	-	3	-	3
Total	14.272	14.196	19.769	4.332	26	81	2.937	12.573	66	3	63	10	2	10
Huy	1.107	1.092	1.440	370	22	47	372	629	8	-	8	7	-	5
Ferrières	77	77	109	23	-	-	38	48	-	-	-	-	-	-
Hannut	150	150	224	24	-	-	82	118	-	-	-	-	-	-
Jehay-Rodégnée	175	175	270	62	-	-	111	37	-	-	-	-	-	-
Landen	174	174	243	35	-	-	70	154	-	-	-	-	-	-
Nandrin	350	348	477	134	0	2	123	206	2	1	1	-	-	-
Total	2.031	2.014	2.769	658	28	49	802	1.232	10	1	9	7	2	5
Verviers	718	716	951	136	-	5	22	729	2	-	2	-	-	-
Aubel	412	412	554	113	-	-	50	401	-	-	-	-	-	-
Dison	203	203	245	35	-	2	15	193	-	-	-	-	-	-
Eupen	322	318	398	95	-	-	34	269	4	-	4	-	-	-
Herve	158	158	213	29	-	3	5	176	-	-	-	-	-	-
Limbourg	369	369	632	144	-	2	50	436	-	-	-	-	-	-
Malmédy	327	327	485	83	-	6	155	241	-	-	-	-	-	-
St-Vith	272	271	357	60	-	-	6	291	1	1	-	-	-	-
Spa	400	400	489	148	-	3	30	308	-	-	-	-	-	-
Stavelot	193	193	250	67	1	-	15	167	-	-	-	-	-	-
Total	3.374	3.367	4.584	969	1	21	382	3.211	7	1	6	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	1.784	1.770	1.989	417	-	4	1.087	481	14	1	13	-	-	-
Blizzen	752	749	995	208	4	8	351	424	3	-	3	-	-	-
Looz	697	696	962	194	-	1	471	296	1	-	1	-	-	-
Brée	371	371	371	62	7	1	245	56	-	-	-	-	-	-
Genk	1.301	1.297	1.538	189	15	24	593	717	4	-	4	-	-	-
Maaseik	758	758	931	98	-	-	597	236	-	-	-	-	-	-
Mechelen	1.099	1.096	1.258	117	-	-	157	984	4	-	4	-	-	-
Total	6.762	6.736	8.044	1.285	26	38	3.501	3.194	26	1	25	-	-	-
Hasselt	1.291	1.285	1.613	199	-	2	501	911	6	-	6	-	-	-
Beringen	1.487	1.484	1.986	213	-	-	150	1.623	3	-	3	-	-	-
Herk-la-Ville	419	418	565	134	-	-	248	183	1	-	1	-	-	-
Neerpelt	729	729	966	69	-	-	377	520	-	-	-	-	-	-
Peer	769	763	1.197	130	11	19	226	811	2	1	1	4	2	2
Saint-Trond	795	794	1.129	86	-	-	320	723	1	-	1	-	-	-
Total	5.490	5.473	7.456	831	11	21	1.822	4.771	13	1	12	4	2	2
Arlon	454	450	485	67	1	-	97	320	4	-	4	-	-	-
Etalle	202	197	206	18	3	8	66	111	-	-	-	-	-	-
Fauvillers	190	190	231	60	1	4	48	118	-	-	-	-	-	-
Florenville	140	139	141	11	-	-	47	83	-	-	-	-	-	-
Messancy	515	514	643	99	1	5	312	226	1	-	1	-	-	-
Virton	311	310	332	56	-	7	125	144	-	-	-	-	-	-
Total	1.812	1.800	2.036	311	6	24	695	1.002	5	-	5	7	-	7
Marche-en-Famenne	234	234	349	65	5	4	114	161	-	-	-	-	-	-
Durbuy	94	94	124	23	-	3	60	38	-	-	-	-	-	-
Erezée	80	80	107	30	-	-	23	54	-	-	-	-	-	-
Houffalize	106	106	141	32	-	-	47	62	-	-	-	-	-	-
Laroche	95	95	137	25	-	2	45	65	-	-	-	-	-	-
Nassogne	79	78	123	31	5	2	28	57	1	-	1	-	-	-
Vielsalm	47	47	60	7	-	2	23	28	-	-	-	-	-	-
Total	735	734	1.041	213	10	13	340	465	1	-	1	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	285	285	322	54	4		154	70						
Bastogne	223	220	351	49	5	1	181	115	3	1	2			
Bouillon	194	192	215	49		1	84	81	2		2			
Paliseul	166	161	193	49	3	1	72	68	2		2	3		3
Saint-Hubert	166	133	180	52		1	61	66	3		3			
Sibret	96	96	163	53			51	59						
Wellin	104	104	147	28	1	2	45	71						
Total	1.204	1.191	1.571	334	13	6	688	530	10	1	9	3		3
Namur	2.335	2.288	2.845	557	91	51	557	1.479	35	3	32	12	2	13
Andenne	300	358	448	82	2	25	10	279				8	1	7
Eghezée	364	393	433	123	1			256	1		1			
Foyat	1.291	1.278	1.851	457	22	16	54	754	4		4	9	1	8
Combloux	50	54	81	14	0		277	378	2		2			
Total	4.891	4.891	6.378	1.372	137	33	1.559	3.216	42	3	39	29	4	25
Dinant	709	672	791	114			250	421	37		37			
Beaulaing	143	140	177	35			90	82	3		3			
Ciney	905	900	1.192	148		7	232	325	5		5			
Couvin	351	348	422	87		3	105	227	2		2	1		1
Fleurbaey	541	535	614	202			101	311	3		3	3	1	2
Ceddinr	187	187	200	35	1		99	24						
Philippeville	182	181	224	63		2	78	21	1		1			
Rochefort	373	364	456	87	1	2	124	232	2		2	7	3	4
Walcourt	286	284	333	95		1	100	137	2		2			
Total	3.677	3.611	4.479	866	2	16	1.185	2.410	55		55	11	4	7
TOTAUX GENERAUX	156.701	154.785	186.594	25.708	720	1.300	37.329	121.538	1.591	65	1.526	325	43	282

Tableau n° 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1961

NATURE DES INFRACTIONS	Nom- bre des in- cul- pés	Acquit- tés	Ren- voyés par une décla- ration d'in- compé- tence	CONDAMNES					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				condi- tion- nel	sans condition		condi- tion- nelle	sans condi- tion	
					de 8 jours et plus	de 1 à 7 jours			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil (L. 4.10.1867)	Code pénal	17.713	3.868	18	38	11	61	5.006	8.711
	Lois spéciales	282	21	2	-	-	-	117	142
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	Code pénal	6.112	1.523	6	12	1	25	1.258	3.287
	Règlements communaux et provinciaux	4.723	476	8	-	1	15	880	3.343
	Lois spéciales et règlements généraux	157.754	19.674	112	659	1.104	82	30.068	106.055
Totaux		186.584	25.562	146	709	1.117	183	37.329	121.538

Tableau n° 12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1961

ARRON- DISSEMENTS	Appels					ARRON- DISSEMENTS	Appels				
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles	160	854	818	-	196	Furnes	16	92	84	-	24
Louvain	24	192	202	-	14	Ypres	36	111	99	-	48
Nivelles	23	132	135	-	20	Liège	412	967	767	4	608
Anvers	24	723	699	-	48	Huy	63	206	197	-	72
Malines	19	129	95	-	53	Verviers	98	286	261	-	123
Turnhout	27	101	100	-	28	Tongres	36	234	233	-	37
Mons	14	320	328	-	6	Hasselt	43	243	242	-	44
Charleroi	112	481	475	-	118	Arlon	21	111	121	-	11
Tournai	11	130	122	-	19	Marche-en-Famenne	33	78	79	-	32
Gand	101	466	454	3	110	Neufchâteau	21	75	76	-	20
Audenarde	32	209	204	-	37	Namur	99	464	365	-	198
Termonde	14	425	428	-	11	Dinant	37	175	140	-	72
Bruges	37	447	428	-	56						
Courtrai	53	286	282	2	55						
Totaux						Totaux	1.566	7.937	7.434	9	2.060

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 et 11^{bis} (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX

(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1961

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	16	-	1	15	-	-
Nivelles	7	-	1	6	-	-
Anvers	5	3	-	2	-	-
Malines	2	-	1	1	-	-
Turnhout	2	-	-	2	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-
Charleroi	23	5	3	15	-	-
Tournai	16	2	3	10	-	1
Gand	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	73	2	-	71	-	-
Bruges	7	1	1	5	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	6	1	-	5	-	-
Ypres	3	-	-	3	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	13	2	-	11	-	-
Tongres	39	4	5	30	-	-
Hasselt	20	3	4	13	-	-
Arlon	2	-	1	1	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	56	3	10	42	1	-
Dinant	12	6	2	4	-	-
Totaux	302	32	32	236	1	1

Tableau n° 13^b - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1961

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	1	-	-	1	-	-
Louvain	1	-	-	1	-	-
Nivelles	2	1	-	1	-	-
Anvers	6	-	-	6	-	-
Malines	1	-	1	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	20	5	-	15	-	-
Charleroi	9	-	1	8	-	-
Tournai	13	2	3	7	-	1
Gand	12	5	4	3	-	-
Audenarde	3	-	1	2	-	-
Termonde	1	-	-	-	1	-
Bruges	1	-	-	1	-	-
Courtrai	35	5	3	26	1	-
Furnes	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	6	-	-	6	-	-
Verviers	9	1	-	8	-	-
Tongres	1	-	-	1	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon	2	-	-	2	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	1	-	1	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-
Totaux :	124	19	14	88	2	1

5 Tribunaux concernés

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES LONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A SOUCIFFER - 1961

ARRONDISSEMENTS	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE										AFFAIRES TERMINEES							
	portées devant le tribunal par			recueillies devant le tribunal par			Total des affaires à juger	Par jugement				Total des affaires terminées	Affaires restant à juger à la fin de l'année					
	citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une admittance publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation		au fond			d'incompétence			par radiation du rôle				
								con- radic- toi- lement	par défaut	conna- dict. à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des accusés					Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Tongres	1.100	3.124	1.175	1.402	2	2.973	2.106	1.148	1.011	291	68	1.370	1.011	1.370	1.011	1.370	1.011	
Hasselt	171	47	1	14	1	1.194	1.204	164	1.215	212	44	1.471	1.215	1.471	1	1.371	1.008	
Arlon	197	31	44	214	8	887	1.009	225	940	212	44	1.471	1.009	1.471	1	1.476	610	
Marche-en-famenne	130	1.559	44	1.591	1	3.525	3.741	1.127	4.868	92	80	716	3.525	716	2	716	137	
Neufchâteau	54	1.110	30	224	1	1.501	2.019	169	1.850	169	20	1.057	1.850	1.057	11	1.410	309	
Namur	385	1.121	114	170	1	1.572	1.587	217	1.400	217	30	1.400	1.400	1	1.412	148		
Dinant	285	1.012	243	710	3	2.445	2.522	437	1.752	437	117	2.286	1.752	2.286	1	2.290	339	
Totaux :	19.894	55.897	3.864	15.248	18	75.907	42.738	9.622	55.139	2.779	48	55.139	42.738	55.139	223	55.410	20.497	

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	710	1.291	1	86	290	1	-	1.669	2.379	1.011	291	68	1.370	-	1	1.371	1.008
Hasselt	171	1.541	64	70	240	-	-	1.915	2.086	1.215	212	44	1.471	5	1	1.476	610
Arlon	197	461	-	25	170	-	-	656	853	544	92	80	716	-	-	716	137
Marche-en-famenne	130	86	2	23	202	-	-	313	443	271	70	7	348	-	2	350	93
Neufchâteau	54	348	-	36	119	-	-	503	557	387	101	16	504	4	3	511	46
Namur	385	1.240	8	95	428	1	1	1.773	2.158	1.261	433	70	1.764	-	-	1.764	394
Dinant	285	712	14	50	238	-	2	1.016	1.301	749	154	40	943	-	9	952	349
Totaux :	19.894	55.897	951	3.864	15.248	18	35	56.013	75.907	42.738	9.622	2.779	55.139	48	223	55.410	20.497

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES PAR UN JUGE UNIQUE - 1961

ARRONDISSEMENTS	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
1	2	3	4
Bruxelles	8.086	1.114	6.972
Louvain	1.118	82	1.036
Nivelles	849	223	626
Anvers	5.446	1.144	3.797
Mallein	1.397	367	1.031
Turnhout	1.409	349	1.061
Mons	2.290	380	1.906
Charleroi	3.552	1.584	2.078
Tournai	1.330	455	865
Gand	3.528	1.685	1.863
Audenarde	1.435	827	609
Tormonde	2.812	1.595	1.217
Bruges	3.441	1.795	1.642
Courtrai	2.325	1.123	1.800
Fumes	856	101	255
Ypres	1.015	314	651
Liège	4.402	1.515	2.437
Huy	819	157	654
Verviers	1.206	372	634
Tongres	1.370	143	1.222
Hasselt	1.471	359	1.112
Arlon	716	225	491
Marche-en-Famenne	348	57	251
Neufchâteau	504	150	384
Namur	1.764	854	910
Dinant	943	718	324
Totaux :	55.139	15.011	35.828

4° Cours d'appel

Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL
NOMBRE ET NATURE DES ARRETS RENDUS

1961

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES												NOMBRE DES ARRETS			Total
	à juger			terminées			NOMBRE DES ARRETS			ARRETS						
	pen- dants au 1er janvier	portées devant la cour durant l'année	Total	par arrêt	rayées du rôle dispa- rues par jonction etc.	Total	restant à juger à la fin de l'année	contra- dic- toires	par défaut	contra- dic- toires à l'égard de cer- tains prévenus	Total	confir- matis	infir- matis en tout ou en partie	Nombre des préve- nus jugés		
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
Bruxelles	138	2.539	2.677	2.319	63	2.382	295	2.126	149	42	2.317	1.169	1.148	2.955		
Gand	556	1.666	2.222	1.651	-	1.651	571	1.454	96	101	1.651	835	816	2.679		
Liège	103	1.900	1.903	1.744	-	1.744	159	1.502	88	154	1.744	584	1.160	2.636		
Totaux :	797	6.005	6.802	5.714	63	5.777	1.025	5.082	333	297	5.712	2.588	3.124	8.270		

5° - Cours d'assises

Tableau n° 17 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées ; nombre des individus poursuivis - 1961

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	3	3	-	-	-	5
Anvers	5	5	-	-	-	5
Hainaut	2	2	-	-	-	2
Flandre orientale	4	4	-	-	-	4
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	3
Liège	1	1	-	-	-	1
Limbourg	1	1	-	-	-	1
Luxembourg	1	1	-	-	-	1
Namur	2	2	-	-	-	2
Le Royaume :	22	22	-	-	-	24

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés - 1961

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES												DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE										
	Accusés jugés contradictoirement												Accusés jugés par contumace										
	condamnés à la peine												Acquittés										
	des travaux forcés												Nombre total des prévenus										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
Brabant	5	5	2	5	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Anvers	5	5	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Hainaut	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Flandre orientale	4	4	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Flandre occidentale	3	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Liège	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Limbourg	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Luxembourg	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Namur	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Le Royaume	24	24	6	8	6	4	6	4	3	4	5	4	4	5	3	4	5	4	3	4	5	4	5

Tableau n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1961

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquités	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS A LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire		
					de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion de l'emprisonnement		à l'amende	de l'interdiction		de la mise à la disposition du gou- vernement				
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	extraordinaire	à temps	de 10 ans et plus						de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																				
Meurtre art. 392, 393	13	3	-	10	-	3	5	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	9	-	-
Assassinat art. 394	8	4	-	4	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	2	-	-
Viol art. 372 et suivants	2	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																				
Incendie art. 510, 518, 518	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX :	24	8	-	16	-	4	6	-	-	-	-	-	2	3	1	-	-	13	-	-

Tableau n° 19 - AFFAIRES JUGÉES PAR CONTUMACE - 1961

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNÉS A LA PEINE										Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende		
				à perpétuité	de 10 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	à perpétuité	à temps						
								exceptionnelle	ordinaire					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
NEANT														

Tableau n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1961

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 1 mois à 3 ans	de 15 jours à 1 mois	rendu inopérant			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NEANT									

Tableau n° 21 - AFFAIRES PENALES (2ème chambre) - 1961

NATURE DES ARRÊTS	Nombre des arrêts	RESULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger			
		le ministère public, le gouverneur de province etc.	les parties				
1	2	3	4	5			
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	-	-	-		
		rejet	-	3	3		
	correctionnelle	cassation	151	-	2		
		rejet	-	701	850		
	cour militaire	cassation	1	-	1		
		rejet	-	6	6		
	de défense sociale	cassation	1	-	-		
		rejet	-	8	9		
	de milice	cassation	3	-	-		
		rejet	-	21	24		
	électorale	cassation	-	-	-		
		rejet	-	-	-		
	fiscale	cassation	47	-	-		
		rejet	-	107	154		
ordre des médecins	cassation	-	-	-			
	rejet	-	1	1			
ordre des pharmaciens	cassation	-	-	-			
	rejet	-	-	-			
réviseurs d'entreprises	cassation	-	-	-			
	rejet	-	2	2			
conseil d'enquête maritime	cassation	-	-	-			
	rejet	-	1	1			
Totaux		203	850	3	1.050	719	
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	11	-	12	-	5
		rejet	-	1	-	-	-
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	-	-	-	-	-
		rejet	-	2	-	2	1
	en réhabilitation	admission	-	-	-	-	-
		rejet	-	3	-	3	-
	en annulation	admission	19	-	19	-	3
		rejet	-	-	-	-	-
	en revision	admission	4	-	1	1	-
		rejet	-	2	-	4	2
Totaux		34	8	32	10	11	
Total général		237	858	35	1.060	730	

B. - Affaires civiles et commerciales

1° Justice de paix

Tableau n° 22 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1961)

CANTONS	Affaires pendantes au début de l'année	Affaires introduites pendant l'année			Affaires terminées			Affaires restant à juger à la fin de l'année	Jugements rendus avant de statuer au fond	
		par citation	par procès verbal de comparution volontaire	par requête	Total	par jugement au fond	par radiation, jonction, etc.			Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	134	2.466	10	15	2.491	2.221	307	2.528	97	113
" 2e canton	482	2.792	56	-	2.948	2.492	257	2.749	581	112
" 3e canton	159	3.309	29	22	3.360	3.033	323	3.356	163	206
" 4e canton	117	1.905	38	46	1.989	1.728	199	1.927	179	154
Anderlecht	313	3.121	43	219	3.383	3.028	450	3.478	218	149
Asse	73	572	2	-	574	515	48	563	84	69
Hal	38	730	27	31	788	718	62	780	46	60
Ixelles 1er canton	132	3.505	17	-	3.522	3.371	215	3.587	67	58
" 2e "	7	2.256	22	67	2.345	1.985	355	2.342	10	132
Molenbeek-St-Jean	176	3.165	48	120	3.333	2.033	346	2.382	127	149
Saint-Gilles	89	1.901	15	51	1.957	1.797	178	1.935	91	132
St-Josse-ten-Noode	163	3.612	31	138	3.781	3.371	420	3.791	153	383
Schaerbeek 1er canton	138	1.947	18	45	2.010	1.755	276	2.031	117	129
" 2e canton	125	1.927	25	115	2.057	1.828	195	2.003	189	124
St-Kwintens-Leinik	28	318	4	98	420	351	34	425	23	154
Uccle	143	3.159	44	74	3.277	2.693	350	3.243	177	160
Vilvoorde	61	1.041	39	1	1.081	939	78	1.038	104	81
Wolvenstem	90	683	21	39	743	620	69	682	151	69
Totaux	2.468	38.409	489	1.081	39.979	35.830	4.040	39.370	2.577	2.434
Solvain 1er canton	114	593	3	47	643	576	67	643	94	45
" 2e "	104	784	2	39	825	751	30	837	92	54
Aarschot	10	267	-	-	267	222	40	262	15	6
Diest	18	460	1	4	465	426	19	445	38	73
Clabek	12	114	2	4	120	109	11	120	12	27
Haacht	34	228	5	17	241	200	14	214	28	14
Tillemont	43	523	14	34	571	537	44	581	33	83
Léau	33	128	8	10	141	100	31	131	48	18
Totaux	368	3.097	33	155	3.285	2.951	342	3.293	360	320
Nouvelles	209	976	57	29	1.062	910	60	990	281	30
Chenay	21	233	5	9	247	216	10	232	36	11
Jodogne	24	337	10	-	347	289	23	312	59	68
Ferrières	30	139	9	11	159	140	9	149	40	16
Wavre	66	908	24	60	992	818	192	1.010	48	138
Totaux	350	2.593	105	109	2.807	2.373	320	2.693	464	265

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1er canton	103	1.400	10	66	1.545	1.359	162	1.521	127	145
Anvers 2e "	200	2.588	39	46	2.673	2.403	286	2.689	273	107
Anvers 3e "	131	2.044	68	110	2.242	1.946	330	2.276	97	169
Anvers 4e "	242	1.665	219	74	1.958	1.596	244	1.840	360	339
Berchem	456	1.633	38	71	1.792	1.549	189	1.738	512	141
Boom	47	523	37	39	599	538	47	585	61	53
Borgerhout	206	2.617	45	187	2.848	2.502	302	2.804	311	175
Brecht	60	422	11	7	440	359	58	417	92	22
Ekeren	112	1.190	16	66	1.262	1.087	140	1.227	147	773
Kontich	21	634	24	37	695	576	113	689	27	46
Zandhoven	36	474	9	8	491	419	44	463	64	19
Totaux :	1.774	16.319	516	711	16.546	14.334	1.915	16.249	2.071	1.989
Malines (Nord)	95	465	6	33	534	469	48	517	112	38
" (Sud)	74	746	41	29	816	717	74	791	99	94
Duffel	67	324	16	22	362	300	45	345	104	36
Weist-op-den-Berg	26	272	-	-	272	234	28	262	36	28
Lierre	127	581	26	15	572	517	47	564	135	60
Puurs	41	276	6	-	282	243	39	282	41	19
Totaux :	466	2.644	95	99	2.838	2.480	281	2.761	527	275
Turnhout	95	526	21	8	555	437	107	544	106	47
Arendonk	37	157	12	4	173	119	30	149	51	25
Werenthals	75	395	13	16	424	366	64	430	69	63
Hoogstraten	26	173	5	4	182	167	15	182	26	21
Mol	78	527	25	-	612	569	35	604	86	128
Westerlo	32	179	9	13	201	179	21	200	34	26
Totaux :	334	2.017	85	45	2.147	1.837	272	2.109	372	310
Mons	106	1.647	36	18	1.701	1.601	162	1.763	134	61
Boussu	125	1.063	37	57	1.137	1.031	128	1.159	103	60
Chièvres	31	175	8	9	192	177	21	198	25	9
Dour	33	304	5	13	412	367	35	402	43	24
Enghien	16	131	1	7	139	119	23	142	13	10
La Louvière	68	756	44	41	841	785	55	840	69	83
Lens	60	376	10	1	387	354	45	399	48	21
Pitragues	62	601	10	-	644	445	129	574	58	62
Rosoux	113	527	10	18	535	462	57	519	129	69
Soignies	32	658	14	9	651	513	46	559	47	92
Totaux :	785	6.078	155	206	6.439	5.854	701	6.555	669	491
Charleroi (Nord)	116	1.565	42	63	1.670	1.511	156	1.667	119	91
Charleroi (Sud)	219	1.022	104	62	1.798	1.595	229	1.824	193	99
Beaumont	26	179	4	7	190	169	22	191	25	13
Binche	60	658	24	27	909	826	88	914	84	38
Châtelet	76	604	9	12	645	743	123	866	55	52
Chimay	12	182	10	3	205	183	17	200	17	7
Fontaine-l'Évêque	123	767	16	-	783	696	61	757	149	41
Gosselies	46	706	19	24	748	670	75	745	49	31

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jumet	47	538	16	58	612	544	66	610	49	43
Marchienne-au-Pont	38	555	67	21	643	598	54	652	29	34
Merbes-le-Château	47	301	6	2	309	277	12	289	67	11
Seneffe	137	670	26	-	696	628	57	685	148	56
Thuin	3	391	-	8	399	372	26	398	4	4
Totaux :	979	9.177	343	287	9.807	8.812	986	9.798	988	520
Tournai	43	475	32	18	525	510	14	524	44	33
Antoing	95	148	3	4	155	143	12	155	95	6
Ath	66	209	-	-	209	176	17	193	82	22
Celles	3	78	-	4	82	78	2	80	5	4
Flobecq	27	76	7	4	87	77	8	85	29	11
Frasnes	27	70	8	2	80	67	8	75	32	10
Lessines	22	181	5	9	195	173	17	190	27	10
Leuze	36	226	51	12	289	253	25	278	47	19
Péruwelz	93	250	10	9	269	236	23	259	103	27
Quevaucamps	10	247	5	13	265	227	35	262	13	26
Templeuve	21	142	3	5	150	141	6	147	24	19
Totaux :	443	2.102	124	80	2.306	2.081	167	2.248	501	187
Gand 1er canton	175	962	42	38	1.042	979	113	1.092	125	35
Gand 2e "	151	1.072	28	31	1.131	950	118	1.068	214	45
Gand 3e "	102	833	6	41	880	794	90	884	98	59
Assenede	57	158	-	-	158	140	22	162	53	3
Deinze	69	193	16	2	211	196	42	238	42	12
Eeklo	110	281	-	-	281	309	33	342	49	13
Evergem	42	485	11	15	511	431	88	519	34	29
Kaprijke	10	79	-	-	79	66	10	76	13	8
Kruishoutem	19	111	5	1	117	85	16	101	35	6
Ledeberg	70	560	15	20	595	514	78	592	73	19
Lochristi	18	188	-	-	188	147	28	175	31	23
Nazareth	42	134	12	17	163	128	19	147	58	21
Nevele	71	80	2	3	85	90	15	105	51	7
Oosterzele	30	284	40	17	341	297	39	336	35	10
Waarschoot	6	39	3	-	42	38	5	43	5	9
Zomergem	19	129	2	3	134	114	19	133	20	12
Totaux :	991	5.588	182	188	5.958	5.278	735	6.013	936	311
Audenarde	102	250	14	7	271	245	33	278	95	18
Grammont	52	193	8	24	225	201	32	233	44	43
Herzele	32	309	26	35	370	336	45	381	21	57
Nederbrakel	12	127	8	7	142	144	-	144	10	21
Ninove	107	454	16	23	493	423	85	458	142	60
Renaix	49	342	13	4	359	280	76	356	52	22
St-Maria-Horebeke	41	103	6	3	112	101	19	120	33	10
Zottegem	24	175	3	4	182	158	36	194	12	9
Totaux :	419	1.953	94	107	2.154	1.888	276	2.164	409	240

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Termonde	87	609	-	182	791	783	29	812	66	22
Alost	339	1.045	37	28	1.110	880	189	1.069	380	112
Beveren	58	215	11	15	241	215	33	248	51	22
Hamme	9	242	9	3	254	237	19	256	7	22
Lokeren	16	219	10	17	246	211	24	235	27	11
Sint-Gillis-Waas	29	229	4	-	233	194	24	218	44	23
Saint-Nicolas	31	1.665	102	-	1.767	1.646	98	1.744	54	27
Tamise	63	238	20	21	279	234	65	299	43	34
Wetteren	80	257	57	-	314	303	16	319	75	5
Zele	14	241	17	5	263	241	25	266	11	12
Totaux :	726	4.960	267	271	5.498	4.944	522	5.466	758	290
Bruges 1er canton	19	489	24	13	526	436	70	506	39	24
Bruges 2e "	149	888	35	61	984	876	96	972	161	787
Bruges 3e "	119	779	141	30	950	848	70	918	151	68
Ardoole	24	96	15	6	117	98	16	114	27	14
Gistel	63	195	6	15	216	199	12	211	68	19
Ostende	134	1.041	20	49	1.110	990	120	1.110	134	68
Ruislede	6	35	1	2	38	30	9	39	5	2
Tielt	21	116	3	3	122	105	18	123	20	6
Torhout	42	361	12	16	389	338	36	374	57	32
Totaux :	577	4.000	257	195	4.452	3.920	447	4.367	662	1.020
Courtrai 1er canton	114	408	2	7	417	363	52	415	116	12
Courtrai 2e "	91	749	-	20	769	661	61	722	138	26
Avelgem	9	103	3	2	108	82	14	96	21	3
Harelbeke	31	511	16	5	532	458	62	520	43	10
Izegem	37	293	16	13	322	265	65	330	29	1
Menin	267	547	24	14	585	523	52	575	277	32
Meulebeke	25	150	2	-	152	109	40	149	28	19
Mouscron	593	463	16	12	491	397	41	438	646	27
Moorsele	27	196	5	3	204	178	15	193	38	11
Oostrozebeke	23	163	4	-	167	150	15	165	25	17
Roulers	13	499	33	24	556	498	57	555	14	23
Totaux :	1.230	4.082	121	100	4.303	3.684	474	4.158	1.375	189
Furnes	80	433	2	8	443	406	48	454	69	17
Dixmude	30	136	5	1	142	109	33	142	30	9
Haringe	17	60	8	-	68	69	11	80	5	2
Nieupoort	79	276	10	9	295	258	48	306	68	12
Totaux :	206	905	25	18	948	842	140	982	172	40
Ypres 1er canton	15	112	1	8	121	105	15	120	16	3
Ypres 2e "	14	222	5	5	232	190	34	224	22	9
Hooglede	26	107	6	1	114	96	13	109	31	7
Messines	8	69	6	-	75	64	10	74	9	10
Passendale	4	61	3	3	67	51	4	55	16	4
Poperinge	13	125	3	7	135	99	11	110	38	6
Wervik	15	193	1	5	199	181	20	201	13	5
Totaux :	95	889	25	29	943	786	107	893	145	44

Tableau n° 22 - (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liège 1er canton	550	2.613	5	167	2.785	2.572	234	2.806	529	292
Liège 2e "	207	3.543	26	73	3.642	3.397	366	3.763	86	121
Dalhem	23	293	9	-	302	254	35	289	36	24
Fexhe-Slins	109	458	19	14	491	425	77	502	98	61
Fléron	85	1.179	68	51	1.298	1.157	111	1.268	115	54
Grivegnée	83	987	31	46	1.064	952	113	1.055	82	94
Werstal	247	836	37	47	920	863	114	977	190	167
Mollogne-aux-Pierres	41	1.125	39	94	1.258	1.190	72	1.262	37	97
Louveigné	88	439	-	-	439	374	53	427	100	37
Saint-Nicolas	108	685	25	12	722	607	111	718	112	84
Seraing	38	1.406	86	71	1.563	1.464	105	1.569	32	81
Waremmé	30	318	21	14	353	316	50	366	17	39
Totaux :	1.609	13.882	366	589	14.837	13.571	1.441	15.012	1.434	1.151
Muy	159	1.014	53	35	1.102	990	100	1.090	171	73
Ferrières	7	68	1	-	69	50	9	59	17	4
Manaut	43	170	13	-	183	154	9	163	63	12
Jehay-Bodegnée	25	124	9	-	133	127	6	133	25	11
Landin	30	181	3	7	191	162	30	192	29	35
Nandrin	49	320	19	8	347	311	27	338	58	32
Totaux :	313	1.877	98	50	2.025	1.794	181	1.975	363	167
Verviers	81	728	17	32	777	742	67	809	49	29
Aubel	-	150	3	3	156	140	16	156	-	12
Dison	7	189	26	1	216	188	17	205	18	166
Eupen	24	214	18	9	241	211	26	237	28	34
Merve	16	120	-	-	120	100	15	115	21	104
Limbourg	12	189	13	5	207	178	23	201	18	115
Malmédy	18	273	12	-	285	264	16	280	23	16
Saint-Vith	55	164	5	-	169	141	28	169	55	17
Spa	36	304	14	-	318	291	33	324	30	47
Stavelot	15	87	1	1	89	88	9	97	7	9
Totaux :	264	2.418	109	51	2.578	2.343	250	2.593	249	549
Tongres	156	569	12	61	642	710	61	771	27	61
Bilzen	37	400	9	8	417	377	36	413	41	42
Borgloon (Looz)	29	178	3	-	181	168	26	194	16	12
Brée	8	126	-	-	126	121	7	128	6	8
Genk	32	963	3	12	978	910	88	998	12	39
Maaseik	3	288	-	-	288	247	37	284	7	15
Mechelen s/Meuse	16	447	16	24	487	438	54	492	11	21
Totaux :	281	2.971	43	105	3.119	2.971	309	3.280	120	198
Hasselt	11	676	14	21	711	654	48	702	20	26
Beringen	31	-	535	-	535	485	47	532	34	28
Herck-la-ville	37	150	4	-	154	138	11	149	42	15
Neerpelt	29	250	10	8	268	218	21	239	58	25

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Peer	9	164	-	-	164	147	14	161	12	8
Saint-Trond	50	444	2	28	474	447	38	485	39	41
Totaux :	167	1.684	565	57	2.306	2.089	179	2.268	205	143
Arlon	29	282	37	24	343	260	67	327	45	48
Etalle	16	119	4	8	131	117	14	131	16	15
Fauvillers	13	33	4	1	38	29	5	34	17	5
Florenville	34	91	3	16	110	94	6	100	44	13
Messancy	18	252	15	5	272	237	33	270	20	73
Virton	63	139	4	16	159	133	24	157	65	36
Totaux :	173	916	67	70	1.053	870	149	1.019	207	190
Marche-en-Famenne	41	284	1	-	285	225	31	256	70	26
Durbuy	19	105	5	24	134	111	10	121	32	13
Erezée	7	67	2	9	78	65	14	79	6	3
Houffalize	22	54	2	4	60	53	5	58	24	8
Laroche	15	121	3	-	124	92	7	99	40	4
Nassogne	6	35	1	5	41	36	6	42	5	13
Vielsalm	19	55	5	-	60	66	3	69	10	4
Totaux :	129	721	19	42	782	648	76	724	187	71
Neufchâteau	130	204	9	-	213	175	28	203	140	15
Bastogne	16	145	4	2	151	111	23	134	33	8
Bouillon	37	64	5	1	70	66	6	72	35	7
Paliseul	47	136	9	7	152	128	20	148	51	21
Saint-Hubert	56	72	3	7	82	74	23	97	41	7
Sibret	9	73	1	-	74	59	10	69	14	5
Wellin	2	69	1	2	72	50	11	61	13	10
Totaux :	297	763	32	19	814	663	121	784	327	73
Namur 1er canton (N.)	60	989	47	-	1.036	902	97	999	97	68
" 2e " (S.)	38	762	26	55	843	744	100	844	37	64
Andenne	21	501	27	-	528	402	76	478	71	31
Eghezée	13	303	13	5	321	287	19	306	28	9
Fosse	45	727	35	22	784	615	72	687	142	12
Gembloux	283	366	31	27	424	365	40	405	302	27
Totaux :	460	3.648	179	109	3.936	3.315	404	3.719	677	211
Dinant	41	347	58	-	405	417	12	429	17	59
Beauraing	19	124	9	2	135	118	20	138	16	11
Ciney	18	421	16	19	456	420	38	458	16	48
Couvin	35	240	19	4	263	245	26	271	27	5
Florennes	35	177	14	-	191	183	25	208	18	16
Gedinne	22	71	10	3	84	75	9	84	22	20
Philippeville	24	126	10	9	145	129	23	152	17	2
Rocheftort	33	239	8	11	258	223	48	271	20	37
Walcourt	41	232	11	4	247	228	17	245	43	15
Totaux :	268	1.977	155	52	2.184	2.038	218	2.256	196	213
LE ROYAUME :	16.156	134.670	4.549	4.825	144.044	128.196	15.053	143.249	16.951	11.889

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Liège 1er canton	535	998	Arlon	141	374
" 2e "	369	600	Etalle	35	47
Dalhem	88	137	Fauvillers	24	31
Fexhe-Slins	89	262	Florenville	57	159
Fléron	135	276	Messancy	110	80
Grivegnée	334	349	Virton	92	212
Merstal	149	261			
Hollogne-aux-Pierres	79	342			
Louveigné	47	162			
Saint-Nicolas	76	113			
Seraing	216	673			
Waremme	127	183			
Totaux :	2.244	4.356	Totaux :	459	903
			Marche-en-Famenne	92	317
			Durbuy	40	154
			Erezée	27	52
			Mouffalze	45	29
			Laroche	55	88
			Nassogne	39	44
			Vielsalm	100	120
			Totaux :	400	814
Muy	203	440			
Ferrières	13	27			
Mannut	79	119			
Jehay-Bodegnée	30	80			
Landen	112	184			
Nandrin	57	182			
Totaux :	494	1.032	Totaux :	507	779
Verviers	12	70			
Aubel	49	201			
Dison	111	144			
Eupen	102	141			
Herve	28	66			
Limboux	156	71			
Malmédy	112	160			
Saint-Vitu	52	146			
Spa	208	505			
Stavelot	108	160			
Totaux :	938	1.664	Totaux :	1.946	3.821
Tongres	326	629			
Bilzen	158	284			
Borgloon	129	198			
Bree	77	161			
Genk	413	223			
Maaseik	98	283			
Mechelen s/Meuse	66	277			
Totaux :	1.267	2.055	Totaux :	1.477	2.965
Hasselt	320	853			
Beringen	93	697			
Herck-la-Ville	98	180			
Neerpelt	90	260			
Peer	101	235			
Saint-Trond	292	552			
Totaux :	994	2.777	LE ROYAUME :	34.045	55.313

La statistique a depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	Affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1947	146.236	3.892	2,6
1948	165.259	6.791	4,1
1949	179.915	9.312	5,1
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.674	6,8
1952	136.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.497	9.155	6,7
1955	142.284	13.430	9,4
1956	139.869	13.146	9,4
1957	143.532	13.999	10,3
1958	143.844	14.522	9,9
1959	154.303	11.775	7,6
1960	148.353	11.895	8,0
1961	160.200	12.106	7,6

Tableau n° 23 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE
DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1947	20.449	3.711	31.084	844	143.740
1948	19.435	3.812	26.208	806	129.526
1949	18.926	3.759	28.439	872	122.130
1950	18.019	3.363	29.745	751	120.192
1951	17.222	3.478	31.450	766	140.765
1952	16.344	3.262	34.478	812	152.503
1953	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1954	15.761	3.215	33.717	777	159.601
1955	16.260	2.998	36.509	844	175.669
1956	16.197	2.953	38.361	784	186.812
1957	16.124	3.104	35.156	800	185.288
1958	15.767	3.105	34.788	885	195.177
1959	15.384	3.298	31.041	763	178.257
1960	15.159	3.169	26.666	794	180.017
1961	15.750	3.387	20.280	756	192.504

Tableau n° 24 - APERÇU GENERAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1961

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										TERMEES PAR DES JUGEMENTS					
	AFFAIRES A JUGER					AFFAIRES TERMINEES					AFFAIRES					
	anciennes		Nouvelles			Nombre total des affaires à juger	par des jugements		par décret, transaction, abandon, jonction ou radiation	Nombre total des affaires terminées	Nombre des affaires restant à juger	qui accueillent la demande	qui rejettent la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public
	pendantes au commencement de l'année	2	3	4	5		sur opposition à des jugements par défaut	réinscrites au rôle									introduites pendant l'année	par défaut	contra-dictoires	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	6.273	1.076	234	7.999	15.582	3.482	2.335	5.817	1.956	7.773	7.809	4.480	1.337	1.568	4.249	5.416
Louvain	1.127	5	15	954	2.101	369	247	616	139	755	1.346	462	154	616	-	112
Nivelles	1.054	3	14	582	1.653	283	213	466	66	532	1.121	347	119	384	82	268
Anvers	3.844	74	75	4.296	8.289	2.099	1.059	3.158	1.081	4.239	4.050	2.525	633	2.047	1.111	1.814
Malines	1.070	1	10	622	1.703	285	206	491	39	530	1.173	381	110	353	138	330
Turnhout	727	18	8	558	1.311	499	184	683	9	692	619	548	135	528	155	202
Mons	1.722	18	23	1.263	3.026	453	386	839	310	1.149	1.877	799	40	524	315	567
Charleroi	2.490	27	58	1.867	4.442	608	714	1.322	302	1.624	2.818	1.149	173	1.162	160	703
Tournai	483	-	-	565	1.048	232	214	446	86	532	516	391	55	277	169	331
Gand	2.436	9	6	1.477	3.928	729	408	1.137	354	1.491	2.437	802	335	1.008	129	469
Audenarde	458	6	9	491	964	287	180	457	103	570	394	314	153	444	23	136
Termonde	1.014	31	21	846	1.912	443	227	670	150	820	1.092	545	125	527	143	299
Bruges	1.297	6	9	1.100	2.412	476	276	752	284	1.036	1.376	560	192	658	94	317
Courtrai	880	13	5	858	1.569	332	273	605	86	691	878	418	187	605	-	199
Furber	242	5	5	317	570	158	97	255	38	293	277	197	58	210	45	105
Ypres	366	2	1	232	601	142	47	189	33	232	379	136	53	189	-	53
Liège	2.170	65	4	2.121	4.360	855	721	1.556	193	1.749	2.611	1.286	270	832	724	1.554
Huy	159	3	4	349	515	183	145	328	7	335	180	283	45	220	108	191
Verviers	418	2	15	573	1.013	195	227	422	91	513	500	348	74	367	55	203
Tongres	303	4	18	516	841	281	191	472	43	515	326	374	98	472	-	65
Hazeelt	576	3	7	635	1.721	349	182	531	98	623	592	351	180	397	134	187
Arlon	422	3	12	288	725	141	107	248	51	299	426	235	13	227	21	79

Tableau n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Famenne	425	-	5	142	572	34	54	88	103	191	381	59	29	88	-	8
Neufchâteau	242	-	4	128	374	41	55	96	13	109	265	85	11	96	-	21
Namur	816	11	-	528	1.355	220	225	445	60	505	850	358	87	338	107	321
Dinant	588	-	17	444	1.049	276	192	468	98	566	483	354	114	468	-	98
Resort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	18.790	1.222	437	18.706	39.155	8.280	5.558	13.838	3.988	17.826	21.329	11.082	2.756	7.459	6.379	9.743
Gand	6.693	75	57	5.131	11.956	2.567	1.508	4.075	1.048	5.123	6.833	2.972	1.103	3.641	434	1.578
Liège	6.119	91	86	5.729	12.025	2.555	2.099	4.654	757	5.411	6.614	3.733	921	3.505	1.149	2.727
Le Royaume :	31.602	1.388	580	29.566	63.136	13.402	9.165	22.567	5.793	28.360	34.776	17.787	4.780	14.605	7.962	14.048

Tableau n° 25 - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND

AFFAIRES SUR REQUÊTE - REFERES (1961)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	REFERES JUGES
		Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sur requête	Total des affaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.408	5.214	46	-	5.260	1.464	1.080
Louvain	139	510	18	12	540	127	166
Nivelles	138	441	23	-	464	60	70
Anvers	790	2.573	33	21	2.627	920	727
Malines	162	385	7	-	392	65	104
Turnho...	115	296	5	-	301	47	55
Mons	415	1.412	20	12	1.444	89	365
Charleroi	87	1.448	8	-	1.456	21	420
Tournai	35	521	22	-	543	157	109
Gand	431	1.657	15	12	1.684	544	245
Audenarde	102	253	13	-	266	49	39
Termonde	170	406	10	13	429	90	75
Bruges	163	502	39	-	541	150	204
Courtrai	188	482	14	5	501	70	118
Furnes	59	143	8	-	151	47	33
Ypres	68	149	3	3	155	19	40
Liège	688	1.954	45	12	2.011	402	584
Huy	65	334	4	-	338	2	92
Verviers	124	569	7	-	576	113	116
Tongres	80	378	4	5	387	19	43
Hasselt	192	447	9	-	456	97	69
Arlon	148	418	2	-	420	41	64
Marche-en-Famenne	34	201	-	1	202	13	12
Neufchâteau	35	440	2	-	442	9	9
Namur	138	596	3	-	599	109	119
Dinant	133	455	9	-	464	26	71
Ressort de la Cour d'appel de :							
Bruxelles	3.589	12.800	182	45	13.027	2.950	3.096
Gand	1.181	3.592	102	33	3.727	969	754
Liège	1.637	5.792	85	18	5.895	931	1.179
LE ROYAUME :	6.407	22.184	369	96	22.649	4.850	5.029

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

3° Tribunaux de Commerce

Tableau n° 26 - APERCU GENERAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1961

TRIBUNAUX	NATURE DES CAUSES													
	Causes à juger							Causes terminées						
	anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			Total des causes terminées	Causés restant à juger	Jugements rendus avant de statuer au fond			
	pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut			contradictoires	par défaut	par décret-arrêt, transaction, jonction ou radiation et jugements d'incompétence						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
CIVILS	DE COMMERCE	Bruxelles	529	708	19.276	24.424	5.114	12.012	17.126	3.106	20.232	4.192	449	
		Louvain	4	31	1.266	1.944	386	623	1.009	131	1.140	804	160	
		Anvers	3	17	845	1.182	217	503	720	80	800	382	60	
		Mons	24	224	9.569	14.605	2.901	5.071	7.972	2.135	10.107	4.498	921	
		Tournai	7	30	860	1.832	234	516	750	74	824	1.008	93	
		Gand	28	29	729	1.338	303	474	777	16	793	545	68	
		Charleroi	21	22	2.003	3.946	568	1.141	1.709	306	2.015	1.931	106	
		Audenarde	6	4	2.446	3.468	651	1.329	1.980	557	2.537	931	69	
		Termonde	6	62	3.376	4.439	946	1.702	2.648	471	3.119	1.320	785	
		Furnes	6	3	365	615	107	203	310	74	384	231	26	
		Ypres	4	9	1.298	1.893	538	666	1.204	177	1.381	512	251	
		Huy	2	20	906	1.258	298	533	831	100	931	327	72	
		Verviers	4	14	437	821	131	259	390	77	467	354	61	
			2	18	1.021	1.814	394	491	885	173	1.058	756	108	
			1	17	748	1.117	276	382	658	104	762	355	65	
			11	4	1.888	2.415	439	950	1.389	431	1.820	595	207	
			3	1	327	451	121	112	233	37	270	181	20	
			-	2	384	611	125	195	320	59	379	231	21	
			64	132	5.354	6.377	1.922	2.894	4.816	469	5.285	1.592	197	
			-	9	470	843	170	257	427	90	517	326	42	
			-	-	930	1.367	326	535	861	60	921	446	79	

Tableau n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		463	1	7	719	1.190	222	352	574	173	747	443	26
Hasselt		453	11	25	1.104	1.603	403	704	1.107	104	1.211	392	82
Ailon		212	2	7	262	483	96	166	262	19	281	202	91
Marche-en-Famenne		379	-	6	184	569	43	135	178	118	295	273	22
Neufchâteau		176	-	-	212	388	59	131	190	8	198	190	21
Dinant	Namur	544	4	19	1.195	1.762	363	647	1.010	267	1.277	485	166
		273	-	9	702	984	170	439	609	55	664	320	60
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	{ Bruxelles { Gand { Liège	14.244 4.495 4.638	622 39 82	1.096 150 214	37.683 10.750 11.132	53.635 15.434 16.066	10.633 3.375 3.374	22.076 5.493 6.260	32.709 6.868 10.034	6.458 1.703 1.363	39.167 10.571 11.397	14.468 4.863 4.669	2.061 1.616 786
TRIBUNAUX	{ civils { de commerce	6.098 17.279	71 672	163 1.287	10.046 49.519	16.378 68.757	3.052 14.730	5.775 28.054	8.827 42.784	1.541 7.983	10.368 50.767	6.010 17.990	762 3.701
Totaux		23.377	743	1.450	59.565	85.135	17.782	33.829	51.611	9.524	61.135	24.000	4.463

* chiffres recuifés.

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES
TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1961

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendantes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêts au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres moyens	Total général des causes terminées		
				contra- dictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
COUR D'APPEL DE BRUXELLES										
Tribunaux de première instance en matière civile	2.077	1.611	3.688	1.123	51	1.174	213	1.587	2.301	159
Tribunaux de première instance en matière commerciale	134	33	167	37	5	42	7	49	113	63
Tribunaux de commerce	926	557	1.483	389	33	422	81	503	990	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	12	15	27	9	-	9	1	10	17	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	7	6	13	7	-	7	1	8	5	
Référés	257	284	541	202	10	212	50	262	279	
Affaires portées directement devant la Cour	1	12	13	12	-	12	1	13	-	
COUR D'APPEL DE GAND										
Tribunaux de première instance en matière civile	435	491	926	365	35	402	60	462	464	20
Tribunaux de première instance en matière commerciale	35	21	56	23	2	25	4	29	27	19
Tribunaux de commerce	217	143	360	150	9	159	21	180	180	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	4	3	7	2	-	2	-	2	5	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	3	3	2	-	2	-	2	1	
Appels de jugements d'arbitres	3	-	3	2	-	2	-	2	1	
Référés	1	-	1	-	-	-	-	-	1	
COUR D'APPEL DE LIEGE										
Tribunaux de première instance en matière civile	603	489	1.092	445	35	480	84	564	528	101
Tribunaux de première instance en matière commerciale	67	55	122	62	1	63	6	69	53	25
Tribunaux de commerce	151	102	253	99	4	103	13	116	137	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	9	12	21	10	-	10	2	12	9	
Conseil de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	2	-	2	1	-	1	-	1	1	
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance en matière civile	3.115	2.531	5.706	1.934	122	2.056	357	2.413	3.293	286
Tribunaux de première instance en matière commerciale	236	109	345	122	8	130	17	147	198	106
Tribunaux de commerce	1.294	802	2.096	638	46	684	115	799	1.297	-
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	25	30	55	21	-	21	3	24	31	-
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	3	3	2	-	2	-	2	1	-
Appels de jugements d'arbitres	12	6	18	10	-	10	1	11	-	-
Référés	258	284	542	202	10	212	50	262	280	-
Affaires portées directement devant la Cour	1	12	13	12	-	12	1	13	-	-
Totaux par ressort :										
Bruxelles	3.414	2.518	5.932	1.779	99	1.878	354	2.232	3.700	222
Gand	695	661	1.356	545	47	592	85	677	679	44
Liège	832	658	1.490	617	40	657	105	762	728	176
Totaux généraux	4.941	3.837	8.778	2.941	186	3.127	544	3.671	5.107	392

Tableau n° 28 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1961)

COURS D'APPEL de	AFFAIRES A JUGER			Arrêts inter- locu- toires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant l'année	Total		par arrêts au fond	par transac- tion, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	2.775	520	3.295	731	319	1.050	2.245	19
Gand	714	121	835	344	10	354	481	5
Liège	339	168	507	204	-	204	323	15
Le Royaume	3.828	809	4.637	1.279	329	1.608	3.049	42

Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1961)

Bruxelles	-	22	22	-	19	3	22	-
Gand	-	22	22	-	22	-	22	-
Liège	-	16	16	-	18	-	16	-
Le Royaume	-	60	60	-	57	3	60	-

5^e Cour de Cassation

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la cour de cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La cour de cassation connaît :

- 1° Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort;
- 2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1er)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui en connaît.

Tableau n° 30 - COUR DE CASSATION (1ère Chambre)
POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE (ANNEE 1961)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendus les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRETS					Causés restant à juger	
	Pendan- tes au com- mence- ment de l'année	Intro- duites pendant l'année	Total	au fond		décrétant				Total des arrêts
				Cassa- tion	Rejet	la déché- ance	le désis- tement	la jonc- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Cours d' Appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	33	64	97	15	20	-	1	-	36	61
Gand	16	9	25	6	13	-	-	-	19	6
Liège	40	21	61	10	12	-	-	-	22	39
Léopoldville	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Elisabethville	5	-	5	-	5	-	-	-	5	-
Kuanda-Urundi	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Totaux :	98	94	190	31	51	-	1	-	83	107
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	60	22	82	5	16	-	1	-	22	60
Gand	3	2	5	1	-	-	-	-	1	4
Liège	23	9	32	11	6	-	-	-	17	15
Léopoldville	3	-	3	-	3	-	-	-	3	-
Elisabethville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	89	33	122	17	25	-	1	-	43	79

Tableau n° 30 (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance											
a) Jugeant en premier degré :											
Bruxelles		6	-	6	-	-	-	-	-	-	6
Louvain		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Nivelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Mons		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi		2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Tournai		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Gand		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges		1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Courtrai		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Furnes		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Ypres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers		3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Tongres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Havelt		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Famenne		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur		2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Dinant		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux		22	-	22	1	-	-	-	-	1	31
b) Jugeant en degré d'appel :											
Bruxelles		13	7	20	10	7	-	-	-	17	3
Louvain		4	4	8	2	-	-	-	-	2	6
Nivelles		3	-	3	1	1	-	-	-	2	1
Anvers		-	7	7	1	6	-	-	-	-	1
Malines		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Turnhout		3	1	4	-	1	-	-	-	1	2
Mons		5	4	9	2	2	-	-	-	1	5
Charleroi		4	9	13	4	-	-	-	-	6	2
Tournai		3	1	4	3	-	-	-	-	3	1
Gand		3	4	7	1	2	-	-	-	1	4
Audenarde		-	3	3	-	1	-	-	-	1	2
Termonde		5	1	6	-	3	-	-	-	3	1
Bruges		3	2	5	1	4	-	-	-	1	2
Courtrai		1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Furnes		2	2	4	3	1	-	-	-	4	-
Ypres		1	2	3	-	-	-	-	-	-	3
Liège		7	5	12	2	4	-	1	-	7	5
Huy		2	1	3	1	-	-	-	-	1	2
Verviers		4	-	4	2	2	-	-	-	4	-

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	1	-	1	-	1	-	..	..	1	..
Hasselt	..	4	4	-	1	-	..	..	1	3
Arlon	3	1	4	-	..	..	..	..	..	4
Marche-en-Famenne	..	1	1	-	..	..	..	..	..	1
Neufchâteau	..	1	1	-	-	..	..	..	..	1
Namur	3	4	7	3	1	..	..	..	4	3
Dinant	3	2	5	1	1	..	1	..	3	2
Totaux	74	67	141	37	38	..	4	..	79	62
Tribunaux de commerce	4	4	8	3	..	..	..	..	3	5
Justice de paix	-	9	9	1	1	-	..	-	2	7
Conseils de prud'hommes	48	35	83	30	21	-	-	..	51	32
Conseil supérieur d'arbitrage	-	-	-	-	-	..	..	..	..	..
Autres : (1)	4	-	4	-	..	-	-	..	..	4
Totaux généraux	338	242	580	120	136	..	6	..	262	318

(1) Autres : { 1 Règlementation d'attribution de juge
 { 1 Demande en intervention
 { 2 Demandes en restitution

STATISTIQUE DES GRACES

ET DE LA

LIBERATION CONDITIONNELLE

ANNEE 1961

STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE

1961

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRACES : REQUÊTES SOUMISES, REJETÉES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requêtes soumises au Roi après exa- men par le Minis- tère de la justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1937	9.300	6.166	66,30	3.134	33,70
1938	8.275	5.468	66,08	2.807	33,92
1939	8.842	5.634	63,72	3.208	36,28
1940	5.957	3.501	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.867	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.708	35,94	11.946	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35
1957	7.394	4.007	54,20	3.387	45,80
1958	6.819	4.236	62,12	2.583	37,88
1959	7.012	4.203	59,94	2.809	40,06
1960	6.208	4.046	65,19	2.162	34,83
1961	6.852	4.490	65,53	2.362	34,47

ANNEES	Sexe		Age							Etat		Total
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Libérés	Morts	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1958(1)	664	87	27	114	146	213	124	89	...	105	598	33
1958(2)	51	3	-	-	-	23	14	14	3	11	28	...
1959(1)	672	78	24	130	140	199	131	101	25	241	425	15
1959(2)	37	1	-	-	1	6	13	13	5	9	34	1
1960(1)	576	49	20	90	121	177	120	74	23	202	351	17
1960(2)	18	1	-	-	-	3	8	4	4	4	11	...
1961(1)	592	67	18	98	112	195	119	82	35	214	558	24
1961(2)	32	2	-	-	-	8	19	3	4	9	18	...

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

Divorcés	Antécédents			Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine									
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols escroqueries, fraudes, tromperies, falsification	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions dégradations dommages	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
62	366	143	242	-	18	362	25	222	107	-	2	15	
9	35	13	6	54	-	-	-	-	-	-	-	-	
48	361	148	241	1	20	382	25	200	86	-	3	5	
4	27	9	2	38	-	-	-	-	-	-	-	-	
55	274	113	238	-	9	326	20	213	43	8	-	6	
2	7	4	8	19	-	-	-	-	-	-	-	-	
63	307	121	231	-	28	285	22	216	94	-	3	11	
4	21	5	8	34	-	-	-	-	-	-	-	-	

3. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Durée de la peine									
	Primo condamnés							Récidivistes		
	Moins de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à - de 6 mois	de 6 à - de 1 an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1958(1)	122	247	260	56	39	11	16	164	102	102
1958(2)	-	-	2	7	11	10	24	-	-	...
1959(1)	167	246	250	41	27	6	13	205	127	175
1959(2)	-	-	-	4	20	2	12	-	-	1
1960(1)	118	196	230	41	27	7	6	154	103	107
1960(2)	-	-	-	1	5	4	9	-	-	-
1961(1)	105	260	210	30	25	8	21	172	125	102
1961(2)	1	-	-	-	6	3	24	1	-	-

(1) - Les centres de détention commun.

(2) - Les centres d'internement ou inciviques.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERATIONS ACCORDEES

à subir	Durée du temps d'épreuve									
	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
112	39	20	20	26	458	150	98	21	8	16
2	-	5	10	35	2	1	6	10	10	25
112	16	24	16	15	478	137	103	17	2	13
1	1	4	...	20	1	2	5	9	9	12
82	15	18	15	11	410	112	77	16	4	6
1	-	2	3	13	-	1	1	4	3	10
63	11	12	16	26	447	85	84	17	5	21
-	1	1	5	26	1	-	2	5	2	24

4. - SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libération conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à - de 2 ans après l'octroi	de 2 à - de 5 ans après l'octroi	de 5 à - de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1958 (1)	25	30	32	9	-	96	590
1958 (2)	-	1	2	8	-	11	36
1959 (1)	32	31	31	7	4	105	710
1959 (2)	-	-	2	5	-	7	20
1960 (1)	26	25	27	8	1	87	830
1960 (2)	-	-	-	5	-	5	10
1961 (1)	24	31	33	4	1	93	783
1961 (2)	-	1	-	2	-	3	19

STATISTIQUE DE L'APPLICATION DE LA LOI

DE

5. - PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1958 (1)	804	158	2.352	1.038	189	80	3.040	324
1958 (2)	-	-	454	2	-	-	-	2
1959 (1)	784	164	3.362	1.000	207	89	2.335	377
1959 (2)	-	-	352	2	-	-	223	2
1960 (1)	662	148	3.103	950	146	70	1.779	318
1960 (2)	-	-	328	2	-	-	221	2
1961 (1)	464	190	3.043	784	187	74	1.822	345
1961 (2)	-	-	512	2	-	-	175	2

(1) = Les prisons ou droit commun.

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1961

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1961

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise ;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques ;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation ;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INCUPLÉS EN ETAT DE DEMENCE,
DE DESEQUILIBRE MENTAL OU DE DEBILITE MENTALE (1961)

Nature de l'infraction commise	Inculpés internés par application de l'article 7								
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Juridictions d'instruction									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	9	7	3	2	12	9	21
Les mœurs	39	1	58	1	1	-	98	2	100
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Incendie	1	-	5	1	-	-	6	1	7
Faux en écritures	18	3	4	-	-	-	22	3	25
Vols qualifiés	74	3	13	-	-	-	87	3	90
Autres crimes	1	-	7	1	1	-	9	1	10
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	43	1	-	-	-	-	43	1	44
Les mœurs	51	2	-	-	-	-	51	2	53
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Vols	54	9	-	-	-	-	54	9	63
Escroqueries	9	1	-	-	-	-	9	1	10
Abus de confiance	3	-	-	-	-	-	3	-	3
L'autorité	5	2	-	-	-	-	5	2	7
Autres délits	14	2	-	-	-	-	14	2	16
Total :	312	24	96	10	5	2	413	36	449
Juridictions de jugement									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les mœurs	7	-	2	-	-	-	9	-	9
Les biens :									
Incendie	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Faux en écritures	3	-	-	-	-	-	3	-	3
Vols qualifiés	6	-	2	-	1	-	9	-	9
Autres crimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	3	-	-	-	-	-	3	-	3
Les mœurs	2	-	-	-	-	-	2	-	2
Les biens :									
Vols	13	-	-	-	-	-	13	-	13
Escroqueries	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	6	-	-	-	-	-	6	-	6
Total :	41	-	5	-	1	-	47	-	47
Le Royaume :	353	24	101	10	6	2	460	36	496

Tableau 2 - DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUTEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1961)

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1950	39	136	39	0
1951	24	118	32	8
1952	25	80	38	12
1953	27	105	41	8
1954	22	366	43	20
1955	45	118	49	14
1956	82	244	91	11
1957	85	198	107	13
1958	66	272	92	9
1959	95	247	81	15
1960	100	388	105	13
1961	97	345	121	21

Tableau 3 - RECIDIVISTES OU DELINQUANTS D'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1961)

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONdamnATION	En vertu de l'article 25		En vertu de l'article 24		En vertu de l'article 23				Totaux				
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		cfr note 1 a					cfr note 1 b	
	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Evén. bis
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes contre :													
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	3
Les moeurs	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Les biens : Vols qualifiés	1	-	5	-	-	-	3	-	-	-	9	-	9
Faux en écritures	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Incendie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres crimes	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Délits contre :													
L'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	2	-	2
Les moeurs	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
La famille : (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens : Vols	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8
Escroqueries	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Abus de confiance	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Le Royaume	9	-	15	-	-	-	6	-	2	-	32	-	32

(1) (a) l'exécution des peines est poursuivie dans un établissement de défense sociale.
 (b) l'exécution des peines est poursuivie dans une prison.

Tableau 4 - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNEES

SIEGE	Internements			Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instructions	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
		COURS D'ASSISES			
	-	-	-	-	-
		COURS MILITAIRES			
	-	8	8	-	8
		COURS D'APPEL			
Bruxelles	40	14	54	3	57
Gand	8	1	9	2	11
Liège	16	-	16	3	19
Total :	64	15	79	8	87
		TRIBUNAUX CORRECTIONNELS			
Bruxelles	40	2	42	1	43
Louvain	7	2	9	-	9
Nivelles	9	-	9	-	9
Anvers	102	6	108	3	111
Malines	24	-	24	-	24
Turnhout	12	-	12	-	12
Mons	19	-	19	-	19
Charleroi	23	1	24	2	26
Tournai	11	-	11	-	11
Gand	23	-	23	1	24
Audenarde	4	-	4	1	5
Termonde	8	-	8	-	8
Bruges	16	-	16	6	22
Courtrai	6	-	6	-	6
Furnes	1	-	1	-	1
Ypres	1	-	1	-	1
Liège	35	1	36	2	38
Huy	1	-	1	-	1
Verviers	8	-	8	-	8
Tongres	6	-	6	-	6
Hasselt	5	-	5	-	5
Arlon	6	-	6	-	6
Marche-en-Famenne	2	-	2	-	2
Neufchâteau	4	-	4	-	4
Namur	10	1	11	-	11
Dinant	2	-	2	-	2
Total :	385	13	398	16	414
		CONSEILS DE GUERRE			
	-	12	12	-	12
Total général :	449	48	497	24	521

STATISTIQUE

DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

ANNEE 1961

JURIDICTION DU TRAVAIL - ANNEE 1961

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

Tableau 1 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES. APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGE DE JURIDICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.214	186	327	1.344	357	356	23	329	-	4	1.046	49	615	-	382
	E	2.348	49	7	2.092	200	7	-	7	-	-	1.625	164	1.067	-	394
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121	113	8	-	-
Hal	O	55	4	21	26	4	11	1	8	-	2	21	2	15	-	4
	E	8	-	-	7	1	-	-	-	-	-	7	-	2	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	217	101	-	90	26	-	-	-	-	-	59	17	36	-	6
	E	17	2	-	13	2	-	-	-	-	-	17	2	12	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Louvain	O	149	42	-	68	39	-	-	-	-	-	68	7	50	-	11
	E	63	9	-	36	18	-	-	-	-	-	52	6	28	-	18
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	85	10	5	44	26	7	-	6	-	1	34	-	17	-	17
	E	7	1	-	4	2	-	-	-	-	-	7	-	1	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	1	-	3
Tubize	O	23	9	-	4	10	-	-	-	-	-	4	1	3	-	-
	E	16	-	-	15	1	-	-	-	-	-	18	1	12	-	5
	M	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wavre	O	184	58	-	64	62	-	-	-	-	-	58	2	52	-	4
	E	36	10	-	9	17	-	-	-	-	-	12	-	9	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-
Anvers	O	1.651	248	-	1.304	99	-	-	-	-	-	780	-	555	-	225
	E	630	63	-	505	62	-	-	-	-	-	571	-	346	-	225
	M	56	4	-	44	8	-	-	-	-	-	28	-	18	-	10
Malines	O	190	66	-	105	19	-	-	-	-	-	138	16	98	-	24
	E	60	8	-	47	5	-	-	-	-	-	54	8	27	-	19
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	O	186	19	87	64	16	20	5	12	-	3	50	9	30	-	11
	E	36	1	3	32	-	1	1	-	-	-	20	4	8	-	8
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers ; E = Pour employés ; M = Mixte.

Tableau 1 (suite)

- 76 -

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Auvélais	O	98	34	1	30	33	1	-	1	-	-	30	1	15	12	2
	E	8	2	-	2	4	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	O	76	12	13	40	11	13	-	13	-	-	41	9	29	-	3
	E	16	1	-	15	-	-	-	-	-	-	14	-	8	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippeville	O	80	45	-	33	2	-	-	-	-	-	38	1	30	-	7
	E	8	3	-	4	1	-	-	-	-	-	5	-	2	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	O	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	E	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	O	11.851	2.997	1.379	6.094	1.381	1.094	110	887	-	97	4.491	393	2.874	12	1.212
	E	4.798	309	22	3.922	545	24	1	23	-	-	3.541	257	2.268	-	1.016
	M	58	4	-	46	8	-	-	-	-	-	210	115	65	-	30
Total		16.707	3.310	1.401	10.062	1.934	1.118	111	910	-	97	8.242	765	5.207	12	2.258

Tableau 1 bis - DEPÔTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET

DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et de règlements industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et de modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	2.866	295	Termonde	282	91
Hai	55	4	Alost	454	5
Vilvorde	77	9	Saint-Nicolas	-	2
Louvain	273	6	Bruges	262	4
Nivelles	139	3	Ostende	94	-
Tubize	18	-	Tielt	42	1
Wavre	237	1	Courtrai	605	26
Anvers	1.826	17	Mouscron	34	-
Malines	256	2	Roulers	369	13
Turnhout	688	4	Ypres	186	3
Mons	194	-	Liège	447	8
Dour	66	-	Comblain-au-Pont	16	2
La Louvière	138	5	Fléron	-	-
Pâturages	153	3	Huy	108	1
Soignies	93	3	Jemeppe	140	10
Charleroi	361	3	Verviers	150	3
Binche	52	1	Eupen	27	-
Fontaine-l'Evêque	35	-	Hasselt	607	3
Tournai	91	3	Namur	154	6
Lessines	52	1	Andenne	14	-
Gand	418	28	Auvélais	78	1
Eeklo	68	-	Dinant	170	4
Audenaarde	91	2	Philippeville	32	2
Renaix	84	2	Arlon	-	-
			Le Royaume :	12.572	577

- 77 -

Tableau 2 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

RESSORT DE	CHAMPRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			AFFAIRES restant à juger
		Pendants au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	217	175	392	122	10	132	260
	pour employés	589	276	865	236	14	250	615
	mixte	30	20	50	28	2	30	20
Anvers	pour ouvriers	154	40	194	85	33	118	76
	pour employés	191	89	280	95	47	142	138
	mixte	6	1	7	5	1	6	1
Mons	pour ouvriers	18	17	35	16	-	16	19
	pour employés	21	47	68	38	2	40	28
	mixte	2	1	3	2	-	2	1
Gand	pour ouvriers	52	59	111	30	27	57	54
	pour employés	68	45	113	34	24	58	55
	mixte	-	2	2	1	-	1	1
Bruges	pour ouvriers	57	35	92	25	8	33	59
	pour employés	17	49	66	37	8	45	21
	mixte	-	6	6	3	-	3	3
Liège	pour ouvriers	18	28	46	19	1	20	26
	pour employés	32	46	78	30	2	32	46
	mixte	8	2	10	3	1	4	6
Namur	pour ouvriers	2	19	21	14	1	15	6
	pour employés	5	22	27	11	3	14	13
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	pour ouvriers	-	-	-	-	-	-	-
	pour employés	-	2	2	-	-	-	2
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	pour ouvriers	518	373	891	311	90	391	500
	pour employés	923	576	1.499	481	100	581	918
	mixte	46	32	78	42	4	46	32
TOTAL :		1.487	981	2.468	834	184	1.018	1.450

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DU

CONSEIL D'ETAT

ANNEE

1960 - 1961

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte :

- 1) la section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives ;
- 2) la section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis on doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art. 7, par. 1 : "La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée). Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation "pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires minières et d'unions professionnelles.

Tableau I. - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (1)				
	A la demande du président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (2)	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1950	2	825	827	555	871	1.426	535	891
1951	2	853	855	891	958	1.849	549	1.300
1952	-	709	709	1.300	1.006	2.306	858	1.448
1953	-	669	669	1.448	852	2.310	973	1.337
1954	1	514	515	1.337	911	2.248	1.001	1.247
1955	-	437	437	1.247	688	1.930	957	973
1956-57	1	485	486	1.041	842	1.883	535	1.348
1957-58	-	422	422	1.246	844	2.090	753	1.337
1958-59	-	453	453	1.337	767	2.104	701	1.403
1959-60	-	472	472	1.403	710	2.113	915	1.198
1960-61	-	315	315	1.198	856	2.054	778	1.276

(1) Non compris les affaires minières et d'union professionnelle

(2) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

Tableau II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES

A. - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE (art. 8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)				Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)				Total des arrêts rendus						
	Recours contre des décisions contentieuses administratives		Autres recours		Loi électorale communale (§ 1)	Revision des contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)		Total					
	En matière de dommages de guerre	Accordant l'annulation	Refusant l'annulation	Accordant l'annulation							Refusant l'annulation				
												2	3	4	5
1950	-	7	6	38	40	70	131	3	10	11	12	13	14	15	16
1951	1	7	6	27	34	93	213	-	-	20	2	22	24	71	491
1952	-	17	25	96	61	90	269	4	-	40	1	45	83	98	784
1953	-	34	33	180	113	68	226	68	-	29	11	108	63	99	924
1954	1	62	25	188	121	73	241	12	-	30	2	44	56	78	889
1955	-	60	70	195	93	144	182	6	-	20	1	27	28	76	875
1956-57	-	29	42	51	67	56	148	-	-	13	-	13	13	66	485
1957-58	2	52	98	129	73	63	198	2	-	15	2	19	8	77	719
1958-59	-	90	93	65	54	58	131	63	-	8	2	73	12	122	708
1959-60	-	50	94	110	55	72	198	5	-	26	8	39	21	137	830
1960-61	-	68	67	102	64	80	217	3	-	20	5	28	14	84	724

B. - COMPETENCE D'AVIS (ART. 6 et ART. 7, par 1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (article 7, paragraphe 1)			Total des avis émis sur la base de l'art. 7 § 1	Total des avis émis
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande		
		Complètement	Partiellement			
1950	52	-	-(1)	14	14	56
1951	24	1	1	25	27 (2)	51
1952	28	1	-	14	15	43
1953	22	1	-	13	14	36
1954	23	4	-	15	19	42
1955	22	-	-	11	11	33
1956-57	22	-	-	13	13	35
1957-58	13	-	1	6	7	20
1958-59	20	-	-	5	5	25
1959-60	21	-	-	4	4	25
1960-61	15	-	-	6	3	21

(1) Deux avis partiellement favorables ont été donné subsidiairement à l'occasion de recours en annulation rejetés.
 (2) En outre, 13 arrêts-avis comptés dans les arrêts.

C. - COMPETENCE EN MATIERE MINIERE ET D'UNIONS PROFESSIONNELLES

(art. 7, par 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1950	12	10	948	1.154
1951	17	22	743	672
1952	12	4	615	645
1953	14	16	727	571
1954	20	15	652	655
1955	9	15	559	581
1956-57	16	4	551	364
1957-58	16	15	594	505
1958-59	13	27	557	498
1959-60	35	6	528	514
1960-61	30	16	677	573